هكذا من الأصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SIXIÈME ANNÉE — N° 13772 — 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine MARDI 9 MAI 1989

TÉLÉMATIQUE

● Commandez vos livres et disques par minitel ..... LIVRES
3615 tapez LM

● Abonnez-vous au Monde ..... ABO
3615 tapez LEMONDE

Mgr Lustiger interdit d'Ukraine

Même en ces temps de perestroïka et de glasnost, les relations entre Rome et Moscou restent conflictuelles. La décision du cardinal Lustiger d'écourter son voyage en Union soviétique en est une nouvelle et frappante illustration. L'archevêque de Paris, invité de l'Eglise orthodoxe russe et qualifié par ses hôtes comme « l'oreille et la main du pape », avait prévu de se rendre en Ukraine. Kiev, sa capitale, est le berceau du christianisme en Russie, et l'an dernier, l'on y célébrait avec faste le millénaire du baptême du prince Vladimir, bien antérieur au schisme d'Orient. Plus encore, en 1946, l'Eglise catholique ukrainienne a été rattachée de force à l'Eglise orthodoxe, ce qui n'a pas empêché les catholiques « uniates » de maintenir — dans la clandestinité — leur fidélité à Rome.

Sauf à se renier lui-même, le cardinal Lustiger ne pouvait accepter qu'au dernier moment l'étape de Kiev fût annulée. Et il en tirait aussitôt la leçon, quitte à laisser une ombre sur un voyage qui, pourtant, n'a pas été négatif. Quitte aussi à montrer que le rapprochement entre les deux « poumons » occidental et oriental de l'Eglise, pour reprendre le mot de Jean-Paul II, ne demeure pour l'instant qu'une espérance.

L'annulation de l'étape de Kiev [illegible] forcer les [illegible] camp, ne [illegible] pas la guerre entre Rome et Moscou, mais, selon toute vraisemblance, il compromet encore plus les chances d'un voyage du pape à Moscou. Jean-Paul II a toujours fait de sa totale liberté de déplacements et de paroles en Union soviétique, notamment dans les pays baltes, où la population de rite latin est nombreuse, et en Ukraine, où la minorité catholique orientale n'a aucune existence légale, un préalable à toute visite. Mgr Lustiger a pu se rendre en Lituanie, où, après des années de bannissement, la hiérarchie catholique vient d'être officiellement reconstituée et reconnue. Mais le « niet » concernant l'Ukraine est pour le moment incontournable.

Cet incident risque également de retarder l'examen des dossiers les plus brûlants de l'Ostpolitik menée au Vatican. Parmi lesquels il y a naturellement la reconnaissance légale des catholiques orientaux d'Ukraine, et la liberté de nomination par le pape des évêques dans les pays baltes annexés en 1940, puis, par extension, dans les pays de l'Est comme la Tchécoslovaquie, où cette liberté est entravée depuis près de vingt ans.

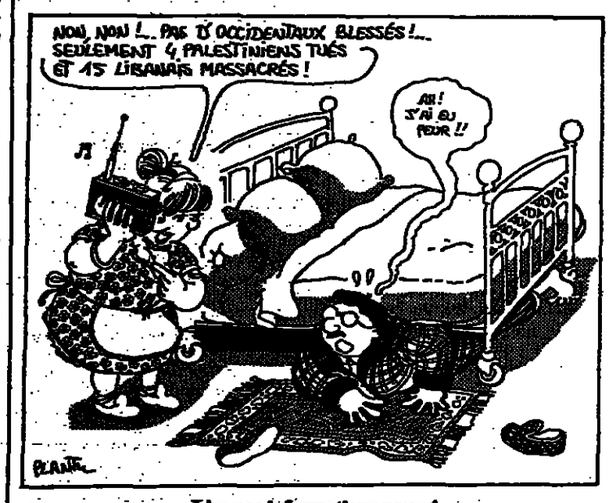
Plus généralement, la question des libertés religieuses dans les pays de l'Est, notamment en Union soviétique, où l'amélioration récente du sort des croyants est loin d'être générale et définitive, est l'une de celles que le pape polonais met le plus régulièrement en avant. La visite du cardinal Lustiger en URSS, au moment précis où ce pays prépare une nouvelle législation en matière religieuse, devait souligner cette priorité de l'Eglise catholique. Mais, comme son séjour lui-même, la démonstration a été très incomplète.

(Lire nos informations page 8.)

Dix-neuf tués dans des bombardements

Nouvelle flambée de violences à Beyrouth

Les duels d'artillerie au Liban se sont arrêtés juste avant l'aube, lundi 8 mai, après avoir fait en moins de deux jours dix-neuf tués et plus d'une centaine de blessés dans les deux secteurs de Beyrouth. A Moscou, le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Edouard Chevardnadze, a demandé samedi qu'un cessez-le-feu durable soit établi. Il a annoncé qu'il discuterait à Moscou cette semaine de la crise libanaise avec le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker. « Le risque de désintégration du Liban existe », a-t-il souligné.



Lire nos informations page 4

L'application des accords de Matignon et les élections du 11 juin

M. Rocard a été impressionné par la détermination des modérés canaques et caldoches

Revenant sur sa décision, le premier ministre maintient le calendrier d'application des accords de Matignon sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie. Les élections provinciales auront bien lieu le 11 juin. « Il faut continuer d'un pas ferme sans ralentir ni presser le mouvement », a déclaré M. Rocard après les obsèques des deux chefs indépendantistes assassinés. « La tolérance n'abdiquera pas devant le fanatisme. » M. Rocard a été visiblement impressionné par la volonté des modérés des deux camps de poursuivre comme prévu la mise en œuvre des accords.

Le délai de réflexion que M. Michel Rocard s'était accordé avant de relancer les réformes institutionnelles en Nouvelle-Calédonie n'aura duré que le temps de son voyage à Nouméa. Sous le coup de l'émotion, vendredi 5 mai, le premier ministre avait, dans une déclaration à RFI, *« exclu que les élections provinciales se déroulent pendant la période de deuil »* et avait-il précisé *« la période de deuil coutumier est très longue chez les Canaques »*.

M. Rocard avait, en la circonstance, envisagé ce report de sa propre initiative, mais son souci de prudence rejoignait celui de certains indépendantistes mélanésiens. Le chef du mouvement Libération kanak socialiste (LKS), M. Nidoish Naïsseline, qui n'est pas membre du FLNKS, avait, lui aussi, souhaité, au même moment, que ce scrutin régional soit *« reporté d'un an afin de laisser le temps aux Mélanésiens de faire le point entre eux »*.

Vingt-quatre heures après, M. Rocard a changé d'avis. Il a annoncé, à Nouméa, que le scrutin aura finalement lieu à la date prévue, le dimanche 11 juin. *« Un criminel n'arrête pas le cours de la paix qui se construit,* a-t-il souligné. *La tolérance n'abdique pas devant le fanatisme. »* Cette décision répond à la volonté exprimée par les dirigeants de l'Union calédonienne et partagée par le président du RPCR, M. Jacques Lafleur. Dès vendredi, M. Léopold Jorédié avait d'ailleurs estimé, au nom de la composante majoritaire du FLNKS, qu'il n'y avait *« pas de raison de reporter les élections »*.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 6.)

Trois morts à Gaza
Violents affrontements à la fin du ramadan
PAGE 4

Les élections au Panama
La majorité comme l'opposition se proclament victorieuses
PAGE 3

Virage au Labour
Les travaillistes britanniques renonceraient à la doctrine du désarmement nucléaire « unilatéral »
PAGE 5

Développement en Asie
Le Japon renforce sa position financière dans sa zone d'influence
PAGE 14

Synode protestant
L'Eglise réformée de France à la recherche d'une nouvelle liturgie
PAGE 8

« Le Monde » publiera demain numéro daté 10 mai un cahier spécial en pile séparée comprenant le supplément « Le Monde Economie », « Campus » et 30 pages d'offres d'emploi

Le sommaire complet se trouve en page 16

Dernière institution soviétique sur la voie des réformes

Le KGB à l'heure de la transparence

Longtemps resté à l'écart des réformes entreprises par M. Gorbatchev, le KGB — le principal des services secrets soviétiques — annonce son intention de se mettre à son tour à l'heure de la transparence et de conformer ses activités à l'Etat de droit que veut instaurer le chef du Kremlin.

MOSCOU
de notre correspondant

Quatre ans après le début de la perestroïka, le KGB entend à son tour jouer l'ouverture. A la fois service de renseignement de l'Etat soviétique et police politique du système, héritier direct de la Tcheka, du Guépéou et du NKVD, c'est-à-dire d'institutions responsables de dizaines de millions d'arrestations et de morts, le Comité d'Etat pour la sécurité ne pouvait en effet plus échapper longtemps à la contestation.

Plutôt que de se laisser placer sur la défensive, ses dirigeants ont donc préféré prendre les devants en annonçant, dimanche 6 mai, qu'ils venaient d'adopter *« une très importante résolution »* visant à promouvoir la transparence de leur action et, par là même, disent-ils, la démocratie. Intitulée « Le KGB et la glasnost », cette résolution annonce l'organisation régulière de conférences de presse sur les activités du Comité et la multiplication des contacts par voie de conférences et débats avec les différents milieux sociaux du pays. En un mot, le KGB se lance dans les relations publiques, mais il ne s'agit pourtant pas seulement là d'une opération d'autopromotion d'un organisme qui n'en est pas même encore à envisager une autocritique.

Car plus profondément — et sans doute sous l'impulsion de son nouveau président, M. Vladimir Kriouchkov, nommé en octobre dernier par M. Gorbatchev — le KGB vient pour la première fois d'accepter le principe de la subordination de son action à un contrôle institutionnel. *« La consolidation du principe fondamental du contact avec les masses et de la confiance à placer en elles pour la protection de la sécurité de l'Etat,* déclare ainsi le communiqué de dimanche, *exige la création d'un mécanisme clair et précis de responsabilité devant le peuple et les organisations suprêmes de l'autorité d'Etat (...). »*

Cette formulation n'implique pas en elle-même l'institution d'un contrôle parlementaire sur le KGB tel qu'il est réclamé depuis plusieurs mois par diverses personnalités libérales maintenant élues au nouveau Parlement fédéral, le Congrès des députés du peuple. Le moins qu'on puisse dire pourtant est qu'un grand pas a été fait dans cette direction puisque, sous la perestroïka, les *« organes suprême de l'Etat »* ne sont rien d'autre que les assemblées élues tant au niveau local que national.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 5.)

8 F

Le Monde MAI 1989
DOSSIERS & DOCUMENTS

SPECIAL REVISION DU BAC
LE DERNIER ETAT DU MONDE

- L'économie mondiale et les échanges internationaux
- Les puissances au programme : ETATS-UNIS, URSS, CHINE, JAPON

Avec les chiffres les plus récents pour actualiser vos connaissances

10 ANS DE THATCHERISME

- Méthodes et principes d'une ultra-libérale
- Les forces et faiblesses du système
- Les changements culturels et sociaux

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Le XXIe congrès des sociétés de protection de la nature

Les écolos déçus de leur ministre

Les associations de protection de la nature ont réuni leur vingt et unième congrès à Bordeaux, du 4 au 7 mai. L'occasion, pour la fédération de changer de nom et d'image. Antoine Waechter, tête de liste des Verts aux élections européennes, et Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, s'y sont croisés sans se rencontrer.

BORDEAUX
de notre envoyé spécial

La Fédération française des sociétés de protection de la nature est morte. Vive France Nature Environnement ! Après vingt ans d'existence, la bonne vieille « fédé » — 850 000 membres — fait peau neuve.

Depuis ce vingt et unième congrès, c'est donc officiel, France Nature Environnement sera même écrit en toutes lettres sur un voilier multicoque de 18 mètres, qui participera aux prochaines grandes courses, piloté par Lionel Rochefort, parrainé par le chanteur Alain Souchon et financé par deux cent cinquante entreprises de toute la France. Déjà vieillotte à vingt ans, la « fédé » se donne l'image d'une entreprise qui gagne — ou qui espère gagner. Tous tant qu'ils sont — naturalistes scrupuleux, randonneurs à gros mollets, écolos « baba cool » ou Verts entrés en politique — ont accepté de se rallier à la nouvelle bannière de l'écologie gagnante.

Un changement d'image, toutefois, ne règle rien en soi. Les problèmes financiers de la fédération, tous comptes faits et refaits, ne sont plus aussi graves qu'il y a quelques mois (*le Monde* du 11 janvier 1989), mais c'est au prix d'une rigueur nouvelle qui se ressent dans les associations locales — très peu ont fait le déplacement de Bordeaux pour y installer leur stand, comme elles le faisaient traditionnellement. La proposition du secrétaire général, Christian Garnier, d'affilier la fédération à un réseau de cartes accréditives, est au point mort. Les militants ont refusé une formule qui faisait la part trop belle aux banques et à la société de consommation.

Enfin, l'opération « Mille communes pour l'environnement européen » lancée en 1987 par la fédération — qui a été récompensée par le Parlement de Strasbourg pour cette initiative — piétine encore. On arrive péniblement à cent vingt-deux communes au bout de deux ans, soit onze en Belgique (Wallonie seulement) vingt et une en Espagne et quatre-vingt-dix en France, grâce à dix-sept chartes signées avec des syndicats intercommunaux. *« On pensait que les élections municipales seraient un accélérateur, mais elles ont été plutôt un frein »*, constate le président de la fédération, Pierre Delacroix.

ROGER CANS.

(Lire la suite page 8.)

M 0147 - 05090 - 4,50 F
3790147004500 05090

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dir. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,95 $; Antilles/Réunion, 7,20 F ; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 155 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 180 dr. ; Irlande, 90 p. ; Italie, 1 600 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 cr. ; Suisse, 1,60 f. ; USA (NY), 1,50 $; USA (other), 2 $.

Débats

RÉPUBLIQUE

Le peuple machinal

par PHILIPPE FORGET (*) et GILLES POLYCARPE (**)

LA République — étymologiquement : « la chose de tous » — n'intéresse apparemment plus grand monde. L'esprit public s'éteint, les électeurs s'abstiennent. La technique, elle, convoque chacun à son service. Même la nation est sommée de lui rendre des comptes. Idéologie qui transparaît dans de pâles slogans comme : *« La France qui gagne »* ou pis : *« L'entreprise France »*... Eloges permanents d'une réalité devenue machine, ces vocables ont pourtant pris valeur de repères intangibles.

Aussi l'intérêt général, qui supposait la perfectibilité morale de l'homme, disparaît-il dans le grouillement des envies. Frétillantes et minuscules, celles-ci sont l'objet du regard attendri des médias, des nouveaux sociologues, des nouveaux philosophes et des nouveaux politiques, qui trouvent là leur pitance. Mais le culte de la technique, à défaut de grandeur, n'a rien de minuscule. Il exige, irrésistiblement, son tribut, toujours plus lourd, de « ressources humaines ».

Dans un monde blasé dont la mémoire s'effrite, la seule puissance capable de s'étendre est celle de la technique. L'on avait cru qu'elle ne ferait que libérer l'homme, mais elle s'est déchaînée, enchaînant la culture. Toutes les institutions, toutes les puissances sociales viennent lui rendre hommage, humblement.

Efficacité, vitesse et performance : ces qualités mécaniques séduisent toujours les volontés. Elles tambourinent sans pudeur aux oreilles flattées de nos contemporains. De moyen, la technique est clairement devenue fin ; par un coup d'Etat permanent, invisible à force d'être aveuglant et de se parer des vertus de l'évidence. Les exemples ne manquent pas. Citons-en quelques-uns.

∴

Le leitmotiv ressassé selon lequel les élites sont nécessairement celles de la compétence relève d'une logique technicienne extrêmement ambiguë : quoi que l'on fasse, il vaut mieux, en effet, être compétent que médiocre. Voilà une idée qui ne mérite pas le prix Nobel. Mais ne veut-on pas dire, en réalité, que la compétence, c'est-à-dire le savoir-faire, doit prendre le pas sur l'art de dire ce qui doit être fait ?

Logique de mirliton, qui se mord la queue : si n'importe qui élabore n'importe quoi, pourvu que ce soit avec compétence, on ne voit plus très bien, sans même parler d'intérêt général, comment assigner des limites aux sociétés humaines pour leur permettre d'exister en tant que telles. Al Capone était compétent, les nazis également.

En outre, si la compétence devient l'unique norme sociale, seuls ceux qui prétendent connaître la machine sociale, avec ses appareils et ses rouages, peuvent revendiquer le droit de la faire fonctionner. La technique les désigne pour définir le bien commun. L'égalité civique se retrouve trahie, car, là où le citoyen avait le droit de dire ce qui devait être, ne se font plus entendre que ceux qui savent et peuvent faire.

∴

Chacun, s'estimant compétent dans son domaine, dénie aux autres le droit d'y regarder. Entre pairs, la compétition prime. On s'échine. Tous espèrent que l'inégalité jouera en leur faveur ; tous, pourtant, s'y retrouvent asservis. *« La servitude abaisse les hommes jusqu'à s'en faire aimer »*, écrivait Vauvenargues. Sentence toujours pertinente pour notre temps, où le rationnel l'emporte sur le raisonnable, où l'arsenal des procédés menace l'obligation éthique et politique. A chacun sa compétence technique, et la République sera, soyons-en sûrs, mal gardée.

Autre exemple, la communication. S'il ne s'agissait que de vivifier les relations humaines et les solidarités sociales par un surcroît de dialogues authentiques, on ne pourrait qu'applaudir. Malheureusement, ce nouveau mot d'ordre — « Il faut communiquer ! » — se révèle n'être souvent qu'une pure machinerie tournant à la machination. Est-ce un hasard si ce mot de *communication* désigne aussi bien les liaisons ferroviaires, les connexions par câble que l'échange de pièces entre des avocats ?

Le langage n'est pas innocent. On n'introduit pas impunément une notion aussi neutre dans le vocabulaire sans qu'elle influe sur les rapports humains. Je ne m'adresse plus à autrui, mais je communique ; nous ne parlons plus ensemble, mais nous communiquons. La fonction prime sur l'ouverture à l'autre. Cet autre, inutile de le rencontrer en chair et en os, inutile de lui écrire à l'encre, il suffit de communiquer dans l'anonymat des écrans et des réseaux. Le vecteur de l'échange occupant le devant de la scène, on ne se soucie pas plus du contenu que d'une guigne. Quand la technique parle à la technique, les Français ne parlent plus à personne.

Certes, d'aimables échansons nous affirment que les nouvelles techniques de communication ouvrent des espaces infinis de dialogue, abolissant clivages et hiérarchies. Pourtant, l'ère de la communication se révèle celle de la solitude, donc du lien social le plus lâche.

Une enquête réalisée par l'INSEE en 1987 soulignait les difficultés de socialisation chez les jeunes : ceux-ci voisinent moins bien que les adultes, participent moins à la vie civique et sont davantage tentés par le suicide. Ils sont pourtant la cible privilégiée des vendeurs de micro-informatique et grands consommateurs de télévision. Que ne voit-on le danger pour la république lorsque le contact vivant entre citoyens se retrouve banni au profit des prouesses de l'outillage, lorsque chacun se laisse distraire par l'événementiel et l'instantané ! N'oublions pas ce qu'écrivait Marat : *« Quand les citoyens séparent leurs intérêts, ou s'isolent, on les subjugue en détail, et c'en est fait de la liberté. »*

Poursuivons l'analyse : pas de république sans démocratie, pas de démocratie sans débat. Tout débat est une ouverture, l'émergence d'un champ de possibilités et de choix, donnant forme au futur. Exigence incompatible avec la quête de puissance éperdue et informe que traduit cette maxime implicite : *« Tout ce qui peut être fait sera fait. »* Ainsi, tout est prescrit, convenu d'avance, et le temps se retrouve ligoté, puis effacé.

La technique, d'ailleurs, ne connaît pas l'Histoire. Elle ne s'enracine dans aucun passé, qu'elle méprise cordialement comme étant dépassé. Elle ne connaît pas davantage le futur, qu'elle réduit au miroir de sa seule répétition : il y a bien progrès, mais d'une technique dont l'esprit reste figé.

Le dernier mot à la mode — « Agir en temps réel » — éclaire à merveille cette désolation du temps. On nous enjoint tous de nous conformer à l'ordinateur, c'est-à-dire de travailler, de penser, de vivre sans délai. Nous n'avons pas droit à la durée.

Extraordinaire subversion du langage où est *« réel »* le *« temps »* qui n'est pas du temps, qui est l'absence du temps ! Etonnante volonté de cet homme soi-disant libéré : détestant l'épaisseur de son humanité, il cherche à s'annuler ! Dès lors, tout débat démocratique apparaît inutile, superflu. Et la République, qui suppose un équilibre difficile entre de rudes partialités, qui demande un peuple et son bon sens, qui forme et s'appuie sur des caractères, est vouée à dépérir.

Quand la durée n'est plus permise, quand chacun doit produire des réponses immédiates, le futur est déjà fermé. Il devient impossible, interdit, d'imaginer autre chose, un autre monde, qu'il soit meilleur ou pire. La raison technicienne, dans ses plans et fichiers, a déjà décrété ce qui devait être. La libre délibération des citoyens n'a plus lieu d'être quand on ne débat plus que de procédures et non de projets.

∴

« Un monde gagné pour la technique est un monde perdu pour la liberté » : comment faire mentir Bernanos ? Car accepter ce jugement serait désespérer de l'homme ; ce serait, paradoxalement, couronner la technique et ses serviteurs aveuglés. Si elle règne sans partage, c'est que l'homme, quelque part, a désespéré de lui-même. Le triomphe des discours techniciens est la désespérance suprême, puisque l'homme ne se désigne plus à partir d'un dieu, ou à partir de la liberté, mais à partir des objets.

En définitive, ne condamnons pas brutalement les instruments de la technique ni leurs créateurs. A bien des égards, ils ont amélioré la condition humaine. Mais, livré à lui-même, le progrès technique dégénère. Alors, l'homme, médusé, risque de sombrer, sans espoir de retour, dans la contemplation hallucinée des ustensiles : nouvelles idoles glacées, l'enjeu est de les tenir à distance.

Redonner vie aux lumières de tous les patrimoines, philosophiques, moraux, religieux — à l'exclusion de toute tentation néo-cléricale, — s'enraciner dans la parole et l'écriture, c'est aussi forger des clés pour l'avenir : elles sont indispensables, car elles ouvrent sur des savoirs, seuls capables d'habiter la technique. Sinon, l'homme et le citoyen seront tout simplement frappés de nullité, la République n'étant que la cité sans nom d'un peuple machinal.

(*) Docteur en philosophie politique.

(**) Ancien élève de l'Ecole polytechnique.

HISTOIRE

Arafat et les Juifs

par PIERRE VIDAL-NAQUET

LE tournant opéré par l'OLP pendant l'hiver 1988-1989, accentué encore par les propos qu'a tenus M. Yasser Arafat à Paris, est décisif. De cela, nul esprit honnête ne disconviendra. A une tragédie de guerre a succédé une stratégie de paix, avec comme objectif la création d'un Etat palestinien, vivant en paix avec son puissant voisin, Israël. Ceux qui, comme l'auteur de ces lignes, ont, dès le mois de juin 1967, écrit que là était le seul avenir envisageable ne peuvent que s'en réjouir à l'infini.

J'étais présent à l'Institut du monde arabe, le 2 mai, lorsque M. Arafat a exposé, devant une centaine d'intellectuels, la façon dont il concevait la Palestine future, et a répondu à quelques questions. De cette présence, je ne tire ni gloire ni honte : j'étais venu pour écouter et pour apprendre, et je ne le regrette pas. Je le répète, sur des points essentiels, M. Arafat nous a convaincus qu'il voulait la paix et qu'il n'existait pas d'autre solution sérieuse.

Il s'est déclaré prêt à rencontrer n'importe quel dirigeant israélien, y compris le général Sharon. Il a manifesté son souci de l'avenir des enfants israéliens, aussi bien que des enfants palestiniens. Ce sont là des affirmations essentielles et qu'il faut évidemment prendre au mot, avec espoir. On attend maintenant la réponse des Israéliens, auxquels M. Arafat s'est adressé explicitement et fermement, en comptant sur le mouvement de leur opinion publique. Il n'est pas interdit de penser qu'elle viendra un jour.

Cela dit, M. Arafat a tenu aussi quelques propos qui appellent, de la part d'un historien, un certain nombre de rectifications. Ce n'est pas que je me fasse des illusions sur le rapport à l'Histoire des leaders politiques quels qu'ils soient. Tout mouvement idéologique, particulièrement lorsqu'il prend la forme d'une guerre — et M. Arafat est toujours le leader d'un peuple en guerre, — charrie sa part de mythes, plus ou moins mobilisateurs. Les Israéliens ont les leurs, qui sont souvent gros comme des montagnes et ceux qui affirment, par exemple, que M. Arafat ne fait que continuer la politique de Hitler n'ont, certes, de leçons à donner à personne. Il en est de même, trop souvent, des dirigeants de la communauté juive française, qui continuent à asséner régulièrement des contre-vérités dont les historiens ont fait justice depuis longtemps.

Cependant, ce n'est pas d'Israël qu'il s'agit ici, mais d'un dirigeant palestinien qui, à travers lui, s'adressait, comme il l'a dit, à ceux des amis d'Israël qui se trouvaient dans la salle et qu'il s'efforçait de convaincre.

Voici trois affirmations qu'il me paraît devoir relever et corriger.

M. Arafat a affirmé que pendant la seconde guerre mondiale, le peuple arabe du Moyen-Orient, qui ne portait aucune responsabilité dans la persécution hitlérienne, a porté aide et secours aux Juifs persécutés, comme l'ont fait, par exemple, les Etats-Unis. Le caractère énorme de cette affirmation ne peut qu'être souligné. Chacun sait que, de secours, il ne vint point. On peut, certes, comprendre que des dirigeants arabes aient, à l'instar du grand mufti de Jérusalem, choisi le camp de l'Axe contre les empires occidentaux. Cela fut vrai aussi en Afrique du Nord, et l'attitude de Habib Bourguiba et du sultan du Maroc fut l'exception, plutôt que la règle. Mais on ne peut nier les faits. Ceux qui sont parvenus alors à se réfugier en Palestine et qui furent peu nombreux n'ont pas trouvé le salut par la grâce de leurs voisins arabes. Le contraire aurait été surprenant.

Intifada et holocauste

M. Arafat a exprimé sa compassion pour les victimes de la persécution hitlérienne et de la seconde guerre mondiale, qu'elles soient juives, chrétiennes, musulmanes ou même bouddhistes. C'est là, une fois de plus, comparer ce qui n'est pas comparable. La destruction systématique des Juifs d'Europe peut se comparer à la destruction des Tsiganes, ou à celle des Arméniens en 1915, voire, dans certaines limites, au massacre du « nouveau peuple » par les hommes de Pol Pot, non aux autres crimes de guerre. Des femmes déportées ont été tuées dans la chambre à gaz de Ravensbrück. C'était la même mort qui était infligée à des millions d'êtres humains juifs ou tsiganes à Auschwitz ou à Treblinka, ou encore à tant de prisonniers soviétiques, mais le crime n'était pas à la même échelle.

Encore une fois, ce crime n'est pas unique : nous en avons d'autres dans le passé de notre Occident, ne serait-ce que la destruction, même si elle n'a pas été tout à fait voulue, des Indiens d'Amérique au seizième siècle. On peut tenir à des Juifs des propos durs : on peut leur rappeler, parce que c'est la vérité, que la création d'Israël n'a pas été une idylle, mais une conquête fondée sur l'expulsion d'un autre peuple. Mais on ne peut pas, on ne doit pas leur dire des contre-vérités.

C'est encore une contre-vérité que d'affirmer que les Palestiniens de l'Intifada sont victimes d'un *« holocauste au quotidien »*. Les Palestiniens sont victimes d'une authentique tragédie, et M. Arafat a su trouver des mots émouvants pour décrire ce qu'est leur exil : il leur est même difficile, nous a-t-il expliqué, de trouver un coin de terre pour enterrer leurs morts. Les Palestiniens des territoires occupés se trouvent hors la loi dans leur propre pays. C'est là une honte et un scandale, contre lequel doit lutter tout homme de cœur, et d'abord tous ceux qui ont le souvenir de la persécution. Mais il ne sert à rien d'employer des mots excessifs. Seule une vraie histoire pourra un jour fonder un vrai dialogue.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Edité par la SARL *le Monde*

Gérant :
André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », Société anonyme des lecteurs du *Monde*, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE SA
5, rue de Mouttessuy, 75007 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Imprimerie du « Monde », 7, r. des Italiens PARIS-IXe

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez *LEMONDE* ou 36-15 - Tapez *LM*

ABONNEMENTS
BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS voie normale
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVOYER CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
PORTAGE : pour tous renseignements
Tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
_____ Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

81 MONO 1

Au courrier du Monde

EUROPE

Capitale de la destruction

Résidant depuis quelque temps à Bruxelles, je constate que la bureaucratie européenne contribue, pour une bonne part, à la destruction de la ville.

J'avoue ne pas comprendre pourquoi les Français semblent préférer la destruction de Strasbourg...

CL.-CH. BOSMIL
(Bruxelles).

RÉNOVATION

Désir de puissance

« Pour l'homme qui aborde la quarantaine, les séductions de la puissance deviennent irrésistibles. Il ne peut pas se faire d'illusions à ce propos, sinon il en devient d'autant plus aisément victime. Il se doit de concevoir ses responsabilités à leur échelon véritable et d'opter pour la plus élevée d'entre elles. Si elle le hisse plus haut et plus loin que sa propre vie, qu'il évite la puissance comme le diable : elle le ligote aux états présents. »

Elias Canetti : *le Territoire de l'homme.* (1943).

Belle réflexion pour le mouvement des quadragénaires... bien ligotés au désir de puissance.

GERALD STIEG
(Paris).

LE MONDE diplomatique

Mai 1989

LE TEMPS DES RUPTURES

Une pensée ancienne et des idées dépassées vacillent au moment d'aborder les grandes mutations. Les fulgurants progrès de la science et de la technologie perturbent les modes de production, la relation au travail, les rapports entre les individus et les nations. Le cerveau humain éprouve le plus grand mal à en saisir toutes les implications.

Dans le numéro de mai du Monde diplomatique, un dossier de huit pages sur « Le temps des ruptures » : la ville, le travail, la culture, la vie, l'Etat-nation, la sécurité, la finance...

Également au sommaire :

● DES IDÉES NEUVES *pour asseoir la sécurité mondiale*, par Maurice Bertrand.

● LA MODERNISATION, *noyau dur des négociations sur le désarmement*, par Paul-Marie de la Gorce.

● LES DOCTEURS FOLAMOUR DE LA BATAILLE NUCLÉAIRE : *ou comment le Pentagone part en guerre contre... la peur du soldat*, par Geoffrey Aronson.

En vente chez votre marchand de journaux

هكذا من الأصل

BOLIVIE : les élections du 7 mai

Le nouveau Congrès désignera le président parmi les trois candidats arrivés en tête

LA PAZ
de notre envoyé spécial

Les premiers résultats, non officiels et partiels, des élections qui ont eu lieu dans le calme, dimanche 7 mai en Bolivie, confirment les prévisions faites avant un scrutin qui a aussi mis en évidence la maturité démocratique du peuple bolivien.

Les trois principales formations politiques du pays arrivent en tête : l'Action démocratique nationaliste (ADN, droite), du général Hugo Banzer, le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR, dont le chef est l'actuel président Victor Paz Estenssoro et dont le porte-drapeau est M. Gonzalo Sanchez de Lozada) et le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR, soutenu par l'Internationale socialiste), dont le leader est M. Jaime Paz Zamora, ancien vice-président.

L'ordre n'est pas encore définitif mais ne devrait pas être très différent de celui obtenu aux élections générales de 1985. Le général Banzer l'avait alors emporté avec environ deux points d'avance sur Victor Paz Estenssoro, sans atteindre la majorité absolue. Selon la Constitution, c'est le Congrès qui devait décider. Et le fondateur du MNR avait, lors de ce « deuxième tour », été investi, pour la quatrième fois de sa carrière, à la magistrature suprême ; il avait pour cela obtenu le soutien du MIR, arrivé en troisième position.

Cette année, comme en 1985, aucun des candidats à la présidence — ils étaient neuf, alors que dix formations sont en lice pour le renouvellement des deux chambres — n'atteint la majorité absolue. C'est donc de nouveau le Congrès qui devra trancher en août prochain.

M. Victor Paz Estenssoro, octogénaire d'apparence fragile, termine sa très longue carrière politique au milieu de la reconnaissance quasi générale du pays pour avoir osé adopter et faire appliquer une nouvelle politique économique, d'inspiration néo-libérale, qui a permis un spectaculaire redressement financier de la Bolivie.

Il faut s'attendre à des contestations de la part de formations politiques soucieuses d'améliorer leur position dans la perspective d'inévitables tractations. Un cas de figure logique serait que le MIR — qui souhaite le maintien de la stabilité économique et financière, mais dénonce la faiblesse de la politique sociale — favorise de nouveau une victoire présidentielle du MNR. Mais la personnalité du candidat du MNR à la présidence est loin de séduire de nombreux dirigeants du MIR. De tendance social-démocrate, ceux-ci ne sont pas loin de penser que l'ennemi principal est aujourd'hui M. Gonzalo Sanchez de Lozada, homme d'affaires pro-américain, représentatif d'une nouvelle bourgeoisie peu préoccupée, malgré son discours « social », de lutter contre les graves dérives de l'économie. En outre, nous a confirmé M. Jaime Paz Zamora, les relations entre le MIR et le général Banzer sont moins mauvaises qu'on pourrait le supposer. Il y a des « *contacts* » entre l'ADN et le MIR.

L'homme de la prospérité

Le bon score obtenu, comme en 1985, par le général Banzer n'est pas surprenant. L'image internationale de l'ancien dictateur, de 1971 à 1978, est mauvaise ; le MIR et certes sensible à cette considération. Mais beaucoup de Boliviens voient d'abord en Hugo Banzer l'homme de la prospérité économique des années 70. En outre, l'ancien dictateur fait désormais profession de démocratie. Il recommande même de « *déclarer la guerre* » aux trafiquants de drogue (1).

Relative surprise : le candidat du CONDEPA, M. Carlos Palenque, a obtenu un grand triomphe dans la ville de La Paz, où il arrive en tête — supplantant l'ADN du général Banzer, dont la capitale est le fief. Populiste recommandant un modèle « *endogène* », M. Palenque, que la classe politique ne prenait pas très au sérieux, vient troubler le jeu traditionnel.

MARCEL NIEDERGANG.

(1) La Bolivie, 6,9 millions d'habitants, est avec Haïti et le Honduras, le pays le plus pauvre d'Amérique latine. Depuis la fermeture de nombreuses mines, d'étain notamment, une partie essentielle des ressources du pays dérive de la culture de la coca.

PANAMA : incertitude après divers incidents

Majorité et opposition proclament leur victoire aux élections générales

Des incidents ont éclaté dans plusieurs bureaux de vote peu après la clôture du scrutin, dimanche 7 mai, à Panama. L'Alliance d'opposition (ADOC), puis la coalition du candidat, soutenu par le général Manuel Noriega « homme fort » du pays, (COLINA) ont proclamé leur victoire. Cependant, un haut fonctionnaire du département d'Etat américain a indiqué (anonymement) que la bataille politique dans la petite république centre-américaine ne peut pas ne pas avoir d'influence sur le processus de retour de la souveraineté du canal aux Panaméens. Il a rappelé que le Sénat américain doit donner son approbation à la désignation, en principe en septembre, du futur président panaméen de la « commission du canal » — dont le « patron » était, jusque-là, un citoyen des Etats-Unis. Le Nicaragua a, de son côté, annoncé, le 6 mai, la mise en état d'alerte de ses troupes « *pour faire face à toute implication que pourrait avoir une invasion de Panama par des troupes américaines* ».

PANAMA
de notre correspondant
en Amérique centrale

Le pire scénario possible, le plus attendu aussi, est en train de se dérouler inexorablement à Panama. Après une journée électorale étonnamment calme, le dimanche 7 mai, avec néanmoins une victime : un prêtre hollandais tué d'une balle dans la tête par un soldat, des incidents ont éclaté quelques heures après la fermeture des bureaux de vote.

Exaspérés par les déclarations immédiates de l'opposition, qui estime avoir remporté une « *large victoire* », des éléments liés à la coalition (COLINA) au pouvoir ont attaqué à coups de pierre un des principaux bureaux de vote de la capitale alors que ses assesseurs s'apprêtaient à quitter les lieux pour remettre les bordereaux au tribunal électoral. On signale des incidents comparables dans d'autres circonscriptions : des partisans du régime du général Manuel Noriega, l'« homme fort » du pays, auraient occupé de nombreux bureaux de vote et se seraient emparés des bordereaux de résultats.

En l'absence de résultats officiels — ceux-ci pourraient être annoncés dans la journée de ce lundi 8 mai, — les autorités ont rappelé qu'un décret interdisait à l'opposition et à la presse de rendre publiques des données chiffrées n'émanant pas du tribunal électoral. Les adversaires du régime estiment que cette mesure est destinée à faciliter la fraude, et que les autorités seraient en train de modifier substantiellement les résultats des urnes. Cela n'a cependant pas empêché le candidat officiel, M. Carlos Duque, d'annoncer qu'il menait avec 50,9 % des suffrages exprimés contre 45 % à l'opposition et 4 % à un petit parti proche du pouvoir !

Or de nombreux indices permettent de penser que le porte-drapeau de l'opposition (ADOC), M. Guillermo Endara, détiendrait en fait une avance confortable sur son adversaire. On peut ainsi citer le taux très important de participation (proche de 90 %), qui était une condition indispensable à une victoire de l'opposition, ainsi que les nombreuses déclarations faites au cours de la journée par les électeurs favorables à l'ADOC, qui n'ont pas hésité à afficher leurs couleurs aux abords mêmes des bureaux de vote.

Les partisans du secteur officiel sont, en revanche, apparus sur la défensive — y compris dans les quartiers où ils croyaient leur victoire assurée. Ainsi à San Miguelito, l'immense banlieue populaire de Panama (200 000 habitants, dont 121 000 électeurs), des citoyens ont explicité, nombreux, leur rejet du *régime du général Noriega, dont* le maintien au pouvoir était d'évidence le principal enjeu du scrutin. Depuis près de deux ans, les Etats-Unis exigent son départ : la justice l'y accuse, en effet, d'être lié au trafic de la drogue.

« *Nous sommes décidés à mettre fin à cette dictature qui dure depuis vingt ans* », nous a déclaré un jeune employé dans un des quartiers les plus déshérités de San Miguelito, la circonscription la plus peuplée du pays. Les militaires ont pris le pouvoir en 1968 sous la houlette de feu le général Omar Torrijos ; et, malgré les élections organisées en 1984, ils continuent d'exercer le pouvoir réel.

Même discours dans le quartier misérable de Chorillo, en plein cœur de la capitale, à quelques centaines de mètres à peine de ce qui fut la « *zone du canal* » jusqu'à l'entrée en vigueur, en 1979, des traités entre les Etats-Unis et le Panama (1). « *Si on nous vole l'élection une fois de plus, nous irons dans la rue et il y aura du sang* », affirme un employé du port. Les gens autour de lui, tous de condition très modeste, sont en eux-mêmes *un démenti aux accusations lancées* par quelques partisans du gouvernement, qui affirment que l'opposition est constituée de riches hommes d'affaires au service des Etats-Unis.

La coalition officialiste COLINA a mené toute sa campagne sur le thème de la « *trahison des dirigeants de l'opposition* », vendus aux Etats-Unis. L'agressivité avait un peu baissé à la suite des appels au calme lancés la veille par la presse officielle et par le président de la République sortant, M. Solis Palma, qui avait appelé ses concitoyens à oublier temporairement les « *passions politiques et les intérêts sectaires, pour le bien de la nation* ».

Un combat manichéen

On a pourtant frôlé l'incident dimanche dans un bureau de vote d'un quartier bourgeois, où la plupart des dirigeants des deux coalitions étaient inscrits. Le candidat de l'opposition, M. Endara, a reçu un accueil délirant ; son adversaire M. Duque a dû, lui, voter plus tard que prévu en raison de la présence hostile de nombreux partisans de l'ADOC dans l'enceinte de l'école Belisario Porras. Accompagné de plusieurs dizaines de membres du Parti révolutionnaire démocratique (PRD) (formation naguère suscitée par les militaires et principale composante de COLINA), l'homme-lige du général Noriega a finalement réussi à voter dans une ambiance survoltée.

Dans leurs déclarations préliminaires, les observateurs étrangers (il y en avait un demi-millier au total, latino-américains, européens et nord-américains) soulignent les « *bonnes conditions* » dans lesquelles s'est déroulé le scrutin. « *Les élections se sont passées normalement* », affirme le député français du Parlement européen, M. Jean-Paul Hugot (Rassemblement démocrate européen, lié au RPR), qui a assisté au déroulement du vote dans la région de Santiago, à michemin de la capitale et de la frontière avec le Costa-Rica.

Les chiffres préliminaires annoncés par l'opposition dans la nuit de dimanche à lundi semblent confirmer l'excellente tenue des démocrates-chrétiens, principale composante de l'ADOC, laquelle réunit trois partis. Le candidat de l'ADOC, M. Endara, appartient au Parti libéral authentique ; mais nombre d'électeurs lui ont manifesté leur appui... en votant pour le Parti démocrate-chrétien, la formation du candidat à la première vice-présidence, M. Ricardo Arias Calderon.

Le PRD, principale formation de la coalition au pouvoir, qui réunit huit partis, semble avoir réussi à se maintenir ; mais la plupart des autres composantes de la COLINA ont été laminées par l'âpreté manichéenne du combat : ainsi, à gauche, le Parti du peuple et le Parti démocratique des travailleurs, n'obtiendront sans doute aucun des soixante-sept sièges de députés qui étaient également en jeu.

BERTRAND DE LA GRANGE.

(1) Les traités, dits « Carter-Torrijos » signés en 1977 entre les hommes d'Etat américain et panaméen, prévoient le transfert, le 1er janvier 2000, de l'administration du canal, actuellement sous l'égide des Etats-Unis, à la République centre-américaine. Les traités prévoient aussi la fermeture, pour l'an 2000, des bases américaines installées dans l'ex « zone du canal », et qui abritent environ 12 000 hommes.

PEROU

Un deuxième député a été assassiné à Lima

LIMA
de notre correspondante

En neuf jours, deux députés ont été assassinés dans la capitale péruvienne. Pablo Li Ormeno, quarante-huit ans, représentant du Parti social démocrate au pouvoir, l'APRA, a été tué, samedi 6 mai devant une pharmacie tenue par sa famille, dans le bidonville géant de Villa El Salvador.

Le 27 avril, un autre parlementaire, Eriberto Arroyo, militant de la Gauche unie, la première force d'opposition, avait été tué. La police avait alors attribué ce meurtre aux insurgés du Parti communiste-Sentier lumineux (PCP-SL), une version que ceux-ci s'étaient empressés de démentir dans un communiqué. Les autorités estiment maintenant que les auteurs peuvent être membres du groupe d'extrême droite Commando Rodrigo Franco, comme l'avaient soupçonné les dirigeants de la gauche. Le président Alan Garcia a écourté une visite au Brésil pour rentrer dimanche à Lima.

Le nouvel attentat s'est produit au moment même où les militants apristes s'apprêtaient à fêter la désignation de leur candidat à l'élection présidentielle de mars 1990 : M. Luis Alva Castro, ancien premier ministre. La police avance plusieurs hypothèses : la plus solide laisse penser à un crime de droit commun — on aurait voulu séquestrer ou dévaliser Pabo Li Ormeno, propriétaire de la pharmacie. Néanmoins, les milieux politiques jugent cette version peu crédible. Ils parlent plutôt d'« *escalade contre la démocratie* », et désignent, soit le PCP-SL, soit l'extrême-droite, l'un et l'autre désireux de créer le chaos avant les élections municipales de novembre.

L'ex-président libéral, M. Fernando Belaunde, a déclaré : « *Il existe une conspiration contre le pays et le système démocratique* ». Ce point de vue est partagé par le chef du Parti communiste, M. Jorge del Prado, et le sénateur Gustavo Mohme (gauche unie) pour qui ce crime vise à « *installer un régime totalitaire soit par le biais d'un coup d'Etat militaire, soit par l'instauration de l'état d'urgence sur tout le territoire, avec main mise de l'armée sur le gouvernement* ».

Si la plupart des hommes politiques ont manifesté la volonté de serrer les rangs, d'autres voix se sont élevées pour exiger, une nouvelle fois, la démission du gouvernement, et particulièrement, celle du premier ministre et nouveau ministre de l'intérieur, M. Armando Villanueva.

NICOLE BONNET.

JAPON : continuité de la politique étrangère

M. Takeshita a effectué une tournée en Asie du Sud-Est

TOKYO
de notre correspondant

La crise politique que traverse le Japon, et qui a contraint M. Takeshita à annoncer sa démission, a certes jeté une ombre sur les initiatives diplomatiques de Tokyo. C'est notamment, avance la presse japonaise, l'une des raisons pour lesquelles M. Gorbatchev vient d'annoncer qu'il reportait à l'année prochaine sa visite à Tokyo. Le président sud-coréen Roh Tae-woo a fait de même, ajournant *sine die* un voyage prévu pour la fin du mois. En revanche, le fait que le premier ministre soit démissionnaire paraît n'avoir eu qu'un effet marginal sur la visite qu'il vient d'effectuer du 27 avril au 7 mai dans cinq des six pays de l'ASEAN (Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande).

M. Takeshita avait annoncé avant son départ qu'il maintenait son voyage dans les pays de l'ASEAN au nom de la « *continuité* » de la diplomatie japonaise. Et c'est bien ainsi que l'ont perçu ses hôtes : les avatars de la politique intérieure japonaise ne peuvent affecter des relations d'interdépendance qui, pour les deux parties, sont d'une importance capitale et croissante. Le Japon consacre 32 % de son aide au développement (qui, en termes de sommes engagées, a dépassé celle des Etats-Unis) à l'Asie du Sud-Est (ce qui représente 64 % du total de l'aide que reçoit cette région) ; il absorbe 21 % de ses exportations et répond à 23 % de ses demandes en matière d'importation. Entre 1987 et 1988, le montant du commerce entre le Japon et les pays de l'ASEAN est passé de 35 à 44 milliards de dollars. Outre ces liens économiques, le Japon tend à apparaître, notamment au cours de rencontres internationales, comme le défenseur des intérêts de la région.

Lors de sa visite précédente dans la région (en décembre 1987), M. Takeshita avait offert aux pays de l'ASEAN une aide d'un montant de 2 milliards de dollars. Il s'agissait moins cette fois de faire preuve de largesse que de confirmer le renforcement des liens entre Tokyo et la région et les engagements nippons (en 1988, les prêts japonais à l'Indonésie, à la Malaisie, aux Philippines et à la Thaïlande s'élèvent à 480 milliards de yens, soit 43 % du montant total ; la dette de ces pays vis-à-vis du Japon s'élevant à 2 000 milliards de yens).

Dans son discours à Djakarta, M. Takeshita a présenté les grandes lignes de ce que la presse présente comme sa « doctrine », énumérant trois thèmes : la coopération régionale dans le bassin Pacifique qui doit devenir une « locomotive de la croissance » ; le règlement du problème cambodgien (reprenant les quatre points déjà avancés par Tokyo : retrait des troupes vietnamiennes et prévention d'un retour au pouvoir des Khmers rouges ; formation d'un gouvernement neutre ; création d'un corps neutre d'observateurs ; solution globale pour les trois pays de l'Indochine), et les rapports du Japon et de l'ASEAN (la coopération devant désormais s'étendre aux domaines scientifiques).

Raidissement à Moscou

A Manille, M. Takeshita a proposé la réunion en juin à Tokyo des pays participant au plan d'aide multilatéral aux Philippines (d'un montant de 6 à 10 milliards de dollars sur les cinq prochaines années) dont le Japon sera le principal donateur. En Malaisie, le premier ministre a lancé l'idée d'un plan de protection de l'environnement de 100 milliards de yens, consacré en priorité à remédier à la déforestation.

C'est avec moins de pragmatisme que les Soviétiques ont accueilli la semaine dernière à Moscou le ministre des affaires étrangères d'un cabinet démissionnaire, M. Uno. Bien qu'aucun élément nouveau ne soit apparu dans le contentieux territorial, le Kremlin paraît avoir raidi sa position : M. Gorbatchev a notamment déclaré que le Japon devait cesser d'appliquer des critères spécifiques dans ses différends territoriaux avec la Chine et la Corée d'une part et l'URSS de l'autre (position que Tokyo récuse affirmant que ce sont des questions distinctes). Les Soviétiques ont, en revanche, déclaré que la signature d'un traité de paix entre les deux pays pouvait fort bien intervenir en dépit de l'existence du traité de sécurité nippo-américain.

PHILIPPE PONS.

CHINE

Le début de la « transparence »

PÉKIN
de notre correspondant

Glasnost (transparence), en chinois, se dit *toumingdu* (prononcer « trop-ming-doux »). L'ère de la *toumingdu*, donc, a peut-être commencé à sonner pour de bon en Chine. En tout cas, un éditorial sans précédent du quotidien officiel de langue anglaise *China Daily*, plus particulièrement destiné aux étrangers, le laisse entendre lundi 8 mai. Il dénonce, « bille en tête », toute tentation que d'aucuns auraient à la tête du régime de revenir en arrière après le pas décisif franchi par le secrétaire général du Parti communiste, M. Zhao Ziyang, face à l'agitation estudiantine la semaine dernière.

Le journal, qui paraît ainsi marquer pour la première fois son terrain — le reste de la presse officielle restait plutôt prudent depuis l'irruption de vérité dans ses pages ayant suivi la manifestation du 4 mai — a remis en cause tous les vieux réflexes du pouvoir par une affirmation claire et nette de la valeur du débat démocratique : « *Il est presque inévitable que le gouvernement chinois fasse des erreurs qui lui attirent des critiques de la part du public. Ces erreurs n'impliquant pas que sa représentativité soit mise en cause. Les critiques, aussi vives soient-elles, ne trahissant pas nécessairement, quant à elles, l'existence d'un complot anti-gouvernemental* ».

Il était probablement temps qu'un journal officiel le dise en Chine : déjà, certains hauts responsables passent pour avoir tenu des propos laissant entendre qu'une nouvelle chasse aux sorcières vendues à l'Occident pourrait avoir lieu. L'un aurait même brandi le spectre d'une tentative occidentale de faire naître une opposition de type polonais. Le *China Daily* a enfoncé le clou en soulignant que l'approche « *traditionnelle* » de Pékin face à des opinions non conformes à la vérité officielle relevait d'une « *lutte des classes* » aujourd'hui révolue et qui avait valu à la Chine « *trop de souffrances* ».

Et pour ce qui est des maux de la société, « *la bureaucratie, la corruption, les méthodes irrationnelles de prise de décision* » et l'absence de « *mécanisme de supervision par le public* », poursuit l'éditorial en substance, « *la direction fera un travail bien meilleur si elle parle franchement de la situation plutôt que de la passer sous silence comme si rien ne s'était produit et rien ne pouvait se produire* ».

Cet éditorial marque une date. En une semaine, on est passé du réflexe de gendarme au discours d'intention le plus libéral à avoir été jamais imprimé officiellement en Chine. La victoire des étudiants sera certes plus grande lorsque de telles opinions seront publié par *le Quotidien du peuple*. Le fait que le journal destiné à la communauté d'affaires étrangère soit le premier à se lancer dans la bataille montre que M. Zhao Ziyang est en campagne et que les résistances sont vives.

Les campus, eux, retournaient progressivement au calme après l'agitation des trois dernières semaines. L'Union autonome des universités de Pékin — l'organisation non officielle que les grévistes ont mise sur pied — a adressé, samedi, une lettre à l'Assemblée nationale populaire (Parlement) demandant l'ouverture rapide d'un dialogue « *sincère et constructif sur la démocratisation du pays* ». Les étudiants signataires, délégués de vingt-cinq établissements d'enseignement supérieur, ont demandé une réponse pour ce lundi dans l'après-midi. S'ils ne l'obtiennent pas, « *d'autres actions* » pourraient être entreprises, ajoutent-ils.

Il n'empêche : un mot d'ordre de « *trêve de l'agitation* » commençait à circuler parmi les étudiants dans la perspective de l'arrivée, la semaine prochaine, de M. Mikhail Gorbatchev. Certains commencent à se douter que M. Zhao a besoin d'un peu de calme pour tirer le meilleur parti des bouleversements de la semaine dernière.

FRANCIS DERON.

– Où donc sont vos bagages ? me demanda G. qui m'attendait sur le quai à New York.
J'eus honte, moins de ma pauvreté que de mon inconscience. Je lui indiquai deux valises que le douanier n'avait même pas daigné ouvrir.
NINA
BERBEROVA
C'est moi qui souligne
AUTOBIOGRAPHIE TRADUITE PAR ANNE ET RENÉ MISSLIN
UNE ŒUVRE SUPERBE DÉCOUVERTE AVEC 50 ANNÉES DE RETARD
ACTES SUD

Proche-Orient

LIBAN : reprise des bombardements aveugles

Dix-neuf morts et une centaine de blessés dans les deux secteurs de Beyrouth

BEYROUTH
de notre correspondant

La « trêve arabe » a vécu. Certes, elle fut, durant les dix journées de son éphémère existence, très précaire, même dans ses moments les plus calmes, elle était toujours émaillée de tirs d'obus, quelques dizaines ou centaines par jour. Mais du moins, pour l'essentiel, ceux-ci allaient s'écraser dans les zones portuaires du réduit chrétien avec pour principal effet de maintenir le blocus des ports.

Cependant, il devenait de plus en plus évident au fil des jours que, malgré l'acceptation par le général Aoun des résolutions de la Ligue arabe, y compris la levée du blocus des ports, si ce n'est en raison même de cette acceptation, le risque d'une nouvelle escalade militaire se précisait : *« Dès lors que le général ne faisait plus le jeu de Damas en torpillant les résolutions arabes et qu'il acceptait de dépasser l'affaire des ports, il fallait bien que la Syrie, fort irritée de l'intrusion arabe dans sa chasse gardée libanaise, se chargeât elle-même de la besogne, en provoquant une explosion »*, explique un homme politique du camp chrétien.

Dès le départ des deux émissaires de la Ligue, le Liban a donc renoué, samedi et dimanche, avec les bombardements aveugles, de part et d'autre de la ligne de démarcation, avec une intensité rappelant presque les jours les plus noirs du mois d'avril. Le bilan des victimes est élevé, comme toujours lorsque la population est prise au dépourvu après un répit : 15 morts et 81 blessés dénombrés samedi, 4 morts et 20 blessés dimanche jusqu'en fin d'après-midi. Sur les 19 morts, 15 sont tombés en secteur musulman et 4 en secteur chrétien où le recours aux abris est plus généralisé. Depuis le début des hostilités actuelles qui bouclent cette semaine leur deuxième mois, on déplore 318 morts et plus de 1 500 blessés.

Conjectures et pronostics

Les conditions de vie sont d'autant plus dramatiques qu'après avoir connu les bombardements sans pénuries, puis les pénuries sans bombardements, deux millions de Libanais (sur trois et demi), environ un million de chaque côté, le reste se trouvant hors des zones d'hostilités (au Sud, au Nord et dans la Bekaa), font face maintenant à la fois aux bombardements et aux pénuries. A Beyrouth-Est on manque d'électricité et à l'ouest de pain. L'activité économique est de plus en plus paralysée.

« Si le cessez-le-feu n'est même pas appliqué, qu'en sera-t-il du reste des résolutions arabes ? » s'est demandé le patriarche maronite, chef de file des modérés de sa communauté. Le général Aoun, qui joue à son tour à fond la carte de la ligue, a informé son secrétaire général des récents développements, avant de riposter en force, ce dont ont fait les frais les civils du camp adverse.

Les déboires de M. Jassem, l'un des deux émissaires arabes, attaqué avec virulence pour avoir dit, vendredi, que l'Est (le camp chrétien) respectait le cessez-le-feu et qu'il attendait que l'Ouest (le camp musulman) en fasse autant – avant il est vrai de se rétracter en regagnant Damas – font les délices des médias du réduit chrétien. La reprise des bombardements est censée précipiter le retour à Damas, puis à Beyrouth, de M. Jassem – un koweïtien – et de son partenaire algérien, M. Ibrahimi, partis tous deux passer les fêtes du Fitr (la fin du ramadan) au pays, en croyant laisser derrière eux un Liban assagi, en vue d'activer l'installation du corps des observateurs arabes. Partout ailleurs qu'au Liban, une recrudescence des hostilités hâterait l'arrivée des hommes qui doivent contribuer à y mettre fin. Mais dans ce pays, elle risque au contraire de la retarder, voire de l'empêcher.

Le pronostic – Beyrouth vit de pronostics – reste néanmoins que le corps des observateurs arabes finira par entrer en fonctions et que la levée des blocus finira par intervenir, fût-ce difficilement, à la veille peut-être du sommet arabe prévu entre la fin mai et la mi-juin. Mais nul doute que cette éventuelle future *« trêve arabe »* sera, elle aussi, éminemment précaire.

LUCIEN GEORGE.

Dans les territoires occupés

Regain de violence pour la fin du ramadan : trois morts et des dizaines de blessés

M. Yasser Arafat a lancé dimanche 7 mai, de Tunis, un appel à la communauté internationale et aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité pour qu'ils *« agissent rapidement afin de mettre fin aux crimes et aux massacres perpétrés par Israël contre la population des territoires occupés »*. *« A Paris,* a-t-il poursuivi, *j'ai invité les Israéliens à faire la paix des braves, mais, hier encore, M. Shamir m'a adressé des menaces affirmant qu'il fallait m'éliminer. »* M. Shamir avait déclaré mercredi : *« Ce que je voudrais savoir, c'est comment il disparaîtra de la scène »*, indiquant que les *« moyens »* pour le faire n'avaient pas *« d'importance »*.

JÉRUSALEM
de notre correspondant

La « direction du soulèvement » dans les territoires occupés avait appelé, dans son dernier communiqué, à un regain des *« affrontements violents »* avec l'armée, *« à l'aide de couteaux, pierres et cocktails Molotov »*. L'instruction a été suivie à la lettre ce week-end dans la bande de Gaza, où le calme n'a été rétabli dimanche 7 mai que lorsque le couvre-feu eut été imposé à près des deux tiers des habitants du territoire – un demi-million de personnes environ.

Sommé par certains de ses collègues de droite de prendre des mesures plus draconiennes contre l'Intifada, qui va entrer cette semaine dans son dix-huitième mois, le ministre de la défense, M. Itzhak Rabin, a répliqué, en conseil des ministres : *« Cela ne servirait à rien, nous avons affaire à une insurrection nationale »*. Et samedi le mouvement a été stimulé par la fête de l'Aïd el Fitr, qui marquait la fin du ramadan, le mois de jeûne des musulmans.

A Gaza, dans le camp de réfugiés de Nusseirat, à la sortie de la prière dans les mosquées, une procession *« à la mémoire des martyrs de l'Intifada »* a tourné à l'affrontement généralisé avec l'armée. Deux Palestiniens ont été tués, une quarantaine d'autres blessés. Les accrochages se sont étendus au sud du territoire, à la ville de Khan-Younès puis à d'autres camps et localités. En fin de journée, l'armée annonçait que trois Palestiniens avaient été tués dans les accrochages avec les soldats et une quarantaine d'autres blessés ; de source hospitalière palestinienne, on avançait le chiffre de cent quarante blessés.

Un soldat assassiné

Ainsi s'est achevé un mois de ramadan marqué par un regain de mobilisation militante. Selon la radio israélienne, quelque quarante Palestiniens auraient été tués depuis le début avril. Parmi les victimes, au moins treize ont été assassinées par d'autres Palestiniens au nom de la lutte menée contre les *« collaborateurs »* ou prétendus tels.

Cependant, la police a découvert dimanche le corps d'un soldat disparu depuis près de trois mois dans le sud du pays, alors qu'il faisait de l'autostop. Le cadavre d'Avi Sasportas a été retrouvé dans un fourré, à côté d'un couteau, non loin de l'endroit où le jeune homme avait disparu ; sa tête porterait des traces de blessures par balle. La police n'a pu encore confirmer aucune des hypothèses les plus fréquemment avancées : enlèvement ou assassinat politique. Elle enquête simultanément sur une affaire apparemment similaire : depuis cinq jours, un autre soldat, qui lui aussi faisait de l'autostop dans la même région, entre Ashdod et Ashkelon, est porté disparu.

Dès l'annonce de la découverte du corps d'Avi Sasportas, plusieurs centaines de personnes ont commencé à manifester à Ashdod, ville dont le soldat était originaire. La manifestation a très vite pris l'allure d'une véritable émeute antipalestinienne. La presse a rapporté une atmosphère de *« lynchage »*. La police a utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants qui scandaient *« Mort aux Arabes ! »* et menaçaient de s'en prendre à des travailleurs palestiniens sur un marché. Mesure exceptionnelle, les policiers ont arrêté à l'entrée de la ville les voitures en provenance des territoires occupés, afin que leurs chauffeurs ne soient pas inquiétés.

ALAIN FRACHON.

IRAN

La CEE pourrait répondre de manière concertée à l'appel au meurtre de M. Rafsandjani

L'appel au meurtre lancé vendredi 5 mai par le président du Parlement iranien, M. Rafsandjani, contre les Français, les Britanniques et les Américains à travers le monde pourrait susciter une réponse concertée entre Occidentaux, au-delà de la première réaction, sévère et indignée, déjà exprimée individuellement par les gouvernements des pays directement visés.

La menace proférée par M. Rafsandjani pourrait être notamment examinée dans le cadre de la CEE, à Londres. Le Foreign Office a fait savoir que la Grande-Bretagne allait demander à ses partenaires européens d'adopter une attitude commune, mais, d'ores et déjà, un certain nombre de mesures de sécurité supplémentaires ont été prises, sur les aéroports et de la part des compagnies aériennes. A Paris, on déclarait samedi au Quai d'Orsay qu'en principe le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, ne développerait pas d'ici à la fin du week-end la réaction française rendue publique dès vendredi sous forme d'un communiqué du ministère.

Réagissant samedi aux déclarations de M. Rafsandjani, l'UDF a réclamé *« une réplique commune »* de la CEE. Son porte-parole, M. Alain Lamasssoure, a demandé *« que face à l'escalade verbale intolérable émanant des plus hautes autorités iraniennes, la France prenne l'initiative d'une réplique immédiate commune et énergique de toute la Communauté européenne »*. Selon M. Lamassoure, *« les réactions molles et contradictoires aux menaces proférées contre Rushdie ont encouragé cette surenchère de la haine »*.

« Conseil empoisonné »

A Tunis, l'OLP a fermement rejeté l'appel que l'Iran a lancé aux Palestiniens en leur conseillant de combattre Israël hors de ses frontières, en détournant des avions et en tuant des Occidentaux. *« Nous sommes contre ce conseil empoisonné donné au peuple palestinien pour qu'il se livre au terrorisme international contre des innocents,* a déclaré à la presse le porte-parole de l'OLP, M. Ahmed Abdel Rahman. *Nous sommes opposés au terrorisme. Nous conseillons à M. Rafsandjani de ne pas s'ingérer dans les affaires palestiniennes. Nous rejetons ses conseils. Ce ne sont pas des messages dignes de la civilisation. (...) C'est contraire aux principes humanitaires. »*

Pour Israël, cependant, le rejet par l'OLP de l'appel au meurtre lancé par M. Rafsandjani *« ne signifie rien »*. M. Avi Pazner, porte-parole de M. Shamir, a déclaré : *« Ce n'est pas la première fois que l'OLP fait ce genre de déclarations et les gens ne devraient y accorder aucune crédibilité. »*

A Téhéran, le président iranien Ali Khamenei a approuvé dimanche la candidature du chef du Parlement à l'élection présidentielle prévue en août. Il s'est dit heureux de voir que l'attention du peuple s'est portée sur *« l'une des figures les plus importantes de la République islamique »*, dans une évidente allusion à M. Rafsandjani. D'autre part, l'imam Khomeiny s'est rendu dimanche à la mosquée de Jamaran, près de sa résidence de Téhéran, pour saluer les familles de *« martyrs »* à l'occasion de Aïd el Fitr, marquant la fin du jeûne du ramadan. Les apparitions publiques de l'imam sont rares. Il était sorti, la dernière fois, le 6 mars, à la mosquée de Jamaran également, à l'occasion du Mabath, jour où l'archange Gabriel a transmis au prophète Mahomet le message divin. Il a été salué dimanche par les fidèles aux cris de *« O Khomeiny, briseur des idoles, tu es mon âme »*, avant de regagner son domicile. – *(AFP, Reuter, AP).*

M. Arafat maintient la candidature de l'OLP à l'OMS

M. Yasser Arafat a implicitement réaffirmé la détermination de l'OLP à maintenir sa candidature pour devenir membre à part entière de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) – dont l'assemblée mondiale devait s'ouvrir lundi 8 mai à Genève – à l'issue d'un entretien, samedi soir 6 mai, à Tunis, avec le directeur général de l'Organisation, le docteur Hiroshi Nakajima.

M. Nakajima était venu exposer à M. Yasser Arafat les problèmes que cette candidature pose à l'OMS, où l'OLP dispose pour l'instant du statut d'observateur. Le docteur Nakajima se trouvait il y a trois jours à Washington.

Le docteur Nakajima a refusé de faire la moindre déclaration à propos de cette rencontre. M. Arafat a indiqué, pour sa part : *« Les Etats-Unis ne veulent pas de l'OLP* [à l'OMS], *d'accord. Mais alors ce sont les deux Etats de Palestine et d'Israël* [qui ne devraient pas y être]. *Ce serait équitable parce que, conformément à la résolution 181 de l'ONU, nos deux Etats sont similaires en tout point. Est-ce que cela plairait aux membres du Congrès* [américain]? »

Les Etats-Unis ont entrepris une campagne très active pour empêcher l'OLP d'obtenir le statut d'Etat membre de l'OMS. *« Je pense que c'est une bataille difficile pour nous »*, a souligné M. John Bolton, sous-secrétaire d'Etat chargé des organisations internationales.

Dans son édition de dimanche, le *New York Times* indique que M. Nakajima tente de parvenir à un compromis sur cette question. Il proposerait une aide médicale accrue de l'OMS aux territoires occupés mais reporterait à l'année prochaine l'examen de la candidature de l'OLP. Cette solution lui permettrait d'éviter que les Etats-Unis n'interrompent leur financement du budget de l'OMS.

M. Nakajima, pour lequel la candidature de l'OLP est *« pire que le sida »*, avait déclaré, la semaine dernière, que l'arrêt des contributions américaines – 71,2 millions de dollars pour le budget de 1989, avec un arriéré de 28 millions dus au titre de 1988 – menaçait l'OMS de *« destruction complète »*. – *(AFP.)*

IRAK

Un général apolitique a été nommé ministre de la défense

Des funérailles nationales ont été organisées, samedi 6 mai à Bagdad, pour le ministre irakien de la défense, le général Adnane Khairallah, tué vendredi dans un accident d'hélicoptère (*le Monde* daté 7-8 mai). La direction irakienne au complet, conduite par le président Saddam Hussein, les plus hauts responsables de l'armée, les cadres du parti Baas, dont son fondateur Michel Aflak, et le père de la victime, Haj Khairallah Talfah – le patriarche du clan des Tikriti, – ont participé à la cérémonie. Le prince héritier Hassan de Jordanie et le premier ministre jordanien, la maréchal Zeid Ben Chaker, arrivés dans la matinée à Bagdad, ont également suivi le cortège funéraire.

Le général Abdel Jabba Chenchel a été nommé, dimanche, ministre irakien de la défense. Le nouveau ministre, âgé de soixante-quinze ans environ, est l'un des plus anciens officiers de l'armée irakienne. Il passe pour apolitique. Il avait occupé pendant une vingtaine d'années le poste de chef d'état-major de l'armée irakienne avant d'être en 1983 ministre d'Etat pour les affaires militaires. Aucune nomination n'a été annoncée en ce qui concerne l'autre poste qu'occupait le général Adnane Khairallah, celui de commandant en chef adjoint des forces armées irakiennes.

La Radio de Téhéran a affirmé samedi que le général Adnane Khairallah avait été *« liquidé »*, sans toutefois apporter une quelconque preuve de cette affirmation. Selon les milieux kurdes d'Irak, qui soulignent qu'aucune de leurs unités n'a tiré sur l'hélicoptère à bord duquel il se trouvait, le général Khairallah était le responsable des récentes opérations de déplacement des populations kurdes du nord de l'Irak. Certains milieux kurdes à Paris n'excluent toutefois pas la thèse d'un attentat, en soulignant que le secteur où l'hélicoptère s'est abîmé est rocailleux et qu'il ne peut donc y avoir de tempêtes de sable, surtout à cette époque de l'année. Le président Saddam Hussein avait affirmé que l'hélicoptère d'Adnane Khairallah, ainsi que deux autres hélicoptères qui l'accompagnaient avaient été pris dans une tempête de sable près de Mossoul, mais que deux des appareils avaient été *« épargnés »*. – *(AFP, Reuter, UPI.)*

BIBLIOGRAPHIE

« Les Soldats de l'islam », de Gilles Delafon

Un témoignage sur le Hezbollah

Qui sont ces « soldats de l'islam » libanais, qualifiés un peu vite tour à tour de « fous de Dieu », de fanatiques ou de malades ? C'est à cette question que répond, dans un livre qui vient de paraître, notre confrère Gilles Delafon, qui les a observés sur le terrain pendant trois ans au Liban.

A la fois étude documentée sur le Hezbollah, ses origines, ses dirigeants, ses objectifs et ses moyens d'action, l'intérêt de cet ouvrage repose aussi sur son aspect vécu, témoignage sur la personnalité mêlée de ces militants prêts à tout pour ce qu'ils pensent être la défense de l'islam.

Des cadres, orphelins de la révolution palestinienne après le départ de l'OLP de Beyrouth en 1982 et qui ont trouvé un nouvel engagement au service de la révolution islamique, des geôliers, des otages, miliciens de la rue convertis à un islam pur et dur, des agents de renseignement ou de sécurité directement liés aux différents services iraniens, de simples militants, Gilles Delafon dresse des portraits successifs et indispensables pour comprendre la mentalité de ces « croisés » d'un nouveau genre. Institutions religieuses, écoles, bourses d'études, dispensaires, l'auteur examine ce tissu créé par l'Iran au bénéfice du Hezbollah et devenu peu à peu un véritable Etat face à des pouvoirs dépassés ou comptables de leurs seuls intérêts. *« Cinq millions de dollars par mois, c'est le budget que, en 1987, l'Iran consacrait à l'exportation de sa révolution au Liban. »*

Mais ce sont aussi les attentats contre l'ambassade américaine, le quartier général des « marines » et celui des « casques bleus » français, les prises d'otages, etc. Sur ce point, Gilles Delafon remonte des filières, donne des noms et éclaire d'un jour nouveau et inédit des actes terroristes qui ont profondément marqué l'Occident.

Par un récit clair et vif, Gilles Delafon lève le voile qui, d'ordinaire, entoure un parti ayant élevé le secret en dogme.

FRANÇOISE CHIPAUX.

★ *Beyrouth, les Soldats de l'islam*, de Gilles Delafon, préface de Sammy Ketz. Editions Stock, 260 p., 98 F.

Afrique

MAROC

Le roi amnistie deux cent vingt-huit détenus politiques

Deux cent vingt-huit détenus politiques ont été amnistiés par le roi Hassan II à l'occasion de la fête de l'Aïd el-Fitr, marquant la fin du mois de ramadan le samedi 6 mai.

Cent soixante-dix-huit d'entre eux étaient fonctionnaires ou employés du secteur semi-public. Ils avaient été condamnés pour leur *« participation à des actes de vandalisme ou à des actes ayant porté atteinte à l'ordre public »* lors des grèves et des manifestations qui s'étaient déroulées en 1979 et 1981 dans différentes villes marocaines, à la suite d'une augmentation des prix de plusieurs denrées alimentaires de première nécessité comme la farine et le sucre. L'amnistie va leur permettre de retrouver leur emploi.

Le souverain a également amnistié des détenus appartenant à l'Organisation pour l'action démocratique et populaire (OADP, parti politique d'opposition progressiste) et à l'organisation clandestine Ila al-Amam (En avant, marxiste-léniniste).

Le principal responsable d'Ila al-Amam, un ingénieur des mines de confession juive, M. Abraham Serfaty (soixante ans), n'est pas concerné par l'amnistie. Il avait été condamné à la prison à perpétuité en 1977 à Casablanca. Cent soixante-quinze membres de son organisation s'étaient vu infliger en même temps que lui des peines allant de cinq à trente ans de prison ferme pour *« atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, constitution d'organisation clandestine tendant à renverser le régime monarchique et outrage à magistrats »*.

Trente membres d'Ila al-Amam ont été graciés par le roi en 1986 et 1987 après avoir sollicité la clémence royale. Plusieurs d'entre eux occupent actuellement d'importantes fonctions au ministère de l'intérieur.

De source informée, on a appris à Rabat que de nouvelles amnisties et mesures de grâce interviendront dans les semaines à venir en faveur d'autres détenus politiques. Le nombre total de ces derniers n'a jamais été publié, mais certaines organisations humanitaires marocaines l'estimaient à deux cent cinquante personnes. – *(AFP.)*

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Europe

GRANDE-BRETAGNE : un tournant important

Le Parti travailliste s'apprête à renoncer à la doctrine du désarmement nucléaire « unilatéral »

LONDRES
de notre correspondant

M. Neil Kinnock devait annoncer, lundi 8 mai, l'abandon total et définitif de la doctrine « unilatéraliste », adoptée il y trente ans par le Parti travailliste. Celle-ci, qui figure dans le programme officiel du Labour, prévoit le renoncement unilatéral de la Grande-Bretagne à l'arme nucléaire, sans contrepartie d'aucune sorte. Le leader travailliste était décidé à franchir ce pas décisif et semble, cette fois-ci, susceptible d'obtenir l'aval de la direction de son parti, malgré la persistance d'un très fort courant pacifiste au sein de cette dernière.

La semaine qui commence est cruciale pour M. Kinnock, qui a ravi la vedette à Mme Thatcher, interrompant brutalement le concert de louanges suscité par le dixième anniversaire de l'arrivée au pouvoir de la « Dame de fer », le 4 mai 1979. L'éclatante victoire des travaillistes, jeudi 4 mai, lors d'une élection partielle au Pays de Galles, a secoué la torpeur de l'opinion. La coïncidence de date était due au hasard, mais le symbole n'est pas passé inaperçu, d'autant qu'il s'agissait d'une circonscription tenue par les conservateurs depuis 1951.

Le document présentant la nouvelle doctrine travailliste en matière de défense ne fait nulle part mention du terme d'unilatéralisme. Cet oubli volontaire est l'élément le plus important de ce texte, distribué au cours du week-end aux trente membres du conseil exécutif national, l'instance suprême du parti entre chaque congrès annuel. Ce dernier devait se réunir lundi 8 et mardi 9 mai pour en discuter. Un vote de rejet paraissait peu probable, tant il serait désastreux pour le leader travailliste qui ne peut plus guère se permettre d'apparaître en position de faiblesse. M. Kinnock avait en effet déjà tenté d'en finir avec l'unilatéralisme en octobre dernier, lors du congrès de Blackpool, et avait alors été mis en minorité.

Le document n'envisage plus d'envoyer les sous-marins nucléaires à la casse dès l'entrée d'un premier ministre travailliste au 10 Downing Street. Il accepte la future mise en service de trois sous-marins lanceurs d'engins Trident (de conception américaine, mais partiellement construits en Grande-Bretagne), et n'affirme renoncer qu'au quatrième.

Le tournant est donc radical par rapport aux textes précédents sur le même sujet. Les Trident sont en effet au cœur de la polémique qui oppose la « gauche dure » aux « réalistes », dont M. Kinnock est le chef de file.

Les militants pacifistes de la « gauche dure », très influents dans les rangs du parti, ne veulent pas entendre parler de ces sous-marins, évidemment très coûteux, qui doivent progressivement remplacer les porteurs de Polaris actuellement en service. Cette attitude est teintée d'une bonne dose d'anti-américanisme, puisque les missiles eux-mêmes sont achetés aux Etats-Unis, et que la technologie utilisée provient, pour l'essentiel, d'outre-Atlantique.

Modification du programme

Pour la première fois, un document public du Parti travailliste admet donc le bien-fondé de l'élément central de la dissuasion nucléaire du pays. Le tournant est très important, même s'il est fait référence à la nécessité d'« *éliminer toutes les armes nucléaires d'ici à l'an 2000* ». On insiste d'ailleurs, dans l'entourage de M. Kinnock, sur le fait que cette disparition souhaitée à l'aube du troisième millénaire doit être interprétée seulement comme un objectif, et que l'an 2000 n'est nullement une date limite. Les « réalistes », en d'autres termes, ne veulent plus se lier les mains par des textes trop contraignants. Le passé leur donne raison. M. Harold Wilson avait jadis rapidement mis entre parenthèses la doctrine unilatéraliste officielle de son parti dès qu'il s'était agi de prendre des décisions concrètes en matière de défense.

Le conseil exécutif national devrait, sauf accident de dernière minute provoqué par un sursaut de la « gauche dure » pacifiste, entériner cette révision déchirante. La voie serait alors libre pour une modification du programme du parti cet automne lors du prochain congrès. Dopés par les récents sondages qui les mettent à égalité avec les conservateurs au cas où des élections générales auraient lieu immédiatement, les travaillistes commencent à nouveau à croire à leurs chances d'empêcher Mme Thatcher d'obtenir un quatrième mandat.

DOMINIQUE DHOMBRES.

DANEMARK : en vue des élections européennes

Accord entre un parti gouvernemental et l'opposition social-démocrate

COPENHAGUE
de notre correspondante

A l'heure où les formations politiques danoises mettent la dernière main à leurs programmes et à leurs listes de candidats en vue des élections européennes du 15 juin, le Parti radical, membre de la coalition au pouvoir, vient de provoquer un coup de théâtre en annonçant qu'il avait conclu une alliance « technique »... avec l'opposition social-démocrate.

Cet accord inattendu a été plutôt mal accueilli par les conservateurs et les libéraux qui font aussi partie du gouvernement formé par M. Poul Schlüter en juin 1988. M. Uffe Ellemann-Jensen, ministre des affaires étrangères (*libéral*), a déploré la décision de ses partenaires qui risque, a-t-il dit, « *de semer la confusion dans l'opinion publique* ». Il a regretté que les trois partis de la coalition n'aient pu s'entendre – *ce qui eut été* beaucoup plus logique – sur une plate-forme commune. Dans la presse non socialiste, le choix des radicaux est sévèrement jugé, et ceux-ci, soulignant plusieurs commentateurs, pourraient bien être entraînés par la gauche plus loin qu'ils ne le souhaitent et dans une voie semée de pièges.

Par cet arrangement avec les sociaux-démocrates, les radicaux espèrent bien entendu enlever quelques mandats aux élections de juin (au scrutin de liste) et siéger enfin au Parlement de Strasbourg. Un de leurs membres avait été élu antérieurement, mais sur une liste du Front contre la CEE qui rassemble un large éventail d'adversaires du Marché commun issus des horizons politiques les plus divers.

Pour les radicaux, l'alliance avec l'opposition est purement « *pratique* » et vise à éviter un gaspillage de voix. Leur porte-parole au Parlement, Mme Marianne Jelged, a toutefois précisé que les deux formations avaient sur les questions touchant à l'Europe des points de vue « *très voisins* ». Elle s'est empressée d'ajouter que ce rapprochement technique n'annonçait aucune réorientation de la ligne du Parti radical en politique intérieure.

CAMILLE OLSEN.

URSS

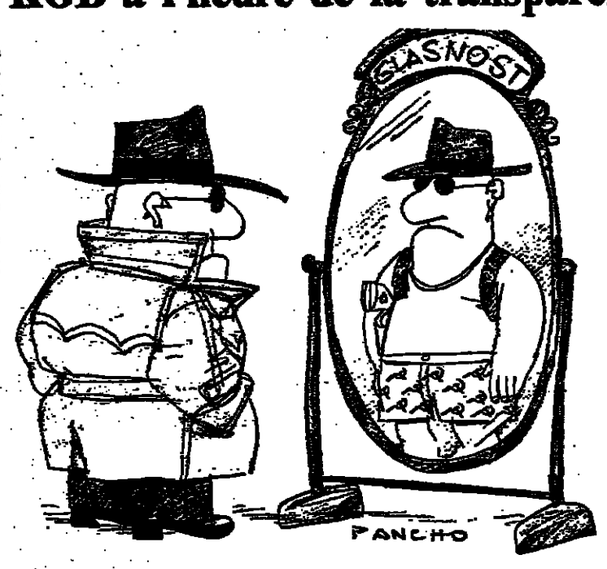
Le KGB à l'heure de la transparence

(Suite de la première page.)

Le mécanisme de contrôle envisagé reste à définir. Il n'est nullement exclu que le KGB soit au bout du compte placé non pas sous la tutelle des députés mais sous celle du chef de l'Etat désormais élu par le Congrès. De nombreuses autres possibilités existent, mais on est, en tout état de cause, en train de sortir d'une situation dans laquelle le KGB n'avait à rendre de comptes – et très théoriquement encore – qu'au seul bureau politique du parti, où il était représenté par son président. Deux semaines après avoir obtenu la démission d'un tiers des membres du comité central, et un mois après la mystérieuse affaire de la répression des manifestations géorgiennes, M. Gorbatchev fait ainsi souffler le vent du changement sur la seule des grandes institutions soviétiques qui en était restée à l'écart.

La partie est risquée, non seulement parce que le KGB est un Etat dans l'Etat, parfaitement à même de se défendre, mais aussi parce que l'équipe au pouvoir ne peut pas se payer le luxe de déstabiliser les forces de répression, alors que les réformes font surgir au grand jour et aggravent toutes les tensions latentes. L'amorce des changements dans la pratique du Comité a donc été justifiée à la fois par la nécessité d'accroître l'« *efficacité* » dans le combat contre les « *forces hostiles au socialisme* » et par le besoin de garantir le « *respect de la légalité socialiste, des obligations constitutionnelles et des libertés et droits des citoyens* ». Cela s'appelle faire plaisir à tout le monde. C'est aussi une quintessence de la manière gorbatchevienne, puisque le secrétaire général a toujours préféré à l'attaque directe l'appel à l'autoperfectionnement, et qu'il considère surtout qu'il ne s'agit pas pour lui de détruire mais de « *reconstruire* ».

Il y a dix jours, les *Izvestia* avaient organisé une table ronde sur « *le secret d'Etat à l'heure de la glasnost* », à laquelle avait pris part un « *fonctionnaire du KGB* », M. Vladimir Ougarov. L'idée fondamentale était que la manie du secret avait fini par nuire au gouvernement, dans la mesure où les dirigeants eux-mêmes ne pouvaient plus connaître les réalités sociales, économiques et politiques de l'URSS. La responsabilité de cette situation n'incombe en rien au KGB, avaient pourtant expliqué à l'unisson tous les participants, puisqu'il ne fait que veiller au respect de normes établies par d'autres que lui.



Bref, le coupable c'était l'appareil, l'appareil anonyme et nullement ce KGB dont le représentant avait chaudement appuyé l'idée de création d'un nouvel organisme chargé de définir, à l'heure des photos prises par satellites, ce qui relève véritablement du secret d'Etat. « *Les secrets qui n'en sont pas ne font que compliquer* [notre] *travail* », avait notamment déclaré ce M. Ougarov, en expliquant que la tâche du comité était de « *défendre le pays contre les préjudices qui pourraient lui être portés de l'extérieur* [et de] *lutter contre l'activité de renseignement des services étrangers* ».

En clair, espionner et contre-espionner plutôt que défendre la bureaucratie en place contre la contestation et ses propres erreurs. Ce type de développement s'insère naturellement dans toute opération de relations publiques de tout service secret, mais, outre que certains journaux soviétiques ont récemment donné une grande publicité à quelques mouvements de protestation dans la milice contre l'abus d'usage des forces de l'ordre à des fins politiques par les responsables locaux, la *Pravda* enfonçait le clou, ce lundi matin, en faisant appel à l'Histoire.

Sur une page entière, l'organe du comité central révélait, en effet, aux Soviétiques, détails, dates et citations à l'appui, comment Staline avait, juste avant la guerre, paralysé les services de renseignements en les décapitant.

« *L'activité de triste mémoire d'une partie des agents de la sécurité d'Etat a jeté – et ce n'est pas mérité – une ombre sur les agents ayant travaillé dans cette institution* », conclut donc la *Pravda*. La *Litteraturnaïa Gazeta* brosse de son côté cette semaine, sous la plume de son biographe français Gilles Perrault, un portrait extrêmement flatteur de Léopold Trepper, chef du plus grand réseau d'espionnage anti-nazi en Europe et emprisonné dix ans à son retour en URSS.

La semaine dernière, *c'était Arguments et faits* qui chantait la gloire de Sorge (1), et tout est ainsi fait pour glorifier le KGB, ramené à la seule partie défendable de ses traditions historiques et cantonné à la lutte légale pour le respect des lois.

Visiblement, l'opération a été longuement réfléchie jusque dans ses moindres détails, et c'est sans doute pour cela que la rédaction du *Vingtième Siècle et la paix*, le mensuel du Comité soviétique pour la paix, a tellement de difficultés aujourd'hui avec les autorités. Autrefois totalement insignifiante, cette revue qui s'est aujourd'hui placée d'elle-même à la pointe du combat pour les réformes, a en effet osé publier dans son dernier numéro un long article d'un professeur de philosophie de Dniepropetrovsk expliquant que « *la seule existence* [du KGB] *freine objectivement le processus démocratique* », et posant la question suivante : « *Le parti qui a opté pour la création d'un Etat de droit aurait-il besoin d'une telle réserve ?* » Cet article a bien failli ne jamais sortir. Il a fallu de longues et difficiles négociations, l'intervention de députés libéraux, et le mensuel est maintenant *de facto* placé sous le contrôle direct de la censure.

Il y a en effet des stratégies qui ont tout à gagner à ne pas s'expliciter et des vérités qui sont d'autant moins bonnes à dire pour M. Gorbatchev que certains secteurs du KGB lui apportent un très large soutien.

BERNARD GUETTA.

(1) Richard Sorge, l'un des plus célèbres espions de la seconde guerre mondiale, était installé à Tokyo en qualité de correspondant de presse allemand. Travaillant pour le compte des services secrets soviétiques, il avait notamment été en mesure d'annoncer à Staline que l'armée allemande allait envahir l'URSS.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Arrestation de plusieurs dissidents

Le harcèlement des dissidents se poursuit en Tchécoslovaquie. Deux des principaux membres de la Charte 77, M. Petr Uhl et sa femme Anna Sabatova, ont été interpellés samedi 6 mai dans un hôtel proche de la frontière polonaise, alors qu'ils s'apprêtaient à rencontrer des amis polonais. Mme Sabatova a été relâchée quelques heures plus tard, M. Uhl était toujours détenu dimanche.

Un autre porte-parole de la Charte 77, Tomas Hradilek, a été interpellé par la police dimanche à Ostrava, dans le centre de la Tchécoslovaquie, avec plusieurs autres personnes qui participaient à une messe à la mémoire d'un membre du mouvement, Jaromir Savrda, mort il y a un an. Ils ont été ensuite relâchés.

L'ancien porte-parole de la charte, Stanislas Devaty, a été à nouveau placé samedi en détention à la suite de sa participation à une manifestation interdite le 1er mai à Prague. Déjà arrêté le 16 mars dernier et inculpé pour incitation à rébellion propagée par l'intermédiaire de médias, M. Devaty (trente-sept ans) avait été libéré le 14 avril sur décision du parquet, après avoir observé une grève de la faim de près d'un mois.

Malgré un important déploiement de forces de l'ordre, deux mille personnes se sont, par ailleurs, rassemblées samedi à Pilzen, dans l'ouest de la Tchécoslovaquie, pour commémorer la libération de leur ville par les Américains à la fin de la seconde guerre mondiale, a-t-on appris dimanche de source dissidente. – (*AFP, Reuter.*)

A TRAVERS LE MONDE

Irak

Centrale de Tammouz : Paris dément être en pourparlers avec Bagdad

Un porte-parole du ministère français des affaires étrangères a indiqué, dimanche 7 mai, qu'il n'y avait pas de pourparlers en cours entre l'Irak et la France en vue de la reconstruction de la centrale nucléaire irakienne de Tammouz, au nord de Bagdad.

Le porte-parole a cependant précisé que le problème de la reconstruction de cette centrale, détruite en 1981 par l'aviation israélienne, avait été soulevé dans le passé par les autorités irakiennes et à nouveau évoqué par les Irakiens dans une période récente. Il commentait ainsi une information publiée samedi par le quotidien *Al Khalige* paraissant à Sharjah, dans l'Etat des Emirats arabes unis (EEAU).

Le quotidien avait publié une interview du ministre irakien de l'industrialisation militaire, M. Hussein Kamel, selon lequel « *l'Irak était déterminé à reconstruire le réacteur nucléaire de Tammouz, consacré à des utilisations pacifiques, et avait pour ce faire engagé des négociations avec la France* ».

Le ministre avait ajouté que son pays ne cherchait pas à se doter d'armes nucléaires et entendait reconstruire la centrale de Tammouz bien que tout à fait conscient du « *sérieux des menaces israéliennes de la détruire une deuxième fois* ».

Colombie

Assassinat d'un dirigeant libéral

Une personnalité du Parti libéral au pouvoir en Colombie, M. Alvaro Gonzalez Sanchez, a été assassinée le 4 mai en plein centre de Bogota par deux hommes circulant à moto, selon une technique très fréquemment employée par les auteurs de crimes politiques ou de droit commun.

Ancien gouverneur et ancien parlementaire, M. Gonzalez était aussi le père d'un magistrat, Mme Marta Lucia Gonzalez, qui avait dû s'exiler en septembre 1988 ; elle avait été menacée pour avoir lancé un mandat d'arrêt contre deux « cerveaux » présumés du « cartel de Medellin », principale organisation mondiale de trafic de drogue : MM. Gonzalo Rodriguez Gacha (« le Mexicain ») et Pablo Escobar Gabiria.

L'association des juges colombiens a dénoncé « *ce nouveau type de vengeance perpétrée par les agents du crime organisé contre les proches des serviteurs de la justice* » ; elle a aussi demandé une protection réelle des représentants de la justice. – (*AFP.*)

EN BREF

● **HONGRIE** : retransmission d'un discours historique d'Imre Nagy. – La radio hongroise a diffusé, samedi 6 mai, le discours prononcé par l'ancien chef du gouvernement hongrois Imre Nagy au premier jour de l'insurrection de 1956. La diffusion de ce discours historique, où M. Nagy dénonçait « *l'intention évidente des troupes soviétiques de renverser le gouvernement démocratique et légitime de la Hongrie* », s'inscrit dans le processus en cours de révision de l'histoire hongroise. – (*AP, Reuter.*)

● **IRLANDE DU NORD** : double attentat. – Neuf soldats britanniques ont été blessés, dont deux grièvement, dans deux explosions séparées en Ulster dans la nuit du samedi 6 au dimanche 7 mai. L'Armée républicaine irlandaise (IRA) a revendiqué les deux attentats. Le premier est survenu à Moybane (comté Armagh sud), près de la frontière avec la République, où cinq soldats d'une patrouille ont été touchés, dont un grièvement, par l'explosion d'une bombe. Le second s'est produit quelques heures plus tard à Camlough (comté Down), à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Moybane, où une seconde patrouille de l'armée a été également victime d'une bombe qui a fait quatre blessés, dont un grave. – (*AFP.*)

● **La France poursuivra ses essais nucléaires dans le Pacifique.** – Le premier ministre français, M. Michel Rocard, a affirmé aux Néo-Zélandais que la politique nucléaire de la France dans le Pacifique sud se poursuivra, selon le vice-premier ministre et ministre de l'environnement néo-zélandais, M. Geoffrey Palmer, qui a rapporté ce propos lundi 8 mai. – (*AFP.*)

Agitation nationaliste en Arménie et en Géorgie

L'agitation nationaliste reprend en Arménie où, pour la deuxième fois depuis le 1er mai, une manifestation interdite a eu lieu, samedi 6 mai, à Erevan. Selon un journaliste de l'agence soviétique Novotni, près de cent mille personnes ont pris part à cette manifestation, dont l'objet était une nouvelle fois de réclamer la libération des membres du comité Karabakh et des autres nationalistes emprisonnés à Moscou.

Le 1er mai, plusieurs dizaines de milliers de personnes avaient pris part à un défilé interdit. Le maintien en détention des membres du comité Karabakh a été évoqué par Mme Danièle Mitterrand, l'épouse du président français, lors des entretiens qu'elle a eus avec des officiels soviétiques au cours de la visite qu'elle vient d'effectuer en URSS, a-t-on indiqué dans son entourage.

De source arménienne à Moscou, on indiquait également, samedi, que les grèves avaient repris depuis le mercredi 3 mai au Nagorny-Karabakh, région autonome de l'Azerbaïdjan dont la demande de rattachement à l'Arménie est à l'origine des troubles qui ont éclaté l'année dernière dans les deux républiques caucasiennes. Bien que l'administration de la région ait été provisoirement rattachée à Moscou en janvier dernier, la majorité arménienne de la population serait mécontente de l'absence de changements réels dans sa situation et réclamerait à nouveau son rattachement pur et simple à l'Arménie.

En Géorgie, deux mille personnes ont participé, samedi à Tbilissi, à un rassemblement pour demander la libération de quatre dirigeants nationalistes emprisonnés depuis la manifestation qui avait été sauvagement réprimée par l'armée le 9 avril. – (*AFP, AP.*)

RDA

Des manifestants ont tenté de perturber les élections municipales à Leipzig

Les élections municipales est-allemandes, qui se déroulaient dimanche 7 mai, ont été marquées par une manifestation de près d'un millier de personnes, à Leipzig, à l'appel d'un groupe de défense des droits civiques lié à l'Eglise protestante. La police a rapidement bouclé la place de la ville où les manifestants s'étaient rassemblés et a reconduit à la frontière ouest-allemande une équipe de télévision qui tentait de venir filmer les événements. Leipzig avait déjà été le théâtre en début d'année d'une importante manifestation de dissidents.

Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme avaient appelé au boycottage. A 15 heures dimanche, les autorités annonçaient cependant déjà que le taux de participation était de 97,4 %. Le vote est obligatoire, et les comités de quartier étaient sur le qui-vive pour relancer les récalcitrants. Dans certains cas, a rapporté le correspondant de l'Agence France-Presse, des responsables locaux se sont rendus au domicile de personnes qui avaient fait savoir qu'elles ne se rendraient pas aux urnes pour les « convaincre » de faire leur devoir.

Les journalistes occidentaux qui avaient été autorisés à se rendre dans des bureaux de vote soigneusement sélectionnés à l'avance ont pu se rendre compte que très peu d'électeurs utilisaient les isoloirs de peur que ce geste puisse être mal interprété. Les électeurs n'avaient d'autres choix que les listes uniques élaborées d'avance par le Front national, qui rassemble le Parti communiste et les autres partis officiels. La seule possibilité d'exprimer son opposition était de rayer le nom du candidat officiel, qui doit obtenir 50 % des voix.

Les autorités est-allemandes tenaient à un haut taux de participation pour faire valoir l'appui dont elles disposent auprès de la population. Elles avaient tenté ces dernières semaines de démontrer leur caractère parfaitement démocratique en annonçant que, pour la première fois, les étrangers résidant en RDA pourraient voter et même figurer sur les listes du Front national. – (*AFP, Reuter.*)

Politique

Le maintien par le gouvernement du calendrier d'application des accords de Matignon

Bien qu'il reste, naturellement, très circonspect, M. Michel Rocard est reparti de Nouvelle-Calédonie, dimanche soir 7 mai, un peu plus confiant qu'il n'y était arrivé le matin même. Pendant le voyage de métropole, le premier ministre constatait que les Néo-Calédoniens étaient, de nouveau, placés devant un choix entre la violence et la paix. Au retour, après s'être entretenu – tout comme M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, l'a fait de son côté – avec les forces politiques de l'archipel, M. Rocard avait recueilli quelques indices jugés encourageants. Ainsi, M. Rocard a-t-il été favorablement impressionné par le fait que l'Union calédonienne ait désigné, rapidement et à l'unanimité, M. Léopold Jorédié pour succéder à Jean-Marie Tjibaou au comité consultatif. De même, en dehors du problème spécifique du FULK (Matignon pense que le FULK d'Ouvéa a organisé l'attentat de samedi, mais se demande comment ne pas condamner l'ensemble de ses militants), M. Rocard a trouvé un FLNKS dont les différentes composantes lui ont semblé souhaiter un strict respect des accords de Matignon, même si des impatiences se manifestent. Quant au RPCR, le premier ministre l'a trouvé sur une ligne parallèle et n'a pas constaté de divorce entre M. Jacques Lafleur et les autres dirigeants de son parti.

L'annonce, faite dimanche à Nouméa en fin de journée par M. Rocard, que les élections provinciales seront maintenues à la date prévue, est évidemment le signe de la volonté de Paris de continuer la mise en œuvre des accords de Matignon. Mais, si le premier ministre, après avoir hésité, a pris cette décision, c'est parce qu'il savait déjà, en particulier grâce aux entretiens préalables qu'avait eus M. Le Pensec, qu'elle répondait à une attente de ses interlocuteurs sur le territoire. Certes, le premier ministre regrette, par exemple, le faible nombre de caldoches dans la foule qui salua la mémoire de Jean-Marie Tjibaou. Mais, l'un dans l'autre, il retire un sentiment plutôt positif, à défaut de certitudes, d'un voyage éclair, politiquement encourageant, mais affectivement éprouvant. Il s'entretenait pas avec les deux dirigeants assassinés, et notamment avec Jean-Marie Tjibaou, des relations exclusivement politiques. M. Rocard était dimanche, presque aussi triste et aussi ému que les Canaques qui pleuraient leur fédérateur disparu.

Un infernal enchaînement de circonstances

La tragédie du jeudi 4 mai sur l'atoll d'Ouvéa, désormais voué à la malédiction, ne saurait être réduite au geste criminel de quelques intégristes emportés jusqu'à la folie par leur jusqu'auboutisme politique. Elle n'est pas qu'un démentiel règlement de comptes entre fractions du mouvement indépendantiste de Nouvelle-Calédonie. En réalité, elle apparaît surtout comme le point culminant, dans l'horreur, d'un enchaînement de drames individuels et collectifs.

1) LE TRAUMATISME D'UNE COMMUNAUTÉ. – L'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné s'inscrit dans les conséquences dramatiques des événements survenus entre le 22 avril et le 5 mai 1988 sur cette île qui offrait jusque-là un visage paradisiaque. Les tribus de Gossanah, Téouta et Wénéki, dont Djubelly Wéa, l'ancien pasteur devenu tueur, était le porte-drapeau politique, vivaient depuis un an en état de choc.

Leur population, surtout à Gossanah, revivait presque chaque jour, au fil des « pèlerinages » organisés pour les nombreux visiteurs, les brutalités infligées à ses hommes et à ses adolescents par les forces de l'ordre avant le repérage de la grotte où les « combattants » du FLNKS avaient caché les gendarmes qu'ils avaient pris en otage à Fayaoué après avoir tué quatre de ceux-ci. Elle cultivait surtout le souvenir obsédant de ses dix-neuf « martyrs » et chaque jour des vieux ou des enfants racontaient dans les détail comment Untel et Untel avaient été *« exécutés par les soldats français »* au terme de l'assaut du jeudi 5 mai. Elle désespérait de constater que la signature des accords de Matignon était considérée, autant par le gouvernement que par l'état-major général du FLNKS, comme un point final à sa tragédie collective alors qu'elle ne cessait de réclamer *« une enquête internationale »* pour que le monde entier comprenne sa douleur et sache qu'elle continuait de se battre.

Aux yeux de cette population, Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné, par le compromis politique de l'hôtel Matignon qui impliquait qu'un trait fût tiré sur les événements d'Ouvéa, étaient devenus les complices objectifs d'un « complot du silence ». La preuve en était, dans son esprit, que ni l'un ni l'autre n'était venu lui faire la moindre visite.

2) LA LOGIQUE IMPLACABLE D'UN IRRÉDUCTIBLE. – Djubelly Wéa, qui était en prison à Bois-d'Arcy au moment de l'assaut du 5 mai, revendiquait, depuis son retour à Gossanah, un rôle de premier plan à la tête de la coalition indépendantiste en se fondant sur « le prix du sang » payé par les siens. Humilié de n'avoir pas été associé par les dirigeants de l'Union calédonienne aux préliminaires des accords de Matignon, alors qu'il venait d'être remis en liberté et se trouvait encore à Paris – où un échange coutumier avait eu lieu entre lui et Léopold Jorédié, au siège de l'Association des étudiants kanaks, – il s'enfonçait chaque jour davantage dans une intransigeance nourrie par une logique implacable. Il ne pouvait admettre que dix-neuf des siens aient donné leur vie pour la cause de l'indépendance, en appliquant les consignes de l'état-major du FLNKS, et que ce dernier renvoie ensuite la perspective de l'indépendance à 1998.

Alors, depuis un an, Djubelly Wéa envoyait des « messages » un peu partout, en particulier au président de la République et au premier ministre, pour leur demander de venir à Gossanah constater sur place les méfaits du « colonialisme français ». Fin mars, recevant une équipe de Présence protestante, il insistait encore pour la venue à Ouvéa de M. Michel Rocard. Mais il constatait surtout que personne ne répondait jamais à ses suppliques. Il sollicitait l'« ennemi » et celui-ci se dérobait.

Sa révolte ne faisait que s'exacerber. Il maintenait Gossanah sur pied de guerre mais sa guerre ne trouvait pas de terrain d'expression. Il a mûri sa vengeance avec la même détermination que feu son père le jour où celui-ci avait détruit de ses propres mains l'école du village pour signifier sa rupture totale avec la France républicaine qui l'avait trompé en lui promettant la liberté, l'égalité et la fraternité, en partant du principe qu'il possédait ce droit de destruction puisque c'est lui-même qui avait construit cette école...

3) LE CONTENTIEUX DES MUNICIPALES, RÉVÉLATEUR DE LA DIVISION DU FLNKS. – Les rivalités qui ont opposé les militants de l'Union calédonienne à ceux des autres composantes du FLNKS au cours de la campagne pour les élections municipales ont sans doute été sous-estimées. Elles ont révélé l'existence de lézardes dans la coalition indépendantiste, à cause des divergences des « groupes de pression » minoritaires – PALIKA et FULK principalement – avec le parti de Jean-Marie Tjibaou sur fond de défiance à l'égard des accords de Matignon. Le président du FLNKS avait lui-même présenté comme un *« échec personnel »* la concurrence que lui avait opposée à Hienghène une liste du PALIKA tandis que cette formation rivalisait aussi avec Léopold Jorédié à Canala.

Les choses se sont aggravées lorsque, à l'issue du second tour de scrutin, l'UC n'a pris ou conservé le contrôle de certaines mairies – Poindimié, Ponérihouen et Yaté notamment – que grâce aux voix des conseillers municipaux du RPCR, M. Jacques Lafleur ayant demandé à ses élus de soutenir les candidats de la formation la plus attachée à l'application des accords de Matignon.

Pour un Djubelly Wéa, il n'y avait dans ces pratiques qu'une preuve supplémentaire de la *« trahison »*, de Jean-Marie Tjibaou. D'autant plus que, à Ouvéa aussi, contrairement à ce qui s'était passé en 1983 où une liste commune avait abouti à l'élection d'un membre du FULK, l'Union calédonienne avait décidé, cette fois, de faire cavalier seul.

Or, Djubelly et ses partisans tenaient absolument à prendre le contrôle de la mairie d'Ouvéa. Non seulement pour en faire un tremplin de la « résistance » des ultra-indépendantistes à la stratégie modérée de Jean-Marie Tjibaou, mais pour obtenir un réservoir de ressources financières. Car malgré le régime autarcique développé depuis un an par Djubelly et les siens pour subvenir aux besoins des populations des communautés du nord de l'île, les produits de première nécessité commençaient à manquer. A Gossanah, le sucre et le pain étaient rationnés.

Djubelly Wéa réalisait sans doute qu'il s'était enfoncé dans une impasse, l'administration de Nouméa ayant pris son parti de la sécession de fait du nord de l'île et l'ayant exclu, en conséquence, de tous les plans de développement. Sa dérive ne faisait d'ailleurs même plus l'unanimité parmi ses proches. Hilaire Dianou, bénéficiaire de la loi d'amnistie, et rallié aux accords de Matignon, s'était vivement opposé à lui, il y a quelques semaines, en lui reprochant une démarche suicidaire.

Entre les partisans de Djubelly Wéa et les clans du centre et du sud d'Ouvéa favorables à Jean-Marie Tjibaou, plusieurs incidents avaient ainsi éclaté ces derniers mois et la poudre avait même parlé, alors sans gravité. En tout cas, les élections municipales y ont été annulées après que l'UC l'eut en principe emporté.

4) UN MOUVEMENT DE CONTESTATION SOUS-ESTIMÉ. – Ces contentieux électoraux n'ont fait que ranimer les divergences qui troublent le FLNKS depuis que Jean-Marie Tjibaou et les autres dirigeants de l'Union calédonienne ont exercé une pression maximale sur leurs alliés afin qu'ils adhèrent au processus des accords de Matignon dénoncé ouvertement par le FULK de M. Yann Céléné Uregeï. Le parti de Jean-Marie Tjibaou est de plus accusé de comportement hégémonique par ses partenaires qui lui reprochent d'user parfois de méthodes « musclées » contre les contestataires.

Selon certaines sources, par exemple, les membres du FLNKS n'appartenant pas à l'UC et ne désirant pas y adhérer auraient été récemment chassés avec brutalité des îles Belep, comme l'avaient été en 1984-1985 les partisans du RPCR. Les indépendantistes minoritaires reprochent aussi aux militants de l'UC de confisquer à leur seul profit les subventions accordées par l'Etat.

C'est dans ce contexte de malaise interne que, de son côté, Jean-Marie Tjibaou avait tendance, depuis plusieurs mois, à minimiser les réactions de la base militante du mouvement indépendantiste. L'un de ses amis les plus proches, François Burck, lui avait plusieurs fois conseillé, ces temps derniers, de renouer partout avec sa communauté des contacts qui s'étaient espacés, y compris à l'intérieur de son propre parti. Sollicité par un calendrier de travail infernal, prisonnier sans répit d'obligations locales, nationales et internationales, Jean-Marie Tjibaou s'était promis de retrouver le temps de dialoguer aussi avec les siens. Par la plus folle des absurdités, il a été victime d'un homme qui se plaignait surtout, lui aussi, de ne pas être écouté.

Plusieurs générations passeront sans doute avant que les Canaques de Hienghène acceptent peut-être d'échanger de nouveau les paroles sacrées de la coutume avec les descendants des parents et des amis des meurtriers de leur chef. Il avait fallu un siècle pour que les descendants du grand chef Ataï, meneur de la grande révolte de 1878, daignent accepter le pardon des descendants du chef des Canala qui avait commis le sacrilège de s'allier aux soldats français et d'exécuter lui-même ce rebelle. A la tête de la délégation de la région de Canala qui était venue implorer ce pardon, il y avait un certain Eloi Machoro...

ALAIN ROLLAT

M. Rocard : « Un criminel n'arrête pas le cours de la paix »

M. Rocard a notamment déclaré, au cours de son allocution à l'aéroport de Magenta :

« Le comité consultatif sera complété très prochainement pour qu'il puisse, jusqu'à la mise en place des nouvelles provinces et du nouveau congrès du territoire, continuer à conseiller le haut-commissaire et le gouvernement.

» Je réunirai avant le 31 juillet, comme nous l'avions arrêté avec Louis Le Pensec, Jean-Marie Tjibaou et Jacques Lafleur, le comité national de suivi des accords de Matignon, que coordonnera le préfet Christian Blanc, pour faire le point au terme d'un an d'administration directe du territoire et au moment où se mettent en place les institutions nouvelles.

» En quittant la Nouvelle-Calédonie, en août dernier, j'avais dit : *« Je reviendrai sur le territoire. »* Je ne comptais pas avoir à le faire dans des circonstances aussi douloureuses. Je reviendrai donc, une fois les Assemblées de provinces installées, pour marquer l'étape nouvelle du développement qui se traduira par la négociation des contrats de Plan entre l'Etat, les provinces et le territoire. Mais avant moi, et comme initialement prévu, le ministre des DOM-TOM viendra en Nouvelle-Calédonie après les élections provinciales.

» La Nouvelle-Calédonie continue. Plus que jamais, nous devons être ensemble pour faire face, au-delà de la douleur présente, aux responsabilités de l'avenir.

» Je crois que c'est cela qu'auraient attendu de nous Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné.

» Deux des signataires des accords de Matignon ne sont plus là. Mais ces accords engageaient au-delà de nos personnes, au-delà de nos fonctions, les principales forces politiques de Nouvelle-Calédonie et le gouvernement de la France. Par la voie solennelle du référendum, le peuple français s'est à son tour prononcé.

» La meilleure façon de garder vivante la flamme et la parole qui animaient Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné est de poursuivre avec détermination et résolution sur le chemin que nous avons choisi ensemble, celui de la réconciliation et du dialogue, de la justice et du progrès.

» Déjà, on observe les premiers résultats des orientations décidées, les réformes de structure et les mesures d'accompagnement deviennent peu à peu réalité. Les actions de formation, les travaux d'infra-structures de communication, la nouvelle organisation judiciaire, les premiers projets de développement ont été lancés.

» La tragédie que vient de connaître une nouvelle fois l'île d'Ouvéa ne doit ni nous inciter à changer de cap ni encore moins à revenir en arrière. Il faut continuer d'un pas ferme sans ralentir ni presser le mouvement, dans la direction de la justice et du partage, du rééquilibrage dans le développement économique du territoire comme dans l'exercice des responsabilités.

» Les élections provinciales auront lieu le 11 juin, à la date prévue. Un criminel n'arrête pas le cours de la paix qui se construit, la tolérance n'abdiquera pas devant le fanatisme. »

Les réactions en Australie

« Le dernier bastion colonialiste du monde »

SYDNEY
de notre envoyée spéciale

« Vous vous culpabilisez parce que vous êtes française, mais la plupart des gens ici ne sont pas au courant. Chaque pays a ses problèmes... » L'Australie est restée étonnamment placide face aux événements calédoniens. *« Pour une fois, il n'y a pas eu de cacophonie. La réaction a été très modérée et favorable à la France »*, notait avec soulagement un diplomate, tandis qu'un éditorialiste australien célèbre reconnaissait que, en dépit des apparences données par le gouvernement et la presse, *« 95 % des Australiens ne se soucient pas du tout de la Nouvelle-Calédonie »*. Dès jeudi soir pourtant, les télévisions australiennes avaient, à coups d'images de violence hâtivement tirées des archives, réveillé le cauchemar d'une déstabilisation majeure dans cette zone d'intérêt stratégique direct pour le pays, ravivant du même coup l'hostilité latente de la population, viscéralement anti-colonialiste et pacifiste, contre la présence française dans le Pacifique. *« Les balles menacent un rêve de paix »*, titrait vendredi sur deux pleines pages *The Australian*, le principal journal national.

Aussitôt prévenu, le gouvernement de Canberra avait, lui aussi, quelques heures à peine après l'assassinat des dirigeants canaques, déploré, non sans quelque emphase, cette *« tragédie »*, en espérant que ces événements n'entraîneraient pas de rupture dans le programme fixé par les accords de Matignon. Parlant devant le Parlement, le ministre des affaires étrangères avait rendu un hommage appuyé à Jean-Marie Tjibaou.

Mais lundi matin, l'émotion soulevée à la veille du week-end semblait totalement retombée. Les médias, constatant le calme régnant à Nouméa, se contentaient de relever l'enterrement des dirigeants canaques et réservaient leur « une » aux choses « sérieuses » : cricket, football australien, politique intérieure, etc. *The Australian* citait, en titre, M. Michel Rocard assurant que *« des fanatiques n'arrêteront pas la paix »*.

Le seul éditorial consacré aux événements, publié dans la *Financial Review*, se bornait à constater que *« les hommes font l'histoire »* et établissait un parallèle inattendu entre l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et le retour du prince Sihanouk au Cambodge... L'Australien moyen, lui, semblait avoir déjà oublié. *« La Nouvelle-Calédonie ? Oui, j'en ai entendu parler. C'est le dernier bastion colonialiste du monde »*, notait un jeune financier de la City, avant d'enchaîner sur les exploits de ses raiders favoris...

VÉRONIQUE MAURUS.

POINT DE VUE

Il faut mesurer nos responsabilités

par Jean-Claude Le Scornet
secrétaire national du PSU

CHACUN chante les louanges de Tjibaou et de Yeiwéné. Il est bien tard ; il est trop tard.

Oui, Tjibaou était un grand homme. Un grand homme désespéré par la gauche française, qui se rassemble pour ses obsèques. Longtemps il a travaillé à rompre le mur d'indifférence et de mépris de la classe politique qui, depuis quelques heures, défile, la larme à l'œil, devant caméras et micros. Longtemps il a cherché dans le mouvement populaire et progressiste français les solidarités antiracistes et anticolonialistes qui ne manqueront pas de s'inscrire sur les calicots des défilés funéraires.

Longtemps la petite poignée de militants avec qui il avait lié des relations amicales dans la marginalité de notre solidarité est demeurée incapable d'élargir son audience. Son courage, son esprit d'ouverture et de dialogue qu'on se plaît à reconnaître enfin, c'est ceux d'un homme qui se savait abandonné par l'essentiel des forces politiques de la métropole coloniale. C'est sur les bases d'un rapport de forces aussi défavorable qu'il a signé les accords de Matignon. Au lendemain de la tuerie d'Ouvéa, il a pris le risque de traumatiser son peuple pour sortir de l'état de guerre en Kanaky – risque terrible dont il imaginait toutes les conséquences... jusqu'à y laisser sa vie. Tous ses amis le savaient.

En Kanaky, à Ouvéa, que des militants aient pu en perdre la raison politique ne devrait pas surprendre. Nous sommes atterrés, mais cela ne peut nous empêcher de réfléchir. Il faut dénoncer avec la plus grande vigueur ceux qui jouent en France avec les mots d'« extrémiste » et de « terroriste ». Les chemins d'un mouvement de libération nationale sont périlleux, les divergences peuvent y être mortelles. Combien de résistants gaullistes et communistes sont morts sous d'autres balles que celles des occupants nazis ?

Il faut donc mesurer nos responsabilité dans ce double assassinat : celles de ceux qui par confort intellectuel ont abandonné Tjibaou dans son combat pour le oui au référendum, celles de ceux qui par raison d'Etat ont cautionné la première tuerie d'Ouvéa et l'ont ensuite passée aux profits et pertes de l'Histoire.

Jean-Marie Tjibaou a pris le risque de traumatiser son peuple ; Jean-Pierre Chevènement ne s'est pas risqué à traumatiser l'armée française. Tjibaou a pris le risque de s'affronter à toutes les contradictions : François Mitterrand n'a pas osé demander des comptes à l'opposition alors aux affaires ; Bernard Pons a continué à se laver les mains du sang d'Ouvéa.

Reste désormais à transformer les témoignages de sympathie de l'instant en une véritable prise de conscience porteuse d'une solidarité permanente et responsable envers le FLNKS et le peuple kanak.

La détermination des modérés

(Suite de la première page.)

M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, qui avait précédé le premier ministre sur le territoire, a abondé en ce sens auprès de M. Rocard, au terme de ses entretiens avec les responsables de l'Union calédonienne et avec M. Lafleur. La réflexion de M. Rocard avait aussi évolué dans l'avion qui le transportait aux antipodes, sous l'influence en particulier de M. Christian Blanc, principal artisan des accords de Matignon, qui s'était entretenu auparavant au téléphone avec le président du RPCR. M. Rocard a ainsi débarqué à Nouméa avec la conviction que les incertitudes sur l'avenir institutionnel du territoire, que n'aurait pas manqué de susciter l'interruption du processus lancé par les accords de Matignon, auraient créé une situation dangereuse, parce que propice aux manœuvres des extrémistes de chaque camp. Quitte à prendre des risques, le premier ministre a préféré conforter la position des signataires des accords de Matignon, contestée par les auteurs de l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné.

Il s'y est résolu d'autant plus facilement que des informations recueillies sur place l'ont convaincu de l'existence d'un complot ourdi contre les dirigeants modérés de l'Union calédonienne par un courant ultra-indépendantiste débordant bien au-delà des rivages d'Ouvéa.

M. Rocard semble avoir trouvé en Léopold Jorédié un interlocuteur déterminé à assumer l'héritage politique de ses deux aînés assassinés.

Ce n'est que le 20 mai que l'Union calédonienne procédera officiellement à la désignation de ses nouveaux président et vice-président, mais dans l'immédiat, par un singulier paradoxe, l'avenir des accords de Matignon repose ainsi, côté indépendantiste, entre les mains d'un homme qui avait personnellement refusé de les signer et avait même publiquement accusé Jean-Marie Tjibaou de s'être comporté comme *« un esclave serrant la main de son maître »*.

L'heure des plus graves responsabilités a sonné pour ce moustachu souriant de quarante et un ans, dont l'expérience militante est déjà grande, mais dont le caractère fantasque agace parfois ses propres amis. Réélu conseiller municipal de Canala en mars dernier, malgré une vive opposition des militants locaux du PALIKA (Parti de libération kanak), cet homme, d'humeur ronde mais d'esprit carré, paraît résolu à jouer le jeu loyalement avec MM. Rocard et Lafleur, en reprenant le flambeau laissé par Jean-Marie Tjibaou. *« La parole d'un Canaque reste, même après sa mort »*, affirmait-il solennellement samedi, en souhaitant que *« tous les responsables politiques du pays fassent preuve de discernement pour qu'ensemble ils puissent œuvrer pour le bien de tous »*. C'est lui qui, d'ores et déjà, en tant que secrétaire général de l'Union calédonienne, remplacera Jean-Marie Tjibaou au sein du comité consultatif installé auprès du haut-commissaire en charge de l'administration directe du territoire.

Une image d'espoir

Un autre homme et une femme, plus discrètement, ont aussi grandement contribué, ces dernières heures, à préserver l'héritage spirituel de Jean-Marie Tjibaou et de Yeiwéné Yeiwéné et à rassurer M. Rocard. Il s'agit de M. François Burck, secrétaire général adjoint de l'Union calédonienne, ancien prêtre et condisciple de Jean-Marie Tjibaou, qui a pris en main, avec autorité, l'appareil de son parti. Il s'agit surtout de Marie-Claude, l'épouse de Jean-Marie Tjibaou, militante respectée, qui a personnellement insisté pour que les réformes, dont son mari a payé le prix le plus lourd, suivent le cours prévu.

S'il fallait une image d'espoir, elle est venue, dimanche, de l'extraordinaire spectacle de tous les notables européens de Nouméa communiant, auprès des militants indépendantistes, devant deux cercueils drapés aux couleurs, naguère honnies, de « Kanaky »...

A. R.

● *El Moudjahid* : « La mort d'un juste ». – Le quotidien algérien *El Moujahid* a rendu dans son édition du samedi 6 mai un hommage appuyé à Jean-Marie Tjibaou. Sous le titre « La mort d'un juste », ce journal relève que le président du FLNKS disparu mérite *« amplement les louanges posthumes »*, même si *« il y a quelque indécence, écrit-il, à les lui décerner une fois qu'il est mort alors que de son vivant (...), il fut accusé d'être un terroriste jusqu'au-boutiste, un traître, une brute canaque coupable de vouloir arracher à la mère patrie ce petit morceau de France du Pacifique »*. *El Moujahid* se demande si cet assassinat va *« faire basculer le Caillou dans l'instabilité »* ou si *« le traumatisme aidant, il peut éloigner pour longtemps le spectre de la violence »*.

هكذا من الأصل

Politique

et les obsèques des deux chefs indépendantistes assassinés en Nouvelle-Calédonie

L'hommage des Canaques et des notables

NOUMÉA
de nos envoyés spéciaux

C'est dans une ville quasiment déserte, à la circulation soigneusement canalisée par les forces de police, que le cortège mortuaire a franchi, dimanche 7 mai, les 5 kilomètres qui séparent la morgue municipale de la cathédrale Saint-Joseph. Un adolescent canaque brandissant un drapeau de Kanaky claquant au vent ouvrait la voie, suivi de deux corbillards transportant les cercueils de Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné.

Encadrée par deux chaînes humaines constituées par le service d'ordre de l'Union calédonienne, la foule – mélanésienne dans son écrasante majorité – devait grossir au fil du trajet, atteignant environ six mille personnes à l'arrivée à la cathédrale. Massée à l'extérieur toute la matinée, elle a suivi grâce à des haut-parleurs l'office religieux œcuménique concélébré par Mgr Calvet et le pasteur Passa, Jean-Marie Tjibaou étant catholique et son lieutenant protestant.

Retransmises en direct par RFO, les funérailles auxquelles ont eu droit les deux chefs indépendantistes assassinés avaient tout d'une cérémonie officielle. Si Michel Rocard et son épouse étaient venus saluer la mémoire des deux signataires des accords de Matignon, les délégations venant du Pacifique sud – M. Gareth Evans, ministre australien des affaires étrangères ; Mme Hilda Lini, épouse du premier ministre du Vanuatu ; M. Geoffrey Palmer, vice premier-ministre néo-zélandais ; M. Michael Somaré, ministre des affaires étrangères de Papouasie-Nouvelle-Guinée – s'étaient déplacées pour rendre hommage à deux hommes d'Etat en puissance.

Quant à M. Jacques Lafleur, accompagné de son état-major au grand complet, c'est devant deux anciens ennemis *a priori* irréductibles, mais devenus subitement en juin 1988 ses partenaires d'une aventure commune, qu'il est venu s'incliner.

Le premier ministre, arrivé trop tard pour participer au cortège, a quitté la cathédrale après la fin de la cérémonie religieuse, pour se rendre à l'aéroport de Magenta, d'où les dépouilles des deux hommes, accompagnées de leurs familles, devaient être rapatriées dans leurs villages respectifs : Hienghène, dans un hélicoptère militaire, pour Jean-Marie Tjibaou, l'île de Maré, en avion, pour son second.

Sous un hangar de l'aéroport, on avait dressé une tribune, apporté quelques fauteuils, tendu un grand ruban tricolore. Les deux cercueils ont été amenés devant la tribune, revêtus chacun du drapeau de la Kanaky. MM. Jacques Lafleur et Dick Ukeiwé, les deux parlementaires RPCR, étaient là. Cadeaux coutumiers, gerbes de fleurs s'amoncelaient au pied des deux cercueils, devant lesquels a parlé M. Rocard. Le premier ministre a attendu, après être allé lui-même saluer les familles, que soient terminées les cérémonies coutumières avec les représentants des pays voisins.

Avant lui, M. Jean-Pierre Aifa, maire de Bourail, descendant de Kabyles déportés, a rendu hommage aux disparus. Ce modéré, qui milite depuis longtemps pour une indépendance multiraciale, n'a pas eu de mots assez durs pour qualifier la *« folie meurtrière d'un innommable »*. Mais il a aussi critiqué sévèrement le *« système colonial étouffant »* de la France en Nouvelle-Calédonie. Jean-Marie Tjibaou, *un « terroriste » ?* M. Aifa rappela que George Washington fut qualifié de *« terroriste »*, tout comme les résistants français des années 40.

Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné ont été tués chacun d'une balle dans la tête

Jean-Marie Tjibaou serait effectivement tombé sous les balles d'André Tangopi, inculpé samedi 6 mai d'assassinat et de tentative d'assassinat, selon un rapport des enquêteurs remis au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie. Blessé au genou par les gardes du corps de Jean-Marie Tjibaou lors de la fusillade qui a suivi l'attentat, ce militant d'Ouvéa est actuellement hospitalisé à Nouméa.

Le procureur de la République avait annoncé samedi, dans un communiqué, l'inculpation de Tangopi, mais il n'avait pas précisé quel avait été son rôle présumé, jeudi, sur le territoire de la tribu de Wadrilla. Une reconstitution aura lieu prochainement.

D'autre part, dans un communiqué, le parquet de Nouméa a précisé que *« les autopsies ont confirmé que Jean-Marie Tjibaou et Yeiwéné Yeiwéné sont décédés chacun d'une blessure par balle à la tête »*. *« La mort de Wéa Djoubelly a été provoquée par une balle qui l'a atteint à la partie supérieure du thorax »*, est-il ajouté.

Les autres personnes qui avaient été gardées à vue ont été relâchées.

Le premier ministre évoqua aussi les principes qui inspiraient les signataires des accords de Matignon et lança : *« Oui, désormais, de cet héritage nous sommes tous comptables. Nous, les responsables politiques, nous sommes comptables que l'équilibre de paix et de réconciliation ne soit pas entamé par le geste insensé de quelques illuminés criminels. Les accords de Matignon et de la rue Oudinot (...), la loi issue du référendum du 6 novembre 1988 (...) seront, j'en fais ici le serment, mis en œuvre scrupuleusement, dans leur esprit et dans leur lettre ». (...) Aux dirigeants de l'Union calédonienne et du FLNKS, ainsi qu'à l'ensemble des responsables politiques de Nouvelle-Calédonie signataires des accords, (...) je redis la détermination du gouvernement de poursuivre loyalement et résolument le chemin tracé avec eux. »*

M. Rocard, la voix blanche, conclut, sous le grand hangar silencieux : *« Jean-Marie Tjibaou, Yeiwéné Yeiwéné, vous allez quitter Nouméa pour votre dernier voyage. Puissent les regards de tristesse de ceux qui sont rassemblés ici aujourd'hui effacer d'autres regards, hier chargés de haine et d'incompréhension. (...) C'est l'ami qui accompagnera dans le respect de leur coutume et de leur tradition deux hommes libres, deux hommes droits, deux hommes justes. »*

Le premier ministre, en effet, n'avait pas tout à fait fini de dire adieu à ses amis assassinés. L'Hôtel Matignon avait envisagé un moment que M. Rocard pût aller à Hienghène, lundi 8 mai, pour les obsèques coutumières de Jean-Marie Tjibaou. Mais la famille, sans s'y opposer, a souligné le caractère intime et traditionnel de ces cérémonies. Finalement, M. Rocard n'est pas allé à Hienghène. C'est là, à l'aéroport de Magenta, aux portes de Nouméa, qu'il a « fait la coutume ».

De nouveau, on a chargé les deux corbillards des gerbes de fleurs et des deux cercueils. Le cortège – MM. Rocard et Le Pensec en tête, juste derrière quelques Mélanésiens – a suivi à pied les deux véhicules, qui traversaient lentement les pistes. Un vent presque frais balayait l'aéroport. Au loin, on apercevait des véliplanchistes qui se régalaient dans la brise.

Quelques milliers de canaques, contenus par des barrières, entouraient l'aéroport. Lorsque le lent cortège s'approcha des premiers rangs, le silence fut rompu par les pleurs des femmes qui sanglotaient douloureusement, sans retenue, la tête enfouie au creux des bras, ou qui laissaient couler leurs larmes en regardant passer les voitures funéraires.

L'émotion devint difficilement soutenable quand commença, devant l'hélicoptère et les avions qui emporteront définitivement les corps, la cérémonie d'échanges coutumiers. Quelques paquets de cigarettes, des pièces de tissu, quelques billets de banque, des petites boîtes d'allumettes. Après avoir déposé ses cadeaux, M. Rocard murmura : *« Ma coutume est celle de la France. Acceptez ce geste. C'est celui d'un ami. »* Un parent de Jean-Marie Tjibaou le remercia de *« partager avec nous ce moment de souffrance »*. Puis les familles des deux défunts échangèrent leurs propres cadeaux. Un parent de Yeiwéné Yeiwéné s'adressa à la famille de Jean-Marie Tjibaou, révéla que c'est Yeiwéné Yeiwéné qui avait enfreint la règle de sécurité, *« l'un ici, l'autre dehors »*. Il ajouta, s'adressant à Jean-Marie Tjibaou : *« Yeiwéné viendra te voir tous les jours, quand le soleil se lèvera à l'est. »* Sur la piste, bien peu d'yeux restèrent secs. La douleur des femmes, jusqu'alors muette, débordait. Au premier rang, quelques-uns des enfants de Jean-Marie Tjibaou, les siens et ceux de ses frères, qu'il avait recueillis quand ces derniers avaient eux-mêmes été assassinés...

M. et Mme Rocard et le haut-commissaire en Nouvelle-Calédonie, M. Grasset, embrassèrent les deux veuves. C'était fini. Les gerbes, perdant quelques fleurs à chaque fois, continuèrent leur propre voyage, chargées lentement, difficilement, dans l'hélicoptère ou dans l'avion.

Sans transition, la politique devait reprendre ses droits, et M. Rocard réunit une conférence de presse. Mais le premier ministre n'avait pas le cœur à jouer *« à cote d'un cercueil »* au *« jeu des questions et des réponses »*. Il s'est contenté de lire une déclaration pour affirmer de nouveau que la France ne se détournerait pas de l'application des accords de Matignon. Comme symbole de cette détermination, les élections provinciales seraient maintenues à la date prévue, le 11 juin, malgré le deuil coutumier.

JEAN-LOUIS ANDREANI
et FRÉDÉRIC BOBIN.

« Yeiwéné viendra te voir tous les jours »

Le visage toujours marqué d'une infinie tristesse, M. Rocard lui succéda à la tribune. Son intervention fut à la fois une oraison funèbre, un serment de fidélité, un message politique d'espoir. *« Vous êtes là parmi nous »*, lança-t-il devant les deux cercueils, avant de rappeler, précisément : *« C'est au nom de tous vos morts, pour qu'il n'y ait plus sur ce territoire de deuils inutiles, que vous avez partagé le rêve qu'ensemble, avec le député Jacques Lafleur, nous avons fait pour la Nouvelle-Calédonie. Un rêve de paix, de justice et de partage, un rêve de liberté et de vie. »*

La voix souvent brisée par l'émotion, M. Rocard égréna ses souvenirs, s'adressa à Jean-Marie Tjibaou,

A Tiendanite

« Tu nous apprenais la tolérance... »

HIENGHÈNE
de notre envoyé spécial

La petite tribu de Tiendanite enterre un nouveau mort. Le onzième, de mort violente. Les carcasses des deux camionnettes mitraillées en décembre 1984 sont toujours là, habillées d'étoffe multicolore, au bord d'une vallée recluse dans son silence, un silence à glacer le sang. Il y a quatre ans et demi, Vianney Tjibaou avait miraculeusement franchi la muraille de plombs. Aujourd'hui que l'on enterre son frère Jean-Marie, il reste le seul adulte de la tribu à porter le nom de Tjibaou.

La veille au soir, le littoral de la côte est s'était illuminé de mille foyers. C'est toute la « Kanaky » qui une nouvelle fois reprend le chemin de la petite tribu enclavée au fond de la vallée de Hienghène.

Le cercueil enveloppé du drapeau indépendantiste repose au pied d'un pin colonnaire. Rock Apickawa, le seul prêtre canaque à avoir été ordonné depuis Jean-Marie Tjibaou, remercie son aîné *« d'être resté prêtre jusqu'au bout »*. Mais l'éloge funèbre ne parvient à la foule que sous la forme de bribes décousues, lambeaux de voix qui aussitôt s'évaporent dans la moiteur de cette fin de matinée.

L'assistance est éclatée, fragmentée, s'agrippant au flanc des mamelons où trônent, incertaines, des cases de paille et de torchis. Jean-Marie Tjibaou est né sur un sol escarpé et précaire, celui que l'Histoire a assigné à ses aïeux.

Gérald Cortot, caldoche de l'Union calédonienne, fidèle entre les fidèles, évoque les longs trajets nocturnes à sillonner l'archipel afin de vaincre les réticences et mûrir les projets. Il rappelle aussi la colère rentrée devant les critiques injustes, blessantes, venant des uns ou des autres. *« Alors qu'on avait envie d'exploser, toi, tu nous apprenais la tolérance »*.

Ce sont maintenant les accents de l'*Ave Maria*, graves et stridents mêlés qui s'élèvent de la foule. Puis le cercueil disparaît dans la fosse, accompagné d'un flot de roses aux pétales écarlates, et les femmes de Tiendanite hurlent leur douleur. Hienghène inhume son onzième mort. Mais la foule entonne *« Ce n'est qu'un au revoir, ce n'est qu'un au revoir »*. Et les jeunes militants, eux, confient : *« Jean-Marie est mort. On continue. »*

F. B.

La préparation des élections européennes

M. Brice Lalonde refuse de choisir entre la liste du PS et celle des Verts

Interrogé dimanche 7 mai lors du « Grand Jury RTL-*le Monde* », M. Brice-Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, a refusé de choisir entre les listes en présence aux élections européennes : *« Je suis indépendant,* a-t-il dit, *et j'attends de voir les programmes (...). Partout, il y a des manques. Je suis légèrement inquiet des surenchères d'ordre écologique (...). M. Fabius a déjà organisé, en tant que président de l'Assemblée nationale, des réunions sur l'écologie, ce qui montre l'importance qu'il lui accorde (...), mais je trouve que devraient figurer sur la liste un peu plus d'écologistes. »* Comme on lui demandait si, en n'appelant pas à voter pour la liste conduite par M. Fabius, il n'avait pas l'impression de rompre la solidarité gouvernementale, M. Lalonde a répondu : *« C'est comme ça. »*

S'agissant des Verts, le ministre a eu cette réponse : *« Je suis un peu inquiet d'une dérive des Verts, notamment dans le domaine de l'environnement, où il y a un côté un peu contestataire (...). Il ne faut pas que les Français croient que c'est un retour en arrière (...). Sur le plan de la politique, je ne voudrais pas que s'opère une dérive gauchiste, extrémiste, du Parti des Verts, car cela découragerait beaucoup de Français (...). Chez Waechter, il y a un petit côté « Ah, qu'elle était bonne la civilisation agricole ! » (...). M. Waechter m'inquiète un peu car il se prononce contre l'Europe. »*

M. Waechter au « Club de la presse »

Interrogé au même moment au « Club de la presse d'Europe 1 », M. Waechter a répondu que les Verts *« sont pour l'Acte unique, à condition que, préalablement, soient harmonisées un certain nombre de normes et de règles dans les domaines de l'environnement et du social »*. Selon lui, les Verts ne sont pas contre la constitution d'une Europe de l'économie, pourvu que cette économie soit *« au service de la personne »*.

Interrogé le même jour au « Forum RMC », Daniel Cohn-Bendit, actuellement conseiller municipal de Francfort, a annoncé qu'il allait se présenter sur une liste des Verts en Italie. *« Mais,* a-t-il dit, *c'est une candidature symbolique. Je n'ai aucunement l'intention de siéger. »*

M. Fabius : une campagne de contacts

M. Laurent Fabius, tête de la liste socialiste pour les européennes, déclare, dans une interview que publie le *Journal du Dimanche*, qu'il mènera *« une campagne de contacts, de terrain »* et que ce sera *« une campagne d'équipe »*, avec *« Catherine Trautmann, le nouveau maire de Strasbourg (qui marquera aussi notre choix pour Strasbourg, capitale du Parlement européen), Claude Cheysson, qui a été membre de la Commission des Communautés, Alain Bombard, ami de longue date, et le professeur Léon Schwartzenberg, qui formeront l'équipe de base »*.

Les propositions de la liste socialiste seront *« précises »*, dit M. Fabius : *« une monnaie commune européenne, une charte des droits sociaux pour tous les salariés, l'augmentation des efforts pour l'enseignement des langues, un programme européen de lutte contre le sida, le cancer, la toxicomanie, une organisation communautaire pour protéger l'environnement »*.

M. Fabius se prononce pour la création d'un *« ministère européen de l'environnement »*. Selon lui, *« on devra avancer aussi vers une union politique de l'Europe. Cela prendra cinq, dix, quinze, vingt ans, dit-il, je n'en sais rien, mais cela devra se réaliser »*.

Interrogé sur un éventuel débat télévisé avec M. Valéry Giscard d'Estaing, tête de la liste UDF-RPR, M. Fabius répond que la *« solution la plus juste »* serait de débattre *avec les deux « candidats uniques » de l'opposition »*.

● **Soutien du MRC aux progressistes d'outre-mer.** — Le Mouvement des rénovateurs communistes a décidé d'appeler les électeurs d'outre-mer à voter pour la liste que *« les partis progressistes »* envisagent de présenter aux élections européennes. Le MRC affirme que, en cas de présentation d'une telle liste, *« la liste Europe-rénovateurs* [conduite par M. Claude Llabrès] *s'abstiendra de faire parvenir ses bulletins de vote hors de la métropole »*.

● **M. Noir soutient la liste RPR-UDF.** — Dans un communiqué publié vendredi 5 mai, M. Michel Noir *« apporte son soutien »* à la liste RPR-UDF pour les prochaines élections européennes. *« Malgré nos efforts constants,* déclare le maire de Lyon, principal chef de file des « rénovateurs » de l'opposition, *l'union de toute l'opposition n'a pu se réaliser. Aussi, en accord avec la décision collective du groupe des rénovateurs et fidèle à ma famille politique, j'ai décidé d'apporter mon soutien à la liste de l'opposition conduite par Valéry Giscard d'Estaing et Alain Juppé. »*

Partez en vacances avec Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que *le Monde* vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)
2 semaines	80 F	150 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	150 F	261 F
2 mois	260 F	482 F
3 mois	365 F	700 F

* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-98-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE _____
du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :
NOM _____ PRÉNOM _____
N° _____ RUE _____
LOCALITÉ _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____
PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT :
☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE N° de CB :

Date d'expiration : ___ ___ Signature :

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

81MON08

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Société

RELIGIONS

Empêché de rencontrer les catholiques d'Ukraine

Le cardinal Lustiger écourte son séjour en Union soviétique

Le cardinal Lustiger a décidé de rentrer à Paris lundi 8 mai, avec trois jours d'avance sur la date prévue de son retour d'Union soviétique, où, à l'invitation de l'Eglise russe orthodoxe, il était arrivé le 29 avril. Un communiqué commun du Patriarcat de Moscou et de l'archevêque de Paris, publié dimanche 7 mai, fait état de l'impossibilité, pour Mgr Lustiger, d'être reçu en Ukraine en raison de « l'absence » du métropolite Philarète de Kiev. Ce contretemps illustre l'ampleur du désaccord entre l'Eglise romaine et l'Eglise russe (la plus importante du monde orthodoxe avec soixante millions de baptisés), à propos des catholiques ukrainiens. Il ne devrait cependant pas affecter les relations entre le Vatican et l'Union soviétique.

Samedi, le cardinal Lustiger s'était entretenu à Moscou avec quelques dizaines de chrétiens dissidents, anciens des camps, intellectuels pour la plupart, à la fois membres actifs et contestataires de l'Eglise orthodoxe.

MOSCOU
de notre envoyé spécial

Il ne faisait guère de doute que le voyage en Union soviétique du cardinal Lustiger, *« l'oreille et la main du pape »*, selon le mot du métropolite orthodoxe Vladimir, de Rostov, servirait en quelque sorte de banc d'essai à une éventuelle visite de Jean-Paul II. Si l'on en juge par son terme précipité, l'expérience fut loin d'être concluante. Les milieux œcuméniques devront tirer les leçons de la visite écourtée de l'archevêque de Paris. Le climat n'est pas encore mûr pour un déplacement du pape en URSS, même à court ou à moyen terme.

Le cardinal français a été empêché par les évêques du Patriarcat orthodoxe de Moscou, dont on connaît les liens plus souvent contraints que volontaires avec le pouvoir soviétique, de se rendre à Kiev, en Ukraine. Le nom de cette ville est symbolique dans l'histoire religieuse européenne. Kiev est le berceau du christianisme actuel en Russie, en Biélorussie et en Ukraine. Le millénaire du baptême du prince Vladimir de Kiev, en 988, a été célébré l'an dernier dans le plus grand faste. Une délégation du Vatican y a même été reçue en juin dernier.

Fin de règne

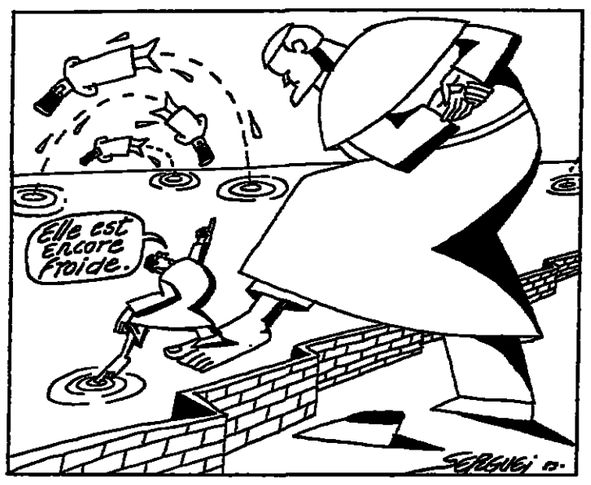
L'archevêque de Paris avait souhaité se rendre à son tour en Ukraine pour commémorer un événement qui est bien antérieur à la division entre catholiques et orthodoxes. Il n'a pas été autorisé à le faire. Lieu symbolique de l'Eglise encore unie, Kiev devenait le prétexte à un geste inamical et à un camouflet diplomatique visant un proche du pape : *« L'invitation initiale n'a pas été honorée jusqu'au bout*, a expliqué Mgr Lustiger aux journalistes. *Je n'ai reçu aucune explication suffisante sur le fait que personne ne pouvait me recevoir à Kiev. Je n'avais donc aucune raison de poursuivre ce voyage. »*

Cet incident, que le cardinal Lustiger n'entend pas grossir exagérément, illustre d'abord la paralysie qui règne à la tête de la hiérarchie orthodoxe depuis la maladie de Pimène, patriarche de Moscou et de toutes les Russies, âgé de soixante-dix-neuf ans, en fonctions depuis 1971, dont la lente fin de règne attise les querelles de succession.

L'archevêque de Paris avait été invité par la tendance la plus ouverte au Vatican, à l'œcuménisme et à l'Occident, représentée par des métropolites comme Philarète de Minsk, membre du Saint-Synode et président du département des relations extérieures de l'Eglise russe, Vladimir de Rostov, ou Juvénal, auxiliaire du patriarche pour la région de Moscou.

L'absence diplomatique de l'autre métropolite, Philarète, celui de Kiev, indisponible pour recevoir chez lui, en Ukraine, le cardinal Lustiger, souligné la résistance des milieux conservateurs, soucieux d'affirmer d'abord le caractère national de l'Eglise russe, qui, après plus de soixante ans de persécutions, sort enfin de l'ombre. Que ces rivalités internes aient éclaté à propos de l'Ukraine, cela n'a rien d'étonnant.

Malgré les efforts de dialogue et de rapprochement œcuménique menés depuis le concile Vatican II (1962-1965), la situation religieuse en Ukraine empoisonne les relations entre l'Eglise catholique romaine et l'Eglise russe orthodoxe.



Depuis 1946 en effet, date à laquelle elle a été incorporée de force par Staline à l'Eglise russe orthodoxe, l'Eglise catholique orientale n'a aucune existence officielle dans la République ukrainienne. C'est le résultat de plusieurs siècles d'une histoire agitée, souvent sanglante, au cours desquels Rome avait tenté de ramener dans le giron catholique des populations acquises à l'orthodoxie.

L'isolement des uniates

En Ukraine occidentale, où il sont surtout implantés, les catholiques uniates sont obligés de pratiquer leur culte dans la clandestinité avec des prêtres et des évêques secrètement ordonnés (1). Depuis la perestroïka, encouragés par les Ukrainiens immigrés (quatre millions environ) aux Etats-Unis, au Canada ou en France, ils réclament avec insistance la légalisation de leur Eglise.

A la surprise générale, M. Gorbatchev avait même reçu au Kremlin, en août 1987, une délégation d'uniates et, pendant la célébration du millénaire à Moscou, le cardinal Casaroli, secrétaire d'Etat du Vatican, avait abordé cette question taboue aussi bien avec le numéro un soviétique qu'avec la hiérarchie orthodoxe. La commission internationale de dialogue œcuménique réunissant catholiques et russes orthodoxes s'en était à son tour saisie pour la première fois à Valaamo, en Finlande, en juin 1988.

Mais, depuis, il semble que de nouvelles pressions se soient exercées sur les catholiques-ukrainiens à la faveur de la préparation de la nouvelle législation religieuse en Union soviétique. L'Etat serait revenu sur un avant-projet qui autorisait l'existence d'associations religieuses indépendantes des grandes Eglises ou confessions reconnues (Eglises orthodoxes de Russie et de Géorgie, Eglise arménienne, Eglise catholique de rite latin, baptistes, adventistes, musulmans, etc.). Ce recul serait dû à la progression de sectes ou de groupes islamistes dans les républiques musulmanes. Les catholiques de rite oriental en Ukraine feraient les frais de cette situation. Leur mécontentement est aujourd'hui d'autant plus grand que l'Eglise orthodoxe jouirait, dans les anciens diocèses catholiques d'Ukraine occidentale, de facilités plus grandes qu'ailleurs pour la reconnaissance d'associations et l'ouverture d'églises et de nouvelles paroisses. On comprend mieux qu'un déplacement du cardinal Lustiger aujourd'hui dans cette région ait été jugé inopportun.

Sa visite avait pourtant commencé dans le climat le plus cordial. Invité à Leningrad par le métropolite Alexis pour la célébration de la Pâque orthodoxe *(le Monde* du 3 mai), l'archevêque de Paris a pu ensuite s'entretenir à Moscou et à Zagorsk avec les principales personnalités de la hiérarchie russe. Dans les monastères de Zagorsk, samedi 6 mai, et de Novodevitchy, à Moscou, dimanche 7 mai, il s'est adressé directement aux fidèles russes, les invitant à *« un courage toujours plus grand dans la foi »*.

En huit jours d'un voyage qui l'a conduit également au milieu des populations catholiques baltes de Lituanie et de Lettonie *(le Monde* du 5 mai), le cardinal Lustiger n'a pas cessé d'encourager les croyants soviétiques à exploiter les évidentes possibilités que leur offre la nouvelle situation politique. *« Nous ne sommes pas des ennemis, nous avons besoin de l'Eglise orthodoxe, et celle-ci a besoin de nous »*, a-t-il affirmé à plusieurs reprises, convaincu que l'étape manquée de Kiev se rattrapera un jour ou l'autre. Hors communiqué officiel, l'invitation pour l'Ukraine lui a d'ailleurs été renouvelée...

HENRI TINCQ.

(1) Clandestins, les catholiques de rite byzantin sont impossibles à dénombrer. Ils sont surtout situés en Ukraine occidentale, dans les diocèses orthodoxes de Lvoff, Ivano-Frantosk, Ternopol, qui comptent six millions d'habitants. Cinq évêques et plusieurs centaines de prêtres auraient été également ordonnés clandestinement.

Réunie en synode national à Marseille

L'Eglise réformée de France à la recherche d'une nouvelle liturgie

MARSEILLE
de notre correspondant

Réunie à Marseille pendant le pont de l'Ascension, pour son synode annuel, l'Eglise réformée de France avait choisi pour thème de réflexion *« le sens du culte »*. La branche la plus importante du protestantisme français (400 000 fidèles s'en réclament sur un million de protestants) éprouve en effet le besoin de réfléchir à une nouvelle liturgie qui corresponde mieux aux préoccupations actuelles des fidèles.

Une base plus consensuelle

« Les fidèles de l'Eglise réformée de France fréquentent moins régulièrement le culte du dimanche que par le passé, reconnaît le pasteur Jean-Pierre Monsarrat, qui a été réélu à Marseille et pour trois ans président du Conseil national de l'Eglise réformée de France. *Et, bien que le tiers du corps pastoral soit en place depuis moins de dix ans, ce qui prouve un bon renouvellement, nous souffrons, comme d'autres Eglises, d'une crise de vocations. Sur quatre cents postes de pasteurs en France, 10 % sont vacants. Ce qui nous amène à réfléchir sur le sens du culte. Après la seconde guerre mondiale, l'Eglise réformée de France s'est dotée d'une liturgie qui, à l'époque, faisait consensus, mais, dans le cours des années, elle est apparue à beaucoup figée, inadaptée aux réalités. Dans les années 60-70 sont apparues des sortes de « cultes de secteurs », chaque pasteur étant laissé libre dans le choix des textes proposés à la réflexion des fidèles lors des cultes dominicaux. »*

Mais la diversité est devenue telle qu'on ne peut plus guère parler d'une liturgie collective. *« Nous devons tenir compte de cette diversité dans la célébration du culte*, admet le pasteur Monsarrat, *mais en même temps nous avons besoin d'un minimum de réflexion commune à toute l'Eglise réformée. » « Toutefois pas question d'imposer cette liturgie nouvelle par le haut »*, précise Laurent Gagnebin, professeur à la faculté de théologie protestante, qui a été chargé de présenter au synode national la synthèse des réflexions des huit synodes régionaux préparatoires. *« Notre tâche au sein d'un groupe de travail sera de collecter des textes existants qui sont utilisés lors des cultes, de les rassembler et de les proposer à l'essai afin de susciter les réactions des fidèles et, s'ils conviennent, de les adopter ensuite comme base d'une liturgie nouvelle, plus consensuelle. Et, pour éviter de retomber dans quelques années sur les mêmes pesanteurs, nous proposerons aux pasteurs un « classeur de liturgie ». Par exemple, on ne choisit pas les mêmes textes pour un culte télévisé ou pour un culte familial. Nous avons besoin d'une souplesse qui faisait défaut à l'ancienne liturgie et qui explique la désaffection dont elle a fait l'objet. »*

A l'automne, le groupe de travail de la commission nationale de liturgie, créée par le synode, se mettra à l'ouvrage pour proposer d'ici ou deux ans cette sorte de « liturgie à la carte » qui aura fait l'objet d'un vote établissant un « menu » commun de textes dans lesquels les pasteurs puiseront. Entre-temps, elle aura consulté des spécialistes de la communication, des artistes, des sociologues et des psychologues. *« Même en matière de théologie*, convient Laurent Gagnebin, *on ne peut plus travailler sans faire appel aux sciences humaines. »*

JEAN CONTRUCCI.

ENVIRONNEMENT

Le XXIe congrès des sociétés de protection de la nature

Les écologistes déçus de leur ministre

(Suite de la première page.)

« Négocier une charte est une chose – très longue, la signer en est une autre, et l'appliquer encore autre chose », a dû admettre la jeune chargée de mission, Xuan Thao Do Khac. Les municipalités, même en cette période de montée « verte », hésitent à se lancer dans un programme de protection de leur environnement avec les « écolos »...

Chaban « vert uni »

Si le vingt et unième congrès est resté pratiquement ignoré des foules bordelaises – occupées ailleurs en ce long week-end –, il a reçu, en revanche, trois visites symboliques. D'abord celle de M. Chaban-Delmas qui, lorsqu'il était premier ministre, en 1971, avait créé le ministère de l'environnement (confié à M. Robert Poujade) et qui porte toujours une cravate « vert uni », comme il l'a souligné lors de son passage éclair. Ensuite celle de M. Antoine Waechter, tête de liste des Verts aux élections européennes, qui a mis en garde ses amis contre *« ceux qui s'introduisent par le trou de l'ozone sur des listes que nous ne maîtrisons pas »* – il n'a pas nommé M. Laurent Fabius. Aux militants de la « fédé » qui l'interrogent sur sa liste, il répond, rassurant, que cinq militants associatifs figurent parmi les dix premiers. *« On reproche aux Verts de ne pas être assez naturalistes. Soit. Voilà pourquoi il faut investir le parti des Verts »*, lance l'imperturbable Alsacien, qui s'arrange pour disparaître avant l'arrivée de M. Brice Lalonde, son rival honni, devenu secrétaire d'Etat à l'environnement et aux risques majeurs.

Visiblement fatigué, tant par ses obligations de ministre que par la perspective d'affronter une salle hostile, Brice Lalonde répond au président qui s'est plaint de l'insuffisance des moyens de l'administration : *« Je préfère être un bon ministre plutôt qu'avoir un grand ministère »*. Provocation ? Sans doute. Il enfonce le clou : *« La relance des politiques environnementales n'est pas due à des événements magiques mais à la volonté des gouvernements. »*. Sifflets désapprobateurs de militants qui se voient renvoyés d'une pichenette au rôle de comparses encombrants. Mais pour tenter d'amadouer ses détracteurs – très majoritaires au sein de la fédération – il révèle – sous de timides applaudissements de surprise – l'annulation de la déclaration d'utilité publique de la ligne à haute tension de Louron, entre la France et l'Espagne. Il rappelle également que huit Etats d'Afrique francophone et la France ont accepté le mois dernier à Ouagadougou d'inscrire l'éléphant en annexe un de la Convention de Washington – ce qui répond à l'attente de nombreux naturalistes soucieux de la survie du pachyderme.

Enfin, il annonce la création probable, après le parc national de la Guadeloupe qu'il inaugurera en juillet prochain, d'un parc international du Mont Blanc, en accord avec la Suisse et l'Italie. Mais la salle, qui n'a d'oreilles que pour le barrage de Serre-de-la-Fare (Haute-Loire) et la chasse aux tourterelles dans le Médoc, à quelques portées de plomb du congrès, reste de marbre. Les anti-barrage et les anti-chasse le harcèlent de questions. Brice Lalonde, excédé par ces trois heures de confrontation stérile, les compare aux *« orphelins du marxisme qui attendent l'autobus de la Révolution »*. Le courant ne passe pas entre l'écologiste devenu ministre et les militants associatifs restés écolos.

ROGER CANS.

Bruges (Gironde), ville modèle

La commune de Bruges (neuf mille habitants) a de la chance. Bien qu'elle touche à Bordeaux, la métropole, elle a réussi à préserver une qualité de vie que beaucoup de banlieusards lui envient. Son maire, Raymond Mansud, un paisible centriste qui attaque son sixième mandat – un quart de siècle de bons et loyaux services – s'est en effet laissé convaincre par un adjoint « écolo » de sauver un marais que plusieurs voulaient drainer et lotir. En 1983, avec l'aide de l'Etat, la municipalité rachète donc 268 hectares de marais pour en faire une réserve naturelle. Consultée, la population a massivement approuvé l'initiative. Seuls les chasseurs, toujours très chatouilleux sur leurs droits en Gironde, ont manifesté leur désaccord.

Malgré leurs menaces et leurs voies de fait – une grange incendiée en 1987, le gardien poignardé il y a deux mois par un braconnier surpris en flagrant délit – le maire a tenu bon. Il a même signé une charte avec l'association locale de protection de la nature – la SEPANSO – afin de lancer l'opération « mille communes pour l'environnement européen ». Il a l'intention d'aggrandir encore la réserve par de nouvelles acquisitions de terrains. Et il vient de racheter une très belle propriété privée que des promoteurs voulaient lotir, afin d'en faire un centre de réception pour la ville.

La réserve naturelle du marais de Bruges, aujourd'hui, est dotée de plusieurs affûts couverts pour l'observation des oiseaux, trop heureux de trouver là une escale préservée sur la route des migrations. Un couple de cigognes niche même au haut d'un vieux chêne aménagé par les naturalistes. Pour entretenir les prairies humides sans recourir à des engins dérangeants, les responsables de la réserve ont introduit des vaches pyrénéennes en voie d'extinction (la « casta », dont il ne reste que soixante-douze spécimens) et des poneys des Landes.

Le public bordelais apprécie cette réserve devenue un lieu de promenade béni pour les amateurs de nature préservée. *« Pensez donc*, dit l'un d'eux : *un nid de cigogne et une héronnière à 6 kilomètres de la place des Quinconces, c'est fantastique ! »*.

R. C.

FAITS DIVERS

Revendiqué par l'Armée révolutionnaire bretonne

Un attentat provoque d'importants dégâts matériels dans l'hôtel régional des Pays-de-Loire à Nantes

Un attentat à l'explosif a été commis dimanche 7 mai, vers 3 h 30 du matin, contre les bâtiments de l'hôtel de région des Pays de Loire, situé sur l'île Beaulieu, à Nantes. L'engin, vraisemblablement une bombe de fabrication artisanale, placé à l'extérieur des locaux de conseil régional, a provoqué des dégâts matériels importants, soufflant l'ensemble des vitres, endommageant les poutrelles métalliques et provoquant un début d'incendie dans les salons d'honneur.

Cet attentat a été revendiqué tant par des appels téléphoniques anonymes que dans un tract laissé sur place par des personnes affirmant appartenir à l'Armée révolutionnaire bretonne, branche armée de l'ex-Front de libération de la Bretagne (FLB), mouvement dissous en 1974. Les auteurs de cet attentat revendiquant le *« rattachement de la Loire-Atlantique à la région Bretagne »*, ont indiqué que la cible choisie, l'hôtel de région des Pays de Loire, était le symbole *« des décrets Pétain consacrant la partition administrative de la Bretagne »*. L'ARB reprend ainsi l'une de ses revendications majeures, le rattachement à la région Bretagne – composée de quatre départements (Finistère, Morbihan, Côtes-du-Nord et Ille-et-Vilaine) – de la Loire-Atlantique, rattachée, elle, à la région Pays de Loire.

● **Arrêt des recherches aériennes pour retrouver le cargo « le Huron ».** Les recherches aériennes pour retrouver le cargo chypriote *le Huron* ont cessé. Celui-ci avait disparu le 4 mai, au large de l'île de la Réunion, dans l'océan Indien. Le cargo avait lancé un SOS indiquant que les vingt-quatre membres de l'équipage évacuaient le navire grâce aux canots de sauvetage, car celui-ci coulait, une voie d'eau s'étant déclarée à l'avant. Deux cargos et un appareil Transall ont fouillé, en vain, le feu du naufrage situé à 1 250 kilomètres au sud-ouest de la Réunion, sans découvrir la moindre trace du naufrage. Un bâtiment de la Marine nationale, *la Rieuse* devrait poursuivre les recherches quelque temps.

● **Six morts dans un accident d'avion au Mexique.** – Six des dix-huit passagers d'un appareil de la compagnie mexicaine Aerocozumel sont morts, le 6 mai, dans la chute de leur avion, près de Cancun. Le pilote avait signalé que l'un des moteurs était tombé en panne peu avant que l'appareil s'écrase dans la jungle.

Les cérémonies de la Victoire

Quelques drapeaux tricolores claquant au vent, des sonneries martiales, les représentants de l'Etat décorant de vieux briscards sous le regard étonné des touristes pendant que les Français courant les routes : les anciens combattants devaient célébrer lundi 8 mai le souvenir de la capitulation de l'Allemagne nazie, il y a quarante-quatre ans. A Paris, le chef de l'Etat devait présider les cérémonies commémoratives, à 10 h 30 place de l'Etoile. Puis à 18 h 15, en présence des délégués d'associations d'anciens combattants, il devait ranimer la flamme brûlant depuis soixante-neuf ans sur le tombeau du soldat inconnu.

Ces gestes rituels sont une façon de rappeler que l'Europe démocratique s'est construite sur les ruines du IIIe Reich.

1988 : 12 mois d'actualité, un an d'histoire.
Larousse *et* Le Monde *signent le JOURNAL DE L'ANNÉE*

هكذا من الأصل

Société

POINT DE VUE

Supplique d'un juge de base

par Didier Gallot
juge d'instruction au tribunal de grande instance des Sables-d'Olonne

CE qu'il est convenu d'appeler le procès Jobic ne présente qu'un seul intérêt : celui d'avoir mis en évidence la réalité du fonctionnement de la justice pénale française. Désormais, les rêveries et les vœux pieux de la commission *Delmas-Marty*, les réflexions de certains enseignants, avocats pénalistes et autres gardes des sceaux sur cette merveilleuse institution que serait la justice *française*, sans la souillure du juge d'instruction, paraissent totalement surréalistes et hallucinants.

Chacun a pu mesurer les rôles respectifs de la police et de la magistrature. Les débats du procès ont mis en évidence les méthodes que certains membres de la hiérarchie de la police parisienne avaient mises en œuvre pour sauver l'un des leurs : rafles de prostituées sans bases légales, rapports diffamatoires sur le juge Hayat, enregistrement de témoignages en dehors de tout cadre juridique, etc. Les procédés qui apparurent lors du procès avaient pour but de venir en aide à un prévenu. Je laisse à la commission Delmas-Marty le soin d'imaginer ce qui pourrait se passer si ces mêmes hommes décidaient de « faire tomber » quelqu'un.

Je tiens à souligner le fait que je considère ces pratiques comme tout à fait marginales et exceptionnelles, *limitées en tout état de cause au* marigot parisien et à quelques hommes. La province dans son ensemble ne pose aucun de ces problèmes. Le pouvoir politique est loin, et toutes les conditions sont réunies pour qu'enquêteurs et magistrats travaillent en relations étroites, dans le respect des règles du code de procédure pénale. Les commissions rogatoires sont alors réellement des *délégations* de pouvoirs consenties en toute connaissance de cause. *L'enquêteur a un* visage. Le système qui consiste à déléguer aveuglément des pouvoirs à un service que l'on ne connaît pas, sachant que le préfet de police sera averti avant le juge mandant en cas de difficultés, est inacceptable pour des magistrats qui entendent exercer la plénitude de leurs attributions.

Et je n'évoque ici que les leviers officiels. Il faudrait, pour être complet, parler des hiérarchies parallèles, des lobbies politiques des cercles (républicains ou non), des loges, de tout ce que certains d'entre nous découvrent avec effarement lorsqu'ils ne se contentent pas de constituer de beaux dossiers bien classés aboutissant à la condamnation des sinistrés sociaux qui constituent 95 % de leur clientèle.

Si le déroulement du procès Jobic a dévoilé certaines pratiques parisiennes, il a également permis aux observateurs *de bonne foi de* mesurer le rôle et l'ambiguïté du parquet. Cette composante de la magistrature, serve par fonction, est totalement dévouée au pouvoir politique quel qu'il soit. Or non seulement le ministère public dispose de la maîtrise de l'opportunité des poursuites, mais encore il est chargé d'exécuter les décisions des juges du siège. Une étude récente a mis en évidence sa redoutable efficacité sur ce point : 25 % seulement des peines d'emprisonnement ferme prononcées par le tribunal correctionnel de Paris sont effectivement accomplies. En ces périodes de surpopulation carcérale, il n'est pas de petites économies. Les magistrats du parquet, totalement hiérarchisés, voués à l'obéissance, sont dirigés par des prédateurs se recrutant essentiellement dans les organisations professionnelles marquées politiquement. C'est à eux que sont réservées les quelques légions d'honneur que veulent bien leur laisser le monde du spectacle, le show-business, la haute couture et autres fripiers.

L'inexorable dégradation

Quant aux juges du siège, belle indépendance en vérité d'hommes et de femmes qui ne maîtrisent ni leur saisine ni l'exécution de leurs décisions. Comment, dans ces conditions, s'étonner que les préoccupations de carrière, d'heures des biberons, de durée des délibérés, de notation, l'emportent hélas sur d'autres considérations plus dignes ?

Nous, magistrats, sommes aussi responsables de l'inexorable dégradation de l'institution. Nous nous sommes laissés, telle une pauvre chiourme affolée, enfermer dans un système dans lequel seule compte la statistique : nombre de jugements rendus, durée des délibérés, etc. Nous assistons sans protester au passage de la notion de pouvoir *judiciaire puis d'autorité judiciaire* à celle de service public de la justice. Mal à l'aise dans la fonction répressive, le magistrat cherche à trouver une légitimité nouvelle dans la technicité et la rapidité. Tout l'y encourage. Ainsi de sursis avec mise à l'épreuve en travaux d'intérêt général, de suspension de permis de conduire en jours-amende, condamnations amnistiées aussitôt que prononcées, la justice française devient une machine administrative dont le rêve secret est de ne plus faire de peine à quiconque (sauf aux conducteurs en état d'ivresse). Hélas ! les faits sont têtus et les prisons pleines...

Et c'est dans ce contexte général que certains parlent de supprimer le juge d'instruction dont les pouvoirs feraient peser un danger permanent *sur les libertés individuelles. Ils* rêvent de cette procédure accusatoire anglo-saxonne qu'ils parent d'autant plus de toutes les vertus *qu'ils ne la connaissent pas.*

Imaginez plutôt : d'un côté la police et le parquet, de l'autre la défense. Le justiciable sera bien servi ! Des services d'enquête dont le procès Jobic a démontré qu'ils savaient très bien occulter ou développer ce qu'ils voulaient. Un parquet aux ordres du pouvoir politique. Des juridictions de jugement superbes d'indépendance et d'ignorance, rendant au pire des décisions qui pourront très bien n'être jamais *exécutées.* Sans compter tous les petits arrangements possibles. Quel confort désormais pour des pouvoirs politiques entraînés dans la spirale infernale de leur financement qui, nécessairement, à un moment ou à un autre, les amène à croiser des hommes que les soucis idéologiques et les scrupules n'habitent guère.

D'abord réformer

Or le seul moment de la vie judiciaire où un magistrat du siège, indépendant s'il le veut, joue un rôle sur l'action publique est celui de l'information. Saisi par le parquet mais aussi par les victimes des infractions par le biais de la constitution de partie civile, le juge d'instruction est un des rares espaces d'indépendance de notre système qui ne soit pas privé de toute prise sur la réalité. C'est cette institution *qui réunit contre elle une coalition* de tous bords et de tous milieux.

Certes plus de juges d'instruction, plus d'affaire de vrai-faux passeport, plus de notables jetés en prison, plus de dossier Coral, plus d'affaires désagréables ! Il ne restera plus que des marionnettes manipulées par le pouvoir politique lancées sur des affaires gênantes pour le concurrent de la boutique d'en face ou de celle d'à côté et qui seront classées dès l'obtention du *résultat voulu.*

Alors, je vous en supplie, mesdames messieurs les réformateurs, écoutez la supplique d'un juge de base attaché par-dessus tout à son indépendance et que désespère la perspective de l'inefficacité totale.

La suppression du juge d'instruction passe par une réforme complète et totale de notre système. Il serait nécessaire de modifier radicalement l'organisation du ministère public, le déhiérarchiser, supprimer son indivisibilité, le rendre inamovible, soumettre la décison de classement à des formations collégiales indépendantes. Libérer les magistrats de leurs soucis de carrière par la dissociation du grade de l'*emploi*. Renforcer le contrôle de l'exercice de la P.J. dans son ensemble. Bref, faire des autorités de poursuite des *magistrats à part* entière et que, enfin, la toge ne soit plus à la remorque des armes.

Alors, et alors seulement, *réclamez* la suppression du juge d'instruction et de ses pouvoirs exorbitants !

La justice à force d'être malade *est désormais* moribonde dans ce pays. Le temps des réformes est peut-être venu. Mais ne rêvons pas : l'enfer est pavé de bonnes intentions et elles ne se feront pas dans le sens que j'évoquais plus haut. Dans ces conditions, mieux vaut un malade qu'un mort vivant. Ou alors suivons tout de suite les conseils prodigués par le célèbre Pied-Nickelé Croquignol : supprimons les lois pénales et il n'y aura plus de délinquants.

Europe 1993

Club de réflexion très britannique et très conservateur

Le Groupe de Bruges s'emploie à diffuser la pensée thatchérienne...

Mme Margaret Thatcher a récemment fait parvenir aux hauts fonctionnaires britanniques chargés des affaires européennes une directive les invitant à résister, avec plus d'énergie, aux tentatives de la Commission de Bruxelles pour harmoniser la vie sociale dans les différents pays de la CEE. *« Nous devons surveiller très attentivement la tendance de la Commission à acquérir une compétence toujours croissante sur des sujets qui ne sont pas nécessairement liés à la création du grand marché unique de 1992 »*, a-t-elle ainsi déclaré le 2 mai aux Communes. Le premier ministre britannique avait notamment en tête l'éducation, la législation sociale (y compris le rôle des syndicats) et la politique fiscale.

La Dame de fer avait lancé spectaculairement sa campagne contre les « empiètements » de la Commission lors d'un discours à Bruges, le 20 septembre dernier. Le Groupe de Bruges, un club de réflexion proche du parti conservateur, s'emploie à diffuser ces idées dans les milieux de droite britanniques et européens. Des contacts ont ainsi été noués en France avec M. Alain Madelin.

LONDRES
de notre correspondant

L'adresse est prestigieuse. Qui peut se vanter, dans la classe politique, d'avoir pignon sur rue à Jermyn Street, une des artères commerçantes les plus huppées de la capitale, à proximité immédiate des clubs de Pall Mall, où jadis des gentlemen, qui se connaissaient tous entre eux, réglaient leurs affaires, celles de leur famille, ou du pays, calmement, après le café, un cigare à la main ? Tel est en tout cas l'endroit choisi comme siège social par le Groupe de Bruges, un club de réflexion qui a pour objectif la défense de l'identité britannique au sein de l'« Europe des patries ».

Le maître des lieux a ... vingt ans. Il s'appelle Patrick Robertson et contrairement à ce qu'on pourrait croire, il n'a pas de fortune personnelle. L'argent provient de quelques entreprises connues (British Petroleum, Hanover Trust) et d'un donateur, plus généreux que les autres puisqu'il paye le loyer. Patrick Robertson, étudiant de deuxième année en histoire moderne à Oxford, secrétaire-fondateur du Groupe de Bruges, n'éprouve aucune gêne à fournir le nom de la société de gestion de portefeuilles de la City qui assure ainsi son ordinaire : Wallace Smith Trust.

Patrick Robertson a été séduit par le discours quelque peu « gaullien », en tout cas résolument hostile à l'idée d'une quelconque supranationalité européenne, prononcé le 20 septembre dernier à Bruges devant le Collège de l'Europe, par Mme Thatcher. Le nom de son groupe de réflexion s'imposait de lui-même.

Le manifeste du Groupe de Bruges, récemment publié dans la perspective des élections européennes de juin prochain, est dans le *droit-fil de la pensée thatchérienne.* Autant dire qu'il est plutôt flou pour un Continental, mais que les Britanniques comprennent d'emblée de quoi il s'agit. Ce n'est pas un pamphlet anti-européen, et les acquis de l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté ne sont jamais remis en cause. Pour résumer, tout ce qui va dans le sens de la levée des barrières économiques est excellent.

Tout ce qui tend à une centralisation dans quelque domaine que ce soit doit être examiné soigneusement...

Des affinités sur le continent

Inutile de préciser, dans ces conditions, que le Groupe de Bruges est hostile à la création d'institutions (Banque centrale, monnaie commune, législations sociale et syndicale unique, etc.) qui aboutiraient à créer des outils de souveraineté supplémentaires pour les bureaucrates de Bruxelles. Ceux-ci ont pour mission de lever les obstacles douaniers et *de permettre la libre circulation* des biens, des personnes et des idées. Ils n'ont pas à décider par exemple quelle doit être la politique d'immigration, laquelle relève de la souveraineté de chaque pays concerné.

La même remarque vaut pour toute la réglementation qui touche à la vie de l'entreprise. Patrick Robertson et ses amis n'ont rien contre des circulaires communautaires *qui* fixeraient, par exemple, des normes minimales en matière d'hygiène et de sécurité. Mais ils ne veulent pas entendre parler de textes *qui obligeraient pas exemple tous* les chefs d'entreprises européens à adopter la participation à l'allemande, ou qui attribueraient d'emblée un rôle de contrôle, voire de gestion, aux syndicats.

On comprend mieux, en parcourant la littérature du Groupe de Bruges, en quoi les propos de *M. Jacques Delors, le 9 septembre,* devant le congrès des syndicats britanniques (TUC), ont pu choquer de nombreux conservateurs britanniques en général, et Mme Thatcher en particulier. Le président de la Commission européenne avait développé avec enthousiasme l'idée d'une Europe « sociale ». Mme Thatcher, furieuse d'être ainsi contredite dans son pays même, et devant ses pires ennemis, répliquait onze jours plus tard, à Bruges, sur le mode cinglant qui est parfois le sien : *« Nous n'avons pas réussi à faire reculer l'Etat en Grande-Bretagne pour nous le voir imposer de nouveau au niveau européen, avec un super-Etat exerçant, à partir de Bruxelles, sa domination. »*

Les affinités du Groupe de Bruges avec certains hommes politiques *continentaux sont évidentes.* Lord Harris, figure de proue de la pensée libérale, souvent consulté par Mme Thatcher, est à la fois le président de ce club, le gourou du jeune Patrick Robertson, et... un ami personnel de M. Alain Madelin. L'idée d'une organisation regroupant tous ceux qui, dans les pays de la Communauté, ont *la même vision* d'une Europe des nations, libérale et antisocialiste, fait visiblement son chemin.

Un Comité pour l'Europe des patries, affilié au Groupe de Bruges, a été récemment créé en France. On compte parmi ses premiers adhérents M. Jean Foyer, ancien ministre de la justice. M. Yvon Blot, ancien député du Pas-de-Calais, est également très actif dans la constitution de cette « internationale » libérale hostile à la supranationalité mais totalement acquise à l'Europe économique.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Pour une « véritable union politique »

« La volonté politique nécessaire pour transformer la Communauté en véritable union politique est l'affaire de tous. Le scrutin du 18 juin 1989 peut et doit être l'acte de naissance de l'union politique de l'Europe. » Cette conviction est celle de l'Intergroupe fédéraliste pour l'union européenne, qui, à la veille des troisièmes élections européennes, lance un appel en adjurant *« les citoyens de se rendre massivement aux urnes ».*

Formé de cent soixante députés européens issus de tous les groupes politiques et de tous les pays membres de la CEE, l'Intergroupe fédéraliste a pour objectif la réalisation de l'unité politique de l'Europe. Pour ce faire, dans une première étape, le nouveau Parlement devrait se voir confier, selon l'Intergroupe, un mandat pour élaborer un projet d'union à soumettre aux ratifications nationales.

[Sont membres de l'Intergroupe fédéraliste les députés européens français suivants : MM. Jean-Pierre Abelin, Michel Debatisse, Jacques Mallet, Pierre Pflimlin, Jean-Marie Vanlerenberghe, Mme Nicole Fontaine, inscrits au Parti populaire européen (groupe démocrate-chrétien) ; MM. Alain Bombard, Jean-Pierre Cot, Louis Eyraud, Georges Sutra de Germa, inscrits au groupe socialiste ; M. Alfred Coste-Floret et Mme Jacqueline Thome-Patenôtre, inscrits au groupe des rénovateurs et du rassemblement des démocrates européens ; M. Michel Poniatowski, groupe libéral, démocratique et réformateur.]

Lire aussi

• La préparation des élections européennes ...... p. 8

Calendrier

• **Mercredi 10 et jeudi 11 mai.** — Colloque « Quelle politique de l'environnement pour 1993 ? », à l'Assemblée nationale, en présence, jeudi, de MM. Jacques Delors et Brice Lalonde.

• **Jeudi 11.** — M. Jacques Delors s'entretient avec le président de la République, M. François Mitterrand, puis avec le premier ministre, M. Michel Rocard, et intervient au Club de *l'Expansion.*

• **Jeudi 11 et vendredi 12.** — Réunion à Madrid du Groupe de Trévi, formé des ministres de l'intérieur des Douze et chargé d'élaborer les mesures à prendre *en matière de sécurité à la suite* de la suppression des frontières intracommunautaires.

Communication

En France et en Belgique

Nouvelles protestations contre « Télévision sans frontières »

Les protestations contre le projet de directive « Télévision sans frontières » continuent, en France comme en Belgique. Le 22 mai, à la veille du débat au Parlement européen, les Etats généraux de la culture et le Comité d'action pour l'Europe du cinéma et de l'audiovisuel organisent ensemble une action commune : « Un train nommé culture », au départ de Paris, rejoindra Strasbourg avec à son bord des artistes qui diront leur *« stupéfaction »* de voir le conseil des ministres européen refuser de contraindre les chaînes à diffuser *« une proportion majoritaire d'œuvres européennes ».*

Parallèlement, le personnel de la radio publique belge vient, lui aussi, de protester pendant deux jours à l'appel d'un « front commun syndical ». Les principaux journaux parlés de la RTBF (francophone) et de la RTB (flamande) ont été décalés d'une minute, mardi 2 et mercredi 3 mai. Dans un communiqué lu sur les ondes, le personnel souligne que l'introduction d'un *système de quotas* permettrait *« d'éviter un déferlement des productions américaines et japonaises moins chères »*, qui menace les *« produits et la culture européens ».*

M. Herzog demande à M. Delors d'entendre le « cri » des professionnels européens de l'audiovisuel

M. Philippe Herzog, tête de la liste du PCF aux élections européennes, a adressé, le 3 mai, une lettre à M. Jacques Delors, président de la Commission européenne dans laquelle il lui demande d'*« entendre le cri des créateurs et des professionnels des pays de la communauté et les propositions qu'ils avancent pour une autre organisation du marché ».*

Après avoir reproché à la Commission européenne de soutenir le conseil des ministres des Douze *« dans son refus d'établir des quotas de diffusion d'œuvres européennes »*, M. Herzog écrit : *« La capacité de création et donc l'identité culturelle des pays de la Communauté sont gravement menacées. Tandis que se poursuivent des efforts pour définir une norme de télévision haute définition européenne, ce qui est nécessaire, on ne comprendrait pas que cela serve à diffuser des séries à bon marché américaines ou japonaises. »*

« Avant même le vote final du Parlement (sur la directive *« télévision sans frontières »*, fixé au 24 mai), *la Commission sera amenée à indiquer si elle préconise une définition précise des quotas offrant une protection suffisante pour l'essor de créations européennes »*, observe M. Herzog qui poursuit : *« Si vous le faites, vous contribuerez à la construction d'une Europe de l'audiovisuel respectueuse des cultures européennes. Votre position aura une grande importance. Elle pèsera notamment sur les débats du conseil des ministres des Douze, à qui appartient la décision finale. Au contraire, si la Commission européenne ne soutenait pas cette voie, elle prendrait la responsabilité d'un effondrement des capacités de création culturelle autonome en Europe. »*

Le Carnet du Monde

Décès

— L'Entraide des travailleurs intellectuels, association reconnue d'utilité publique,
a le regret de faire part du décès de son président

M. Pierre DEMONDION,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,

survenu le 3 mai 1989.

Les obsèques ont eu lieu à Frémainville le 6 mai 1989.

17, rue Saint-Dominique,
75007 Paris.

— La Confédération des travailleurs intellectuels de France
Et son président maître Maurice Letulle,
ont le regret de faire part du décès de son vice-président,

M. Pierre DEMONDION,
commandeur de la Légion d'honneur,
commandeur
de l'ordre national du Mérite,

survenu le 3 mai 1989.

Les obsèques ont eu lieu à Frémainville le 6 mai 1989.

17, rue Saint-Dominique,
75007 Paris.

— Les familles Cornier et Rist,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Léonard RIST,
née Eva Cornier,

survenu dans sa quatre-vingt-sixième année, le 30 avril à Versailles, où elle repose désormais.

« Alors il leur toucha les yeux en disant : « Qu'il vous soit fait selon votre foi. » Et leurs yeux furent ouverts. »

Mathieu IX, 29.

18 *ter*, rue du Parc-de-Clagny,
78000 Versailles.

— M. Paul Josse,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Georges Baudry,
leur fille et leurs petits-fils,
M. et Mme François Parfait,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Josse,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Pierre JOSSE,
née Lucienne Lesage,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenu le 3 mai 1989, à l'âge de quatre-vingt-douze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 10 mai 1989, à 9 h 45, en l'église Saint-Joseph d'Enghien-les-Bains (Val-d'Oise), où l'on se réunira.

L'inhumation aura lieu au cimetière Saint-Roch à Grenoble (Isère), le jeudi 11 mai, à 10 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

875, rue Louis-Blériot,
78530 Buc.
La Borie,
24620 Les Eyzies-de-Tayac.
3, square Lamartine,
75116 Paris.
71 *bis*, rue Tahère,
92210 Saint-Cloud.

Soutenances de thèses

— Université Paris-IV (Paris-Sorbonne), le samedi 27 mai à 9 h 30, salle 331, escalier G, Institut d'Occident moderne, M. Jacques Ducoin : « Naufrages, conditions de navigation et assurance dans la marine de commerce du XVIIIe siècle, le cas de Nantes et de son trafic colonial avec les îles d'Amérique ».

— Université Paris-V (René-Descartes), le mardi 30 mai à 13 heures, salle 224, *galerie Claude-Bernard,* escalier P, 1er étage, 1, rue Victor-Cousin, M. Ahmed Lalaoui : « Un exemple de transition au socialisme (le cas de l'Algérie 1962-1979 ».

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 8 mai

TF 1

20.40 Téléfilm : Lundi noir. De Jean-François Delassus, avec Magali Noël, Henri Serre, Bernard Dhéran. *Après le krach boursier d'octobre 1987, un vieux journaliste enquête sur la mort d'un agent de change.* **22.10 Magazine : Santé à la Une.** D'Igor Barrère, présenté par Anne Barrère et Robert Namias. La médecine humanitaire. Avec les docteurs Rony Brauman (Médecins sans frontières), Patrick Aeberhard (Médecins du monde), Philippe Augoyard et Claude Malhuret. **23.35 Journal et Météo. 23.55 Magazine : Minuit sport. 0.25 Série : Drôles d'histoires. Mésaventures :** Une bonne tête. **0.40 Documentaire : Histoires naturelles.** La pêche à la courbine dans le Sud marocain.

A 2

20.40 La marche du siècle. Emission de Jean-Marie Cavada. Thème : « La vie à un fil ». Les grands malades et les accidentés qui ont frôlé la mort. **22.30 Flash d'informations.**

22 H 15
JEAN MICHEL JARRE
LE CONCERT DE LONDRES
CE SOIR SUR A2
ET EN STÉRÉO SUR NRJ
SON ALBUM "RÉVOLUTIONS"

▶ **22.35 Concert Jean-Michel Jarre.** Destination Docklands : Les concerts de Londres des 6 et 9 octobre 1988. **23.35 Informations : 24 heures sur la 2. 23.55 Météo. 23.58 Soixante secondes.** Ali Akbar Velayati, ministre iranien des affaires étrangères. **0.00 Magazine : Du côté de chez Fred** (rediff.). Spécial Gustav Mahler.

FR 3

20.35 Cinéma : Ne tirez pas sur le dentiste ■ Film américain d'Arthur Hiller (1979). Avec Peter Falk, Alan Arkin, Richard Libertini. **22.20 Journal et Météo. 22.45 Magazine : Océaniques.** Je ne dirai rien, de Claire Doutriaux. *L'histoire d'une fresque peinte par deux Allemands dans un petit village de la France occupée.* **23.40 Musiques, musique.** Quatuor K 80, de Mozart, par le Quatuor Parisii.

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : la Déchirure ■■ Film anglais de Roland Joffé (1984). Avec Sam Waterston, Haing S. Ngor, John Malkovitch. **22.45 Flash d'informations.** Magazine : Bobsgolfoot. A 22.50, football ; à 23.20, boxe ; à 23.50, basket. **0.45 Cinéma : le Justicier de New-York** □ Film américain de Michael Winner (1985). Avec Charles Bronson, Deborah Raffin, Ed Lauter (v.o.). **2.10. Magazine : Avance sur image.**

LA 5

20.30 Cinéma : l'Enfer mécanique ■ Film américain d'Elliot Silverstein (1976). Avec James Brolin, Kathleen Lloyd, John Marley. **22.20 Les rubriques de Saugrin. 22.50 Téléfilm : Les envoûtés.** De Jerry Thorpe. *Mystérieux incendies dans une école de filles.* **0.00 Journal de minuit. 0.05 Les envoûtés** (suite). **0.15 L'inspecteur Derrick** (rediff.). **1.15 Série : Les veuves au parfum. 2.50 Journal de la nuit. 2.55 Les dames de cœur** (rediff.). **3.50 Candice, ce n'est pas sérieux** (rediff.). **4.05 Bouvard et compagnie** (rediff.). **4.20 Tendresse et passion** (rediff.). **4.45 Série : Une vie. 5.05 Voisin, voisine** (rediff.).

M 6

20.35 Téléfilm : La prisonnière du camp de Malaya. De Quentin Lawrence, avec Jack Hedley, Barbara Shelley. *Héroïsme en 1949.* **21.55 Série : Clair de lune. 22.45 Six minutes d'informations. 22.50 Magazine : Club 6.** De Pierre Bouteiller. **23.50 Magazine : Jazz 6.** De Philippe Adler. **0.20 L'homme de fer** (rediff.). **1.10 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Ondes de choc** (rediff.). **2.55 Magazine : Adventure** (rediff.). **3.20 Magazine : Quand la science mène l'enquête** (rediff.). **4.15 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 4.35 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **5.00 Ondes de choc** (rediff.). **5.50 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 6.10 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 L'histoire en direct. Les forces nucléaires françaises aujourd'hui. **21.30 En compagnie de Georges Hyvernaud.** Avec Jean Marais, Pierre Dux, Jean Davy, René Berthier, Fanny Marette, Mme Hyvernaud-Profit et l'Association des comédiens combattants. **22.40 Cote d'amour. 0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Walt Disney.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Renseignements sur Apollon. Concert (en direct de Brême) : Masaniello furioso, opéra de Keiser par l'ensemble Fiori musicali, et le Chœur de l'Académie de musique ancienne de Brême, dir. : Thomas Albert ; sol. : David Cordier, haute-contre ; Wilfried Jochens, *ténor* ; Harry Van der Kamp, basse ; Christophe Prégardien, ténor ; Barbara Scheick, soprano. A 22.30, Concerto vocale : Rachmaninov par Rachmaninov. A 23.07, Variations symphoniques op. 78, de Dvorak ; Andante festivo, de Sibelius ; Rodrigo (acte II), de Haendel. **0.30 Dossiers.** Les artistes professionnels des arts du spectacle s'interrogent sur leur avenir.

Mardi 9 mai

TF 1

14.30 Téléfilm : Beate Klarsfeld. De Michael Lindsay-Hoog, avec Farrah Fawcett, Géraldine Page, Catherine Allégret. *Le combat d'une femme contre les criminels de guerre nazis.* **16.05 Série : Drôles d'histoires. Mésaventures :** Ouvrage de dame. **16.35 Variétés : La chance aux chansons. 16.55 Club Dorothée.** Les chevaliers du zodiaque ; Tu chantes, tu gagnes ; Lamu. **17.55 Série : Les rues de San-Francisco.** L'or mortel. **18.50 Avis de recherche. 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.25 Jeu : La roue de la fortune. 20.00 Journal, Météo et Tapis vert. 20.45 Football.** Quart de finale de la Coupe de France (match retour).

En cas de prolongations, les émissions qui suivent seront retardées.

22.35 Magazine : Ciel, mon mardi ! Présenté par Christophe Dechavanne. **0.00 Journal et Météo. 0.20 Magazine : Livres en tête.** De Joseph Poli et Jacques Duquesne. **0.30 Série : Drôles d'histoires. Mésaventures :** Erreur de jeunesse.

A 2

15.15 Magazine : Du côté de chez Fred. De Frédéric Mitterrand. Spécial Farah Diba (1re partie). *Après dix ans de silence, celle qui fut au centre du pouvoir en Iran a accepté de répondre aux questions parfois difficiles de Frédéric Mitterrand.* **16.10 Flash d'informations. 16.15 Série : Les mystères de l'Ouest.** La nuit du pélican. **16.55 Flash d'informations. 17.00 Magazine : Graffitis.** Présenté par Groucho et Chico. Lady Oscar ; Quick et Flupke ; Grafficurieux ; La petite merveille. **18.00 Série : Les deux font la paire. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.** D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol. **19.10 Actualités régionales. 19.30 Plaisir de rire : L'appart.** La pantoufle à lunettes. **20.00 Journal. 20.30 Météo. 20.35 Cinéma : la Cuisine au beurre** □ Film français de Gilles Grangier (1963). Avec Fernandel, Bourvil, Claire Maurier. **22.00 Flash d'informations. 22.05 Magazine : Stars à la barre.** Présenté par Daniel Bilalian. Thème : « Parapsychologie et surnaturel ». **23.20 Informations : 24 heures sur la 2. 23.40 Météo. 23.43 Soixante secondes.** Pierre Boutang, philosophe. **23.45 Magazine : Du côté de chez Fred** (rediff.).

FR 3

▶ **14.30 Magazine : C'est pas juste.** D'Agnès Vincent, présenté par Vincent Perrot, Evelyne Pagès, Agnès Vincent. **15.30 Magazine : Télé-Caroline.** Présenté par Caroline Tresca. Vidéo look ; Mon héros préféré ; Cinéma, livres, théâtre ; Attraction ; Top sixties ; Télé chic, télé choc ; Papy. mamy ; Viens faire un tour...billon ; Le jeu de la séduction ; Variétés ; Et à 16.00, le flash d'informations. **17.00 Flash d'informations : Spécial jeunes.** *De 17.05 à 18.00 Amuse 3.* **17.05 Petit ours brun. 17.06 Ulysse 31. 17.10 Tom Sawyer. 17.35 Signé Cat'a eyes. 18.00 1789 au jour le jour. 18.02 Magazine : Drevet vend la mèche.** Présenté par Patrice Drevet. **18.30 Jeu : Questions pour un champion.** Animé par Julien Lepers. **19.00 Le 19-20 de l'information.** De 19.10 à 19.30, le journal de la région. **19.58 Dessin animé : Denver, le dernier dinosaure. 20.05 Jeu : La classe.** Présenté par Fabrice. **20.25 INC. 20.35 Téléfilm : Les frères Rico.** De Paul Wendkos, avec Ben Gazzara, Jack Carter. *Un mafioso désavoué par ses pairs.* **21.55 Journal et Météo. 22.20 Télévision régionale.**

CANAL PLUS

15.20 Cinéma : la Grande Triche ■ Film américain de Jeremy Paul Kagan (1978). Avec Richard Dreyfuss, Susan Anspach. **17.05 Magazine : Tranches de Part. 17.10 Magazine : Rapido.** D'Antoine de Caunes. **17.40 Cabou cadin.** Calimero et Priscilla ; Comte Mordicus. *En clair jusqu'à 20.30.* **18.30 Dessins animés : Ça cartoon.** Présentés par Philippe Dana. **18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50.** Présenté par Marc Toesca. **19.30 Magazine : Nulle part ailleurs.** Invitée : Yvette Horner. **20.30 Cinéma : Alouette, je te plumerai** ■ Film français de Pierre Zucca (1987). Avec Claude Chabrol, Valérie Allain, Fabrice Lucchini. **22.00 Flash d'informations. 22.05 Cinéma : le Justicier de New-York** □ Film américain de Michael Winner (1985). Avec Charles Bronson, Deborah Raffin, Ed Lauter. **23.30 Cinéma : les Mauvais Garçons** □ Film américain de Rick Rosenthal (1983). Avec Sean Penn, Reni Santoni, Esai Morales (v.o.). **1.15 Cinéma : Dans la chaleur de Saint-Tropez.** Film français classé X de Gérard Kikoïne (1981). Avec Marilyn Jess, Jean-Pierre Armand.

LA 5

14.45 Série : Kung fu. 15.45 Série : Lou Grant. *De 16.50 à 18.05 Dessins animés.* **16.50 Lone Ranger. 17.15 Rémi sans famille. 17.40 Les défenseurs de la Terre. 18.05 Série : Arnold et Willy. 18.30 Bouvard et compagnie. 18.50 Journal images. 19.00 Série : K 2000. 20.00 Journal. 20.30 Cinéma : le Fou du labo 4** □ Film français de Jacques Besnard (1967). Avec Bernard Blier, Jean Lefebvre, Pierre Brasseur. **22.30 Magazine : Ciné Cinq** (rediff.). **22.40 Téléfilm : Les héros sont fatigants.** De Roger Duchowny. *Des flics à la poursuite d'un assassin.* **0.00 Journal de minuit. 0.05 Les héros sont fatigants** (suite). **0.40 L'inspecteur Derrick** (rediff.). **1.45 Série : Les veuves au parfum** (rediff.). **3.25 Journal de la nuit.**

M 6

14.35 Musique : Boulevard des clips. 16.05 Jeu : Quizz cœur. 16.50 Hit, hit, hit, bourra ! 17.05 Série : L'homme de fer. 18.05 Série : Brigade de nuit. 19.00 Série : Cagney et Lacey. 19.54 Six minutes d'informations. 20.00 Série : Madame est servie. 20.35 Téléfilm : Un tueur dans New-York. De Jud Taylor, avec Martin Sheen. *Le détective Ed Zigo est à sa recherche.* **22.05 Série : Clair de lune. 22.55 Six minutes d'informations. 23.00 Magazine : Turbo** (rediff.). **23.30 Magazine : Adventure** (rediff.). **23.55 L'homme de fer** (rediff.). **0.45 Musique : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Quand la science mène l'enquête** (rediff.). **2.55 Magazine : Le glaive et la balance** (rediff.). **3.20 Magazine : Ondes de choc** (rediff.). **4.15 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 4.35 Magazine : Adventure** (rediff.). **5.00 Magazine : Quand la science mène l'enquête** (rediff.). **5.50 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 6.10 Feuilleton : Les Mohicans de Paris. 6.30 Musique : Boulevard des clips.**

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. Dossier : Un physicien de la turbulence au Palais de la découverte. **21.30 Mémoires du siècle.** Katia Granoff (rediffusion du 19 août 1985). **22.40 Nuits magnétiques.** Trompe-l'œil-trompe-l'oreille. **0.05 Du jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda.** Walt Disney.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné les 21 et 22 avril au Châtelet dans le cadre du cycle Mahler) : Symphonie nº 3 en ré mineur, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique, le Chœur et la Maîtrise de Radio-France, dir. Eliahu Inbal ; sol. : Waltraud Meier, mezzo-soprano. **22.30 La galaxie des traditions. 23.07 Club d'archives.** Felix Weingartner (1863-1942) : Concerto grosso op. 6 nº 6, de Haendel ; Symphonie nº 8 en fa majeur op. 93, de Beethoven ; Mephisto-valse, de Liszt ; Tannhäuser (prélude de l'acte III) et Tristan et Isolde, de Wagner ; Les plus belles rééditions récentes. **1.00 Je vous dis maître...** Théodore Dubois.

Les ventes de « la Croix » ont augmenté de 1 % en 1988...

Le quotidien *la Croix* (groupe Bayard-Presse) a augmenté ses ventes de 1 % en 1988 (104 403 exemplaires vendus contre 103 340 en 1987), et le taux d'abonnement (93 000 exemplaires soit 80 % des ventes) augmente depuis le dernier trimestre 1988. « *Ce score positif marque une rupture dans la tendance à la stabilisation de la diffusion du journal, observée depuis plusieurs années* ».

Cependant, l'équilibre de *la Croix* ne sera réalisé qu'en 1991-1992. Les dépenses de fabrication et les grèves des postes de l'hiver ont entraîné en effet un déficit de 7,4 millions de francs en 1988.

... et celles de « Ouest-France » de 3,3 %

L'Office de justification de la diffusion (OJD) a confirmé, mardi 25 avril, la première place occupée par *Ouest-France* au sein de la presse française. En 1988, le tirage moyen a été de 847 039 exemplaires (soit 3,9 % de plus qu'en 1987), la diffusion totale de 765 195 exemplaires (+ 3,5 %) et la diffusion totale payée, de 745 665 exemplaires (+ 3,3 %). Le tirage maximal a eu lieu le 16 août 1988 avec 1 300 000 exemplaires.

Chaque nuit, le quotidien régional réalise 360 pages différentes qui alimentent 38 éditions couvrant la Bretagne, la Basse-Normandie et les Pays de la Loire. – *(Corresp.)*

Parution de « la Revue des journaux du temps passé »

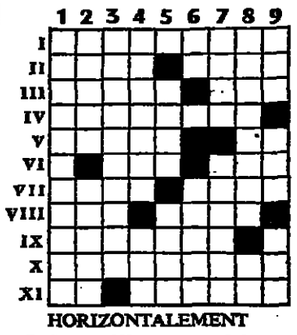
La campagne de France (mai-juin 1940) vue à travers les éditions de l'époque, la première séance du cinématographe vue à travers les titres *la Nature* et *le Radical* de 1896 : en plus des fac-similés des journaux de ces différentes époques et d'articles les situant dans leur contexte, le nouveau trimestriel *la Revue des journaux du temps passé*, vendu en kiosques (59 F), propose divers articles (sur l'origine du mot « journaliste » par exemple) et les fac-similés de seize journaux de 1789 (*le Courier national, l'Ami du peuple, etc.*).

La Revue des journaux du temps passé, 15, rue Douy-Delcupe, 93100 Montreuil.

Informations « services »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 4997



HORIZONTALEMENT

I. Les chiffres des unités. – II. Fut capitale en Chine. Vient du Perche. – III. Aromatisé comme un apéritif. Pas appréciée dans le calice. – IV. Des femmes qui se font suivre. – V. Rejoint le Rhône. Lie. – VI. Paroisse d'un bon curé. Peut être marqué au fer. – VII. S'occupait des affaires pendant que Charles attendait. Gros, n'est pas apprécié par ceux qui marchent à la baguette. – VIII. Fête. Sentinelles occasionnelles. – IX. Comme un feu d'enfer. – X. Certains servent de flotteurs. – XI. Avait une tête de faucon. Une Américaine.

VERTICALEMENT

1. Est chargé du contrôle des bagages. – 2. Rendent le béton plus compact. Comme la place quand on a fait le vide. – 3. Se comporter comme un roi. – 4. Fermement entouré. N'est pas sombre. – 5. D'un auxiliaire. Un minimum pour le bon sens. – 6. Parfois double pour un fer. Des gens de bonne foi. – 7. Est bien plus avantagé qu'un quadrupède. Plat, en Espagne. – 8. Un petit frémissement. Quartier d'Agen. – 9. Cours d'eau. Un élément de soutien. Très gras et salé.

Solution du problème nº 4996

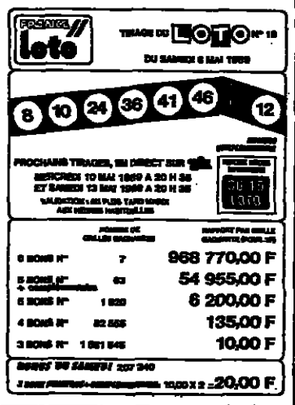
Horizontalement

I. Blasphématrices. – II. Rogations. Orage. – III. Api. Orné. Sir. En. – IV. Vit. Su. Etirés. – V. On. Cédait. Eta. – VI. Io. Incollable. – VII. Cadran. Liée. – VIII. Ases. Eues. Epi. – IX. Ise. Fesser. Il. – X. Sosie. Eunecte. – XI. Su. Tressauter. – XII. Ipomée. Dit. En. – XIII. Eire. Corseter. – XIV. Régleur. Etage. – XV. Ean. Epilées.

Verticalement

1. Bravo. Caissiers. – 2. Lopin. Assoupie. – 3. Agit. Idées. Orge. – 4. Sa. Cors. Mêla. – 5. Ptôse. Fête. Eu. – 6. Hirudinée. Reçu. – 7. Eon. An. Usée. Ore. – 8. Mnésiclès. Sûr. – 9. As. Toisées. Sal. – 10. Se. Lè. Ruade. – 11. Roitelet. Nuitée. – 12. Irrita. Netteté. – 13. Ça. Râble. Ce. Ras. – 14. Egée. Pitre. – 15. Sensée. Ile. Nues.

GUY BROUTY.

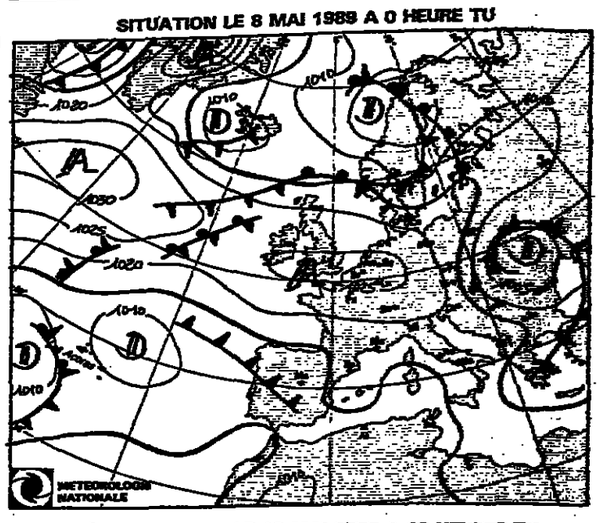


● **Solitude.** – Pour lutter contre la solitude un certain nombre de personnes célibataires, veuves, divorcées, séparées, hommes et femmes de tous milieux sociaux et d'un âge variant entre vingt-cinq ans et soixante-cinq ans se sont réunies en associations organisant des loisirs culturels et défendant leurs droits sociaux. Ces associations viennent de se grouper au sein d'une Fédération nationale des associations de personnes seules de France.

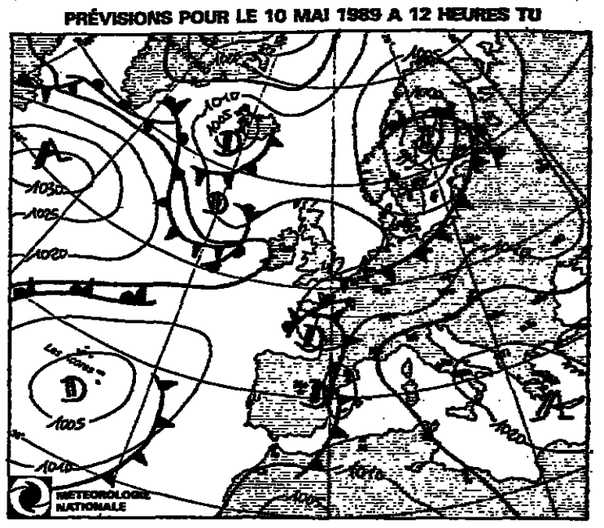
★ **FNAPS : Centre culturel des Mazades, 10, avenue des Mazades, 31200 Toulouse.**

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 8 MAI 1989 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 10 MAI 1989 A 12 HEURES TU



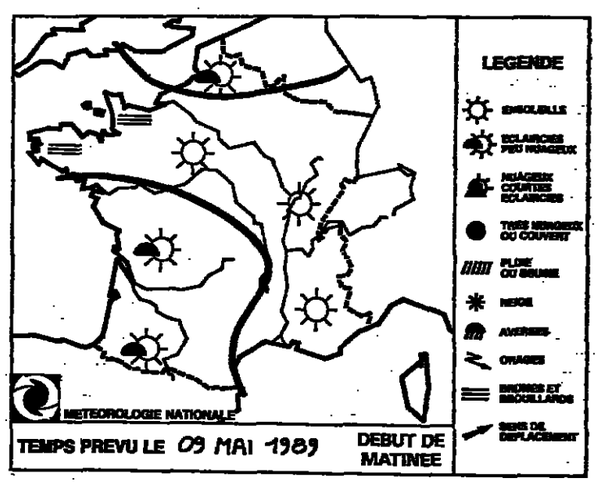
Evolution probable du temps en France entre le lundi 8 mai à 0 heure et le mardi 9 mai à 24 heures.

Les conditions anticycloniques sont en train de faiblir nettement, par le nord et surtout par le sud. Cet affaiblissement par le sud va apporter sur la France des masses d'air chaud où pourront se développer des orages.

Mardi : soleil et chaleur. Des orages possibles.

La journée de mardi sera, comme les jours passés, très ensoleillée. Les brumes nocturnes et matinales seront très rares, elles toucheront surtout les régions proches de la Manche. Côté températures : le matin sur le quart nord-est il fera 5 ou 6 degrés, dans le Massif Central 4 à 5 degrés, alors que nous aurons 8 à 10 degrés dans l'Ouest et 11 à 14 degrés sur la moitié sud. L'après-midi, il fera 20 degrés au nord de la Loire (16 ou 17 degrés près de la Manche, 22 degrés dans l'Est). Au sud de la Loire, il fera 25 à 27 degrés et jusqu'à 30 degrés dans le Sud-Ouest.

Les régions au sud de la Loire jusqu'aux Pyrénées verront leur ciel voilé de nuages élevés, des nuages qui ne cacheront généralement pas le soleil. Mais des orages isolés pourront se déclencher : dès l'après-midi pour le Sud-Ouest, plutôt vers le soir dans le Massif Central et le Centre, voire en Bourgogne que ces nuages atteindront alors.



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 7-5-1989 à 6 heures TU et le 8-5-1989 à 6 heures TU — le 8-5-1989

FRANCE				ÉTRANGER					
AJACCIO	24	10	O	ALGER	25	14	N	LOS ANGELES	22	15	D
BIARRITZ	21	11	D	AMSTERDAM	14	5	N	LUXEMBOURG	14	5	D
BORDEAUX	25	12	D	ATHÈNES	22	15	C	MADRID	30	11	N
BOURGES	19	7	D	BANGKOK	34	25	C	MARRAKECH	28	13	D
BREST	19	6	D	BARCELONE	23	11	D	MEXICO	26	11	B
CAEN	14	5	D	BELGRADE	13	6	C	MILAN	21	8	D
CHERBOURG	12	7	D	BERLIN	10	5	N	MONTRÉAL	16	9	A
CLERMONT-FERR.	19	2	D	BRUXELLES	14	4	N	MOSCOU	17	6	D
DIJON	10	5	D	LE CAIRE	26	17	D	NAIROBI	26	15	P
GRENOBLE-St-M.	24	5	D	COPENHAGUE	15	6	C	NEW-YORK	23	19	N
LILLE	15	4	B	DAKAR	25	21	D	OSLO	16	5	N
LIMOGES	20	9	D	DELHI	38	24	D	PALMA-DE-MAJ.	29	11	N
LYON	20	6	D	DJERBA	30	16	D	PÉKIN	23	16	D
MARSEILLE-MAR.	24	13	D	GENÈVE	19	4	D	RIO-DE-JANEIRO	24	21	P
NANCY	15	3	N	HONGKONG	28	23	N	ROME	21	6	D
NANTES	20	9	D	ISTANBUL	19	7	P	SINGAPOUR	34	24	C
NICE	20	14	N	JÉRUSALEM	19	8	D	STOCKHOLM	16	7	P
PARIS-MONTS.	17	8	D	LISBONNE	20	15	C	SYDNEY	21	17	C
PAU	26	10	D	LONDRES	19	7	D	TOKYO	12	11	A
PERPIGNAN	30	10	D					TUNIS	27	9	D
RENNES	20	6	D					VARSOVIE	12	6	N
ST-ETIENNE	20	3	D					VENISE	18	9	D
STRASBOURG	17	4	N					VIENNE			

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

هكذا مزح الأجهل

THÉATRE

La troisième Nuit des Molières

Gais mais pas dupes

Parterre chaleureux pour une cérémonie contrastée : sous les applaudissements, les inquiétudes d'une profession qui se sent lâchée par son ministre.

TRISTAN VALLS/ENGUERAND

Eugène Ionesco

La troisième Nuit des Molières, retransmise le dimanche 7 mai du Théâtre du Châtelet en direct sur Antenne 2, a permis à un vaste public de mesurer une nouvelle fois l'enthousiasme des gens de théâtre. Même si un sketch mené par le comédien Francis Perrin devait permettre à plus d'un millier de professionnels de montrer à quel point ils savent jouer — ou feindre — la joie et la colère, chacun s'est levé spontanément pour fêter justement, dans l'ordre, les deux parrains de la soirée, Pierre Dux et Jeanne Moreau, puis le couple Colette Brosset-Robert Dhéry, le dramaturge Eugène Ionesco, Raymond Devos, irrésistible dans son remerciement après qu'il a été distingué pour le meilleur one-man show, et Maria Casarès, pudique, magnifique quand elle fut élue meilleure comédienne de l'année pour son interprétation du rôle-titre d'Hécube, d'Euripide, dans la mise en scène de Bernard Sobel à Gennevilliers.

Un spectacle a singulièrement rassemblé les voix de l'association professionnelle et artistique du théâtre : *Hamlet*, de William Shakespeare, créé l'été dernier dans la cour d'*honneur du Palais des papes* lors du Festival d'Avignon. Il a reçu quatre Molières : meilleur acteur, Gérard Desarthe ; meilleur metteur en scène, Patrice Chéreau ; meilleur décorateur, Richard Peduzzi ; meilleur créateur de costumes, Jacques Schmidt. L'occasion pour son metteur en scène d'annoncer une reprise de ce spectacle l'hiver prochain à la Grand Halle de La Villette.

Un outsider a ravi le titre de meilleur spectacle de l'année du théâtre public : *le Foyer*, d'Octave Mirbeau, dans une mise en scène de Régis Santon, créé au Théâtre de la Plaine et à l'affiche aujourd'hui des Bouffes-Parisiens. Outsider encore, récompensé pour le meilleur spectacle de l'année du théâtre privé : *l'Avare*, de Molière, *mise en scène* de Jacques Mauclair au théâtre du Marais.

Dans la catégorie des « petites distinctions », on a pu se réjouir des Molières décernés à deux jeunes femmes : Christine Murillo, pour son second rôle dans *la Mouette*, de Tchekhov, mise en scène d'Andreï Kouchalovski, et Elisabeth Macocco, révélation théâtrale de l'année pour *Callas*, mise en scène de Dominique Lardenois.

Au-delà de cette brillante distribution de prix, on retiendra de cette soirée le visage magnifique de l'un de nos plus grands dramaturges, Eugène Ionesco, et l'élégance drolatique et toujours renouvelée de sa plume. Il devait lancer un avertissement qui résumait bien le ton de la soirée, *« Soyons gais, mais ne soyons pas dupes ! »* Gais mais pas dupes, Gérard Desarthe et Maria Casarès qui, en recevant leurs prix, devaient alerter l'opinion et leur ministre de tutelle, Jack Lang, sur les quotas de création européenne à la télévision. On discutait il y a peu de 60 % d'œuvres européennes sur les chaînes de la Communauté, on ne parle plus aujourd'hui que d'une « majorité » très mal définie d'œuvres communautaires sur les petits écrans...

Gai mais pas dupe, Jean-Claude Brialy, directeur du Théâtre des Bouffes-Parisiens, qui demandait au ministre de la culture de ne pas abandonner les neuf théâtres privés parisiens qui sont à vendre ces jours-ci et appelait les responsables des chaînes à ouvrir, aux heures de grande écoute, leurs antennes aux arts de la scène.

Pour la première fois peut-être, représentants du théâtre public et privé communiaient dans la même inquiétude. Jack Lang, pourtant nourri de théâtre, créateur du Festival mondial de Nancy et ancien directeur du Théâtre national de Chaillot, n'a pas eu un mot pour ses anciens compagnons depuis sa prise de fonctions au printemps de l'année dernière. Plus grave, personne dans son entourage — à son cabinet comme à la direction du théâtre — ne s'est attaqué depuis un an aux dossiers en suspens d'une profession morcelée, divisée, dont les structures sont obsolètes et les modes de financement dépassés. Pour la plupart des professionnels, la seule décision venue du ministère fut cet hiver un resserrement de leurs moyens d'action. Leur inquiétude se mesurait l'autre soir à l'insistance courtoise mais résolue de leurs adresses au ministre de la culture.

OLIVIER SCHMITT.

« Le Mariage de Figaro » à Marseille

Voltiges de l'amour

Beaumarchais était-il révolutionnaire ? Il savait en tout cas décrire son temps et parler des amours fugaces.

Après Antoine Vitez à la Comédie-Française, et Marcelle Tassencourt à Versailles, Marcel Maréchal met en scène à Marseille au Théâtre de la Criée, *le Mariage de Figaro* de Beaumarchais. C'est le problème quand on cherche dans le répertoire classique de quoi célébrer le Bicentenaire, on n'a pas trop le choix. Heureusement, Marcel Maréchal laisse de côté le caractère prérévolutionnaire (d'ailleurs douteux) du personnage de Figaro. Dans le programme il cite une chanson qui fait partie de la pièce *« Si l'amour porte des ailes/N'est-ce pas pour voltiger »*, placée en exergue de *la Règle du jeu*. Il se réclame du chef-d'œuvre de Jean Renoir, et en retrouve, c'est vrai, le sens du jeu, la douceur nostalgique du plaisir fuyant.

Marcel Maréchal n'a pas évacué les rapports sociaux. Ils existent chez Beaumarchais, qui n'est pas plus idéologue que prophète, mais a su raconter son temps, la nonchalance intellectuelle d'une noblesse trop confortablement installée dans ses privilèges, les ambitions d'une classe nouvelle, celles des domestiques qui se sont éduqués, sont devenus indispensables dans la marche du pays. Marcel Maréchal avait envisagé de monter *Maître Puntila et son valet Matti*, de Brecht, et le *fera la saison prochaine, pour prolonger* l'analyse de cette relation équivoque entre patron et employé...

Ici, chez Beaumarchais, c'est une *affaire de nom. Le nom donne aux* aristocrates leur pouvoir, ils l'ont en charge, doivent le maintenir, en sauvegarder l'honneur. Figaro est un bâtard, un enfant trouvé. Il fait partie d'une sorte de grande famille qui appartient au comte. Seulement, sa propre famille, il veut, il va la fonder avec Suzanne, camériste de la comtesse. Marcel Maréchal les voit tous deux comme *« des jeunes gens gais, mais âpres, qui ont toute la vie devant eux. La comtesse et le comte ont vécu »*. Etant donné le passé commun du comte, de la comtesse Rosine et de Figaro (voir *le Barbier de Séville*), ce n'est pas vraiment logique, mais justifie l'absence de complicité entre maître et valet, leur détachement réciproque.

Marcel Maréchal joue le comte. Il en fait un brave homme qui ne veut surtout rien comprendre, n'a pas vu le monde changer, le temps passer, qui cherche désespérément à prolonger ce temps disparu. Il est un peu ridicule, mais peut se le permettre, son nom le protège encore. Marcel Maréchal est drôle avec finesse, émouvant avec pudeur, moins libertin que jouisseur, mais tellement paresseux, jusque dans ses amours ! Il s'ennuie, joue à désirer plutôt qu'il ne désire, ne trompe pas la comtesse — Nelly Borgeaud, trop dramatique pour cette mise en scène — il l'a en quelque sorte oubliée dans sa chambre.

Il a du charme, et ce charme indolent, cette insouciance mélancolique s'étendent sur le spectacle, dans les décors sobres de Nicolas Sire, peu de meubles, un bosquet en demi-cercle pour le cinquième acte. Les comédiens, pour la plupart, ont trouvé à renouveler des personnages pourtant stéréotypés : Michèle Grellier, Marceline trop blonde, Michel Demiautte merveilleux Bazile, voyeur lucide, élégant escroc tout en noir... Chérubin est joué par une comédienne, Chantal Lavallée, insupportablement caricaturale. Marcel Maréchal avait utilisé la théâtralité et le trouble du travesti dans *Falstaff*. Jany Gastaldi y était le prince Henri. C'était superbe, c'était Jany Gastaldi.

Le Figaro de Jean-Paul Bordes est jeune. Moins gai, moins bondissant que l'aurait voulu Marcel Maréchal, mais il en possède le côté âpre. Plus agressif qu'insolent, plus obstiné que malin, sérieusement amoureux de Suzanne, il nuance avec sensibilité le grand monologue par lequel Figaro, porte-parole de Beaumarchais, exprime ses doutes, ses angoisses, sa philosophie. Quant à Suzanne — Sabine Haudepin — elle est fine, délicieuse, drôle, charmeuse, vulnérable, humaine : elle est parfaite.

COLETTE GODARD.

★ La Criée, Marseille. Jusqu'au 17 juin, 20 heures. Tél. : 91-54-70-54.

CINÉMA

Mariages à la Vidéothèque

La Vidéothèque de Paris propose une série de films sur le thème du mariage. Le mariage d'amour, le mariage d'intérêt, celui qui se fait, celui qui ne se fait pas : cette programmation dure jusqu'au 16 mai et la filmographie, conçue par Michel Braudeau, est suffisamment riche pour qu'il reste encore à glaner dans les chapitres de ce grand roman qu'est la vie de couple.

« On est toujours tout seul au monde » : *le Chat*, de Pierre Granier-Deferre et *Une aussi longue absence*, d'Henri Colpi, sur l'admirable scénario de Marguerite Duras, vendredi 12.

« On n'est jamais tout seul au monde » (ce qui n'est pas forcément le revers rose de la médaille pessimiste) : *Lily aime-moi*, de Maurice Dugowson, *Martin et Léa*, d'Alain Cavalier, jeudi 11, avec aussi *l'Inhumaine*, grand film muet de Marcel Lherbier.

« Qui trompe qui » : les réponses sont différentes dans *le Bonheur*, d'Agnès Varda et *le Dernier Métro*, de François Truffaut, mardi 9 ; dans *Quartet*, de James Ivory, et *Juste avant la nuit*, de Claude Chabrol, samedi 13.

« Quand l'eau fraîche ne suffit plus », *Violette et François*, dans le film de Jacques Rouffio, se mettent à voler, *l'Honorable Catherine*, de Marcel Lherbier, vend des pendules en faisant du chantage, mercredi 10.

« Amours en rose, amours en noir », cela se promène entre *l'Enfant secret*, de Philippe Garrel, *l'Homme fragile*, de Claire Clouzot, *Une femme est une femme*, de Jean-Luc Godard, et *Loulou*, de Maurice Pialat, dimanche 14.

Et les « Drôles de couples » traversent *la Nuit porte-jarretelles*, de Virginie Thévenet, *le Couple témoin*, de William Klein, *l'An 01*, de Jacques Doillon, ou *Une étrange affaire*, de Pierre Granier-Deferre, mardi 16.

A chaque séance, le long métrage est accompagné d'un court métrage, d'une bande-annonce, d'actualités anciennes, etc. La Vidéothèque réinvente le temps du spectacle dans les salles de quartiers. Charme et nostalgie.

J. S.

★ Nouveau Forum des Halles, porte Saint-Eustache. Séances : 14 h 30, 16 h 30, 18 h 30, 20 h 30. Tél. : 40-26-30-60, pour informations.

La mort de Zorro

Guy William a été retrouvé mort dans son appartement de Buenos-Aires. Il était âgé de soixante-cinq ans.

Célèbre pour avoir prêté sa silhouette et sa fine moustache au célèbre justicier Zorro, Guy William, de son vrai nom Armando Catalano, était né à New-York en 1924. Il avait été choisi par Walt Disney entre plusieurs acteurs américains pour interpréter Don Diego, ce jeune aristocrate mexicain qui, la nuit, joue du masque et de l'épée pour défendre les faibles. Flanqué de son serviteur muet Bernardo et de son ami le sergent Garcia, en soixante-cinq épisodes, Zorro a fait rêver des millions d'enfants dans le monde entier.

MUSIQUES

Au Festival d'Evian

Soyouz et fusée

Un quatuor soviétique et un quatuor français, premiers prix ex-aequo au concours d'Evian, du jamais vu.

Au terme d'une semaine d'épreuves passionnées, le Concours du quatuor à cordes, d'excellent niveau, a buté sur un obstacle imprévu : les dix membres du jury des interprètes n'ont pu trancher, aucun ne voulant changer d'avis... Ils ont décidé de couronner ex-æquo le Quatuor Anton (URSS) et le Quatuor Manfred (France), ce qu'excluait formellement le règlement, qui devra être *révisé* sur ce point (1).

Le jury de la presse internationale a opté sans hésitation pour le quatuor soviétique, séduit par la qualité technique exceptionnelle, la pureté instrumentale de ces jeunes musiciens, dont les exécutions d'une justesse absolue semblent toujours la projection même, comme sur un écran, de la partition dans ses moindres détails.

Un *Premier Quatuor* de Bartok, équilibrant *flexibilité*, charme et lyrisme conquérant, un *Quartettsatz* de Schubert, où, seuls, ces musiciens ont su allier le frissonnement inquiétant et la mystérieuse candeur : *Ainsi la nuit* de Dutilleux, joué avec une fidélité et une beauté stupéfiantes ; l'andante sublime du *Quatuor* de Ravel compensant un Mozart (K. 421) un peu trop précieux et embaumé par moments, tout cela annonçait un grand premier prix digne des Takaos de 1977 ou des Hagen de 1983.

Peut-être les membres du jury des interprètes ont-ils été quelque peu agacés par la présence dans leurs rangs de Valentin Berlinski, le superbe violoncelliste du Quatuor Borodine, qui est aussi le professeur du Quatuor Anton et l'a fait encore répéter à Evian tard dans la nuit... Ce jeune quatuor jouait en effet un peu trop *« la voix de son maître »* et a paru aussi parfaitement téléguidé qu'un Soyouz (2) ? Mais le résultat sonore et musical n'en était pas moins irrécusable.

On ne réduira pas pour autant les mérites du Quatuor Manfred, méconnaissable par rapport à l'an dernier. Ces quatre professeurs au conservatoire de Dijon, qui viennent d'ailleurs de remporter un grand prix international, celui de Banff au Canada, ont acquis une qualité sonore, une cohésion d'ensemble, une vigueur d'interprétation très remarquables dans des œuvres aussi puissantes que le *Troisième Quatuor* de Brahms, les *Lettres intimes* de Janacek ou le *Quatuor* de Dutilleux, sans toujours parvenir à vivifier les pages les plus célèbres de Mozart, de Schubert ou de Ravel. Mais, s'ils progressent de la même manière l'année prochaine, ils monteront comme une fusée dans la hiérarchie...

C'est ce qu'on souhaite aussi au Quatuor Ravel, de Lyon, encore un peu fruste, mais où l'on sent une étoffe, de la saveur et de la tendresse, une intelligence de la musique qui donnent grand espoir.

Un troisième ensemble français, le Quatuor Arpeggione, n'a pu accéder à la dernière épreuve et devra encore travailler ; conseillons-lui de renoncer à des idées généreuses mais suicidaires, comme celle de présenter le *Quatuor* de Jacques Ibert, qui est totalement dépourvu d'intérêt musical.

On peut s'inquiéter de voir, que, sur les sept groupes étrangers, souvent de bonne qualité, un seul est parvenu en finale, ce qui risque de décourager certains pays d'envoyer des candidats. Mais le concours de cette année, suivi par un public très nombreux, fervent et connaisseur, animé par des controverses parfois vives, aura été riche d'enseignements pour Alain Meunier, le très diplomate directeur de ces journées musicales.

JACQUES LONCHAMPT.

PALMARÈS : Quatuor Manfred (France) : premier prix ex-aequo, prix spéciaux pour l'interprétation de Mozart, de la musique contemporaine, etc. (au total 190 000 F). — Quatuor Anton (URSS) : premier prix ex-aequo, prix spécial du jury de la presse, prix de la SACEM (au total 150 000 F). — Quatuor Ravel (France) : prix de la meilleure interprétation de Ravel (40 000 F) et un prix spécial qui lui est décerné pr Paul Tortelier (10 000 F). — Quatuor Arpeggione (France) : prix du quatuor français le plus prometteur (30 000 F). — Quatuor Montclaire (Etats-Unis) : prix du département de Haute-Savoie (30 000 F). — Quatuor Waulin (Tchécoslovaquie) : prix Espace 2 de la Radio-Télévision Suisse romande (20 000 F).

(1) En 1987, un quatuor allemand et un quatuor français avaient dû se contenter de partager le second prix.

(2) Pour être équitable, il est juste de dire aussi, ce qui n'a pas été porté à la connaissance du public, que le Quatuor Manfred a travaillé dans le passé avec certains membres du jury d'Evian : « master classes » avec le Quatuor Amadeus (dont le violoncelliste, Martin Lovett, présidait ce jury), le Quatuor Fine Arts (au complet dans ce même jury), tandis que l'altiste, d'ailleurs excellent, est un élève de Gérard Caussé.

DISQUES

The Neville Brothers

Les frères Neville, Aaron, Art, Charles et Cyril sont nés à La Nouvelle-Orléans. Ils y vivent, y font de la musique depuis toujours, côtoyant les grands noms de la ville, *Fats Domino*, *Allen Toussaint* ou Doctor John. Après avoir joué pour d'autres artistes et, pour deux d'entre eux, fait partie des Meters, l'un des groupes fondateurs du funk, au début des années 70, ils ont formé les Neville Brothers en 1977.

Yellow Moon, leur dernier album, est une célébration joyeuse de toute l'expérience musicale qu'ils ont acquise au cours des trois décennies de travail, du gospel au funk urbain, du bayou aux ghettos. Aaron Spelling est doué d'une des plus belles voix de tête que la soul ait jamais connues. Sur les titres lents du disque, deux chansons de Bob Dylan (*The Ballad of Hollis Brown* et *With God on Our Side*), *A Change Is Gonna Come* de Sam Cooke et le gospel *Will the Circle Be Unbroken ?*, elle s'élève avec une force et une délicatesse déchirantes. Ecrites il y a presque trente ans, les protest songs de Dylan retrouvent l'urgence des premiers jours.

Yellow Moon a été produit par Daniel Lanois (U2, Peter Gabriel). Il a trouvé un son clair et profond, une pulsation irrésistible (sur *My Blood* ou *Voodoo*, deux titres dominés par les percussions et le sax sinueux de Charles Neville qui en disent plus long sur les mystères du bayou que tout le Angel Heart d'Alan Parker) et surtout une intelligence parfaite de la musique des Neville Brothers, ancienne et prophétique.

THOMAS SOTINEL.

★ *Yellow Moon*, album et CD. A & M.

ARTS

Henri Le Sidaner au Musée Marmottan

Le salut dans la brume

Encore une résurrection, celle de Le Sidaner, peintre fin-de-siècle, impressionniste académique. Mais fallait-il le tirer de l'oubli ?

L'Académie des beaux-arts est une institution fort ancienne. Elle est donc respectable, et nul ne lui fait grief d'accueillir de préférence des peintres tels que MM. Brayer, Buffet et Carzou. Jusqu'à ces derniers temps, elle vivait dans une aimable paix et rien, pas même le vol de quelques Monet au Musée Marmottan, dont elle a la responsabilité, ne troublait sa sérénité. Or voici que, par un étrange miracle, cette placidité s'est brusquement changée en ardeur guerrière.

M. Arnaud d'Hauterives, qui est artiste-peintre, a succédé à M. Yves Brayer au poste de conservateur de Marmottan et a décidé de faire de son *musée le haut lieu de la bonne peinture.*

S'étant avisé que l'art d'aujourd'hui relève *« de l'engagement, de la vulgarité, pour ne pas dire de l'indigence »*, ainsi qu'il l'affirme lui-même sans trop s'embarrasser de nuances, M. d'Hauterives a entrepris de restaurer le bon goût et le vrai grand art. Noble tâche, excellent combat, assurément. Pour vaincre, il a eu une idée : tirer de l'oubli et proposer *en exemple Henri Le Sidaner* (1862-1939), peintre de *« la molleur des soirées alanguies* [et de] *la quiétude des frondaisons nimbée des modulations de quelques lanternes sourdes »*, comme l'écrit M. d'Hauterives, qui est aussi poète.

La solution est inattendue, et même d'une prodigieuse originalité puisqu'elle revient à conseiller aux peintres de trouver leur salut dans la brume, cette brume dont Le Sidaner noyait si généreusement ses tableaux qu'ils ont l'air de nappes de brouillard pâle.

Henri Eugène Auguste Le Sidaner fut d'abord élève de Cabanel. Mécontent de son maître, il se convertit à l'impressionnisme dans les années 80. Il ne le quitta plus, l'appliquant avec une inépuisable bonne volonté à quelques sujets simples : jardins, faubourgs et bords de rivières qu'il n'abandonnait que le temps de peindre de chlorotiques processions d'orphelines et de nonnes, vaguement symbolistes. La composition est toujours simple, la perspective soigneusement construite, la lumière mollement argentée, la couleur exsangue.

L'impressionnisme de Le Sidaner a le teint brouillé et grisâtre, il fuit le grand air et le soleil avec obstination. Dans le meilleur des cas, on dirait un Renoir vert-de-grisé. Dans le pire, un chromo né de la rencontre de Marie Cassatt et d'Eugène Carrière.

Son amour du flou, qui le dispensait commodément de tout dessin cohérent, incita Le Sidaner à s'établir dans des régions au climat humide, dans l'Oise, à Bruges, à Londres. Il en rapportait d'incertains panoramas, qui eurent quelque succès puis s'effacèrent des mémoires, poussant l'évanescence jusqu'à l'anéantissement. Il eût été prudent de ne point les en tirer. Exposés à quelques mètres du Renoir et du Gauguin de la donation Duhem, à un étrange des Monet, ils ne peuvent faire illusion.

PHILIPPE DAGEN.

★ Musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly, Paris 16e, jusqu'au 16 juillet.

Spectacles

cinéma

LES FILMS NOUVEAUX

AU-DELA DU VERTIGE. Film germano-polonais de Krzysztof Zanussi, v.o. : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES CINÉPHILES I, LE RETOUR DE JEAN. Film français de Louis Skorecki : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

LES CINÉPHILES II, ERIC A DISPARU. Film français de Louis Skorecki : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

COCOON, LE RETOUR. Film américain de Daniel Petrie, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

LE GARÇON DE COURSES. Film soviétique de Karen Chakhnazarov, v.o. : Cosmos, 6e (45-44-28-80) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

PUNCHLINE. Film américain de David Seltzer, v.o. : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31).

LA VIE EN PLUS. Film américain de John Hughes, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50).

La cinémathèque

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

Relâche.

SALLE GARANCE
CENTRE GEORGES-POMPIDOU
(42-78-37-29)

Hommage à Anna Magnani : l'Enfer dans la ville (1958, v.o. s.t.f.), de Renato Castellani, 14 h 30 ; Au diable la richesse (1946, v.o. s.t.f.), de Gennaro Righelli, 17 h 30 ; le Secret de Santa Vittoria (1969, v.o. s.t.f. -projection sous réserve), de Stanley Kramer, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
(40-26-34-30)

Les exclusivités

A NIGHT IN HAVANA (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LES ACCUSÉS (*) (A., v.o.) : UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

ANGOISSE (**) (Esp., v.f.) : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19).

APRÈS LA GUERRE (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

ARARAT (Su., v.o.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

AU FIL DE LA VIE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44).

LES AVENTURES DE CHATRAN (Jap., v.f.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

LES AVENTURES DU BARON DE MUNCHAUSEN (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Action Ecoles, 5e (43-25-72-07) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Fauvette Bis, 13e (43-31-60-74).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

LA BANDE DES QUATRE (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16) ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

LE BENTHOS OU LA TERRE SOUS-MARINE (Fr.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

BLANCS CASSÉS (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LE CAFÉ DES JULES (*) (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77).

CAMILLE CLAUDEL (Fr.) : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

CHER FRANGIN (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6e (43-26-80-25) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

LA CHEVAUCHÉE DE FEU (A.-Austr., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

LA CITADELLE (Alg., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

DANS LES TÉNÈBRES (Esp., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

LES DEUX FRAGONARD (Fr., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

DISTANT VOICES (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

DIVINE ENFANT (Fr.) : Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01).

DOMANI, DOMANI (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

EN DIRECT DE L'ESPACE (A.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

LES ENFANTS DE L'ORAGE (tchèque, v.f.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

FAUX-SEMBLANTS (*) (Can., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

FEMMES AU BORD DE LA CRISE DE NERFS (Esp., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

FORCE MAJEURE (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Images, 18e (45-22-47-94).

GORILLES DANS LA BRUME (A., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33).

LE GRAND BLEU (Fr., v.f.) : Rex (Le Grand Rex), 2e (42-36-83-93) ; Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

HYDRO (Fr.) : La Géode, 19e (46-42-13-13).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'ÊTRE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

INVASION LOS ANGELES (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40).

ITINÉRAIRE D'UN ENFANT GATÉ (Fr.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26).

J'AI ÉPOUSÉ UNE EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

JE SUIS LE SEIGNEUR DU CHATEAU (Fr.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

JUMEAUX (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

KINJITE (*) (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LA LÉGENDE DU SAINT BUVEUR (Fr.-It., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LES LIAISONS DANGEREUSES (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Pathé Impérial, 2e (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; La Pagode, 7e (47-05-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (43-59-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Fauvette, 13e (43-31-56-86) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

NOUVELLE FORMULE

Le Monde

ARTS-SPECTACLES

CHAQUE MERCREDI
(NUMÉRO DATÉ JEUDI)

Lundi 8 mai

LE MAITRE DE MUSIQUE (Bel.) : Vendôme Opéra, 2e (47-42-97-52) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16).

MARQUIS (*) (Fr.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; George V, 8e (45-62-41-46) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20).

LA MASCHERA (It., v.o.) : Latina, 4e (42-78-47-86).

MATADOR (*) (Esp., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

MES NUITS SONT PLUS BELLES QUE VOS JOURS (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Champs-Elysées, 8e (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

MISSISSIPPI BURNING (A., v.o.) : Forum Arc-en-Ciel, 1er (42-97-53-74) ; Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

MORT D'UN COMMIS VOYAGEUR (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Ermitage, 8e (45-63-16-16).

LA MOUCHE 2 (*) (A., v.o.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; Images, 18e (45-22-47-94) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76).

NOTTURNO (Fr.-Autr., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (45-44-25-02) ; Kinopanorama, 15e (43-06-50-50).

NYAMANTON (malien, v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40).

L'OURS (Fr.-All.) : Panthéon, 5e (43-54-15-04) ; Lucernaire, 6e (45-44-57-34) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

PATTI ROCKS (*) (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

PELLE LE CONQUÉRANT (Dan., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LA PETITE VOLEUSE (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09).

LE PRINCE NEZHA TRIOMPHE DU ROI DRAGON (Chin., v.f.) : Studio 43, 9e (47-70-63-40).

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

RAIN MAN (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Publicis Saint-Germain, 6e (42-22-72-80) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (47-20-76-23) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96).

LE RETOUR DES MOUSQUETAIRES (Fr.-Brit.-Esp., v.o.) : UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2e (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40).

ROMUALD ET JULIETTE (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Montparnasse, 6e (45-74-94-94) ; UGC Odéon, 6e (42-25-10-30) ; UGC Normandie, 8e (45-63-16-16) ; UGC Opéra, 9e (45-74-95-40) ; UGC Lyon Bastille, 12e (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) ; Mistral, 14e (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15e (45-74-93-40) ; UGC Maillot, 17e (47-48-06-06) ; Images, 18e (45-22-47-94).

ROSELYNE ET LES LIONS (Fr.) : Forum Horizon, 1er (45-08-57-57) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67) ; Gaumont Alésia, 14e (43-27-84-50) ; Miramar, 14e (43-20-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (48-28-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (45-22-46-01).

SALAAM BOMBAY ! (indo-Fr., v.o.) : Lucernaire, 6e (45-44-57-34).

LA SALLE DE BAIN (Fr.) : Epée de Bois, 5e (43-37-57-47).

STARS IN MY CROWN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LE SUD (Arg.-Fr., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65).

TALK RADIO (A., v.o.) : Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

TEQUILA SUNRISE (A., v.o.) : Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08) ; v.f. : Les Montparnos, 14e (43-27-52-37).

TERRE INTERDITE (Austr., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) ; Le Triomphe, 8e (45-62-45-76) ; Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

THE LAST OF ENGLAND (Brit., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86).

UN POISSON NOMMÉ WANDA (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1er (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Saint-Germain Studio, 5e (46-33-63-20) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; v.f. : Bretagne, 6e (42-22-57-97) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

UN TOUR DE MANÈGE (Fr.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) ; Denfert, 14e (43-21-41-01).

UNE AUTRE FEMME (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; La Bastille, 11e (43-54-07-76).

UNE HISTOIRE DE VENT (Fr., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

L'UNION SACRÉE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; Pathé Français, 9e (47-70-33-88) ; Pathé Montparnasse, 14e (43-20-12-06).

VENT DE GALERNE (Fr.-Can.) : Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LA VIE EST UN LONG FLEUVE TRANQUILLE (Fr.) : George V, 8e (45-62-41-46).

VOYAGEUR MALGRÉ LUI (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (42-33-42-26) ; Pathé Hautefeuille, 6e (46-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 8e (43-59-92-82) ; République Cinémas, 11e (48-05-51-33) ; Trois Parnassiens, 14e (43-20-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79).

WITHNAIL AND I (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

WORKING GIRL (A., v.o.) : George V, 8e (45-62-41-46) ; UGC Biarritz, 8e (45-62-20-40) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : Gaumont Opéra, 2e (47-42-60-33) ; Convention Saint-Charles, 15e (45-79-33-00).

Y A-T-IL UN FLIC POUR SAUVER LA REINE ? (A., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14e (43-35-30-40).

LES YEUX DU DÉSIR (All., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Studio 43, 9e (47-70-63-40) ; v.f. : La Nouvelle Maxéville, 9e (47-70-72-86).

Les grandes reprises

ACCATTONE (It., v.o.) : Le Saint-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6e (42-22-87-23).

BRAZIL (Brit., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71).

CASINO ROYALE (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

CHARADE (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40) ; Mac-Mahon, 17e (43-29-79-89).

EASY RIDER (A., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82).

LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

LES LIAISONS DANGEREUSES (Fr.) : Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LE MALIN (A., v.o.) : Reflet Médicis Logos salle Louis-Jouvet, 5e (43-54-42-34) ; Les Trois Balzac, 8e (45-61-10-60).

LES MARX AU GRAND MAGASIN (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (43-25-72-07).

LES PERLES DE LA COURONNE (Fr.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

QU'EST-CE QUE J'AI FAIT POUR MÉRITER ÇA ! (*) (Esp., v.o.) : L'Entrepôt, 14e (45-43-41-63).

SCARFACE (*) (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9e (47-70-10-41).

SHAKESPEARE WALLAH (Brit., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

LA SOUPE AUX CANARDS (A., v.o.) : Action Christine, 6e (43-29-11-30).

TANT QU'IL Y AURA DES HOMMES (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00).

TOPPER (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (43-26-58-00) ; Elysées Lincoln, 8e (43-59-36-14).

LE TROISIÈME HOMME (Brit., v.o.) : Le Champo, 5e (43-54-51-60).

UNE NUIT A L'OPÉRA (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (43-29-44-40).

Les séances spéciales

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

LES ACCUSÉS (*) (A., v.o.) : Studio 28, 18e (46-06-36-07) 15 h, 17 h, 19 h, 21 h.

AMARCORD (It., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

L'ANNÉE DU DRAGON (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h.

L'ANNÉE DU SOLEIL CALME (Pol.-A.-All., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 13 h.

APRÈS LA PLUIE (Fr.) : Reflet Logos I, 5e (43-54-42-34) 12 h.

LA BALLADE DES DALTON (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 45.

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) 14 h, 15 h 40 ; UGC Gobelins, 13e (43-36-23-44) 13 h 25, 15 h 35 ; Mistral, 14e (45-39-52-43) 14 h, 15 h 50 ; Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 12 h, 15 h 30.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 22 h 30.

CARAVAGGIO (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (43-54-07-76) 12 h.

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit., v.o.) : Cinoches, 6e (46-33-10-82) 14 h.

LA CITÉ DES FEMMES (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 16 h.

LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 22 h 30.

LE DERNIER EMPEREUR (Brit.-It., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 21 h 15.

LE DERNIER TANGO A PARIS (**) (Fr.-It., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 22 h 10.

DON GIOVANNI (Fr.-It., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 15 h 45.

L'EMPIRE DES SENS (**) (Fr.-Jap., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 22 h.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (42-88-64-44) 16 h, 20 h.

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 18 h 50.

LA GUERRE DES BOUTONS (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h.

HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 20 h 15.

L'HOMME BLESSÉ (*) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 35.

HOTEL DU NORD (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 21 h.

JE T'AIME, MOI NON PLUS (**) (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 20.

JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 18 h 45.

LE JUPON ROUGE (Fr.) : Studio Galande, 5e (43-54-72-71) 18 h 10.

KES (Brit., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) 14 h.

LES LIAISONS DANGEREUSES (Fr.) : Reflet Logos II, 5e (43-54-42-34) 12 h.

LOULOU (All., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) 12 h.

MADAME SOUSATZKA (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (43-26-19-09) 17 h 45.

MAMA ROMA (It., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 15 h.

LE MANUSCRIT TROUVÉ A SARAGOSSE (Pol., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 15.

METROPOLIS (All., v.o.) : République Cinémas, 11e (48-05-51-33) 22 h.

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 20 h 45.

MOONWALKER (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 13 h 30.

LA MOUCHE (*) (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h 15.

NOIR ET BLANC (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 30.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A., v.o.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) 19 h 45, 21 h 45 ; Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 19 h 15.

LES QUATRE CENTS COUPS (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h.

QUERELLE (**) (Fr.-All., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 45.

QUI VEUT LA PEAU DE ROGER RABBIT ? (A., v.f.) : Club Gaumont (Publicis Matignon), 8e (43-59-31-97) 14 h 45, 17 h ; Denfert, 14e (43-21-41-01) 14 h.

STRANGER THAN PARADISE (A.-All., v.o.) : Utopia Champollion, 5e (43-26-84-65) 22 h.

TABATABA (Fr.-malgache) : Les Trois Luxembourg, 6e (46-33-97-77) 12 h.

TINTIN ET LE LAC AUX REQUINS (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 13 h 45.

TOP GUN (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 15 h.

LES TRIBULATIONS DE BALTHASAR KOBER (Pol.-Fr., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) 11 h 20.

UN BON PETIT DIABLE (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (45-32-91-68) 17 h.

LE VENTRE DE L'ARCHITECTE (Brit., v.o.) : Denfert, 14e (43-21-41-01) 12 h.

LA VIE EST BELLE (Bel.-zaïrois) : Le Berry Zèbre, 11e (43-57-51-55) 15 h, 16 h 30, 18 h, 19 h 30.

WILLOW (A., v.o.) : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85) 17 h.

ZELIG (A., v.o.) : Accatone, 5e (46-33-86-86) 11 h 30.

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

AUTOPSIE D'UN CAMÉLIA. Théâtre Clavel (42-38-22-58) (dim. soir, lun., mar.), 20 h 30, dim. 15 h.

LES DÉLICES DE L'OLYMPE. Les Déchargeurs (42-36-00-02) (dim. soir, lun.), 21 h, dim. 17 h. (3).

SCHÉHÉRAZADE. Arcane (42-38-19-70) à 20 h 30, vendredi, samedi, lun. ; à 15 h samedi ; à 17 h dim. (5).

ALADIN'S PALACE AUX MILLE MIROIRS. CONTE DE LA FOLIE EXTRAORDINAIRE. Cartoucherie. Théâtre du Soleil (48-08-36-20) (lun.), 20 h 30 (5).

AU SECOURS, TOUT VA MIEUX. Palais-Royal (42-97-59-81) (dim., lun.), sam. 17 h 30 et 21 h (5).

PHÈDRE (A REPASSER). Tintamarre (48-87-33-82), 22 h 30 (9).

UBU ROI. Berry (43-45-72-81), 20 h 30 (9).

LA ROYAUTÉ EST ABOLIE EN FRANCE. Cité internationale universitaire (45-89-38-69). La Resserre, 20 h 30 (9).

LINE (le Premier), 18 h 30 ; **L'ÉQUIPE.** Théâtre Montorgueil (42-33-80-78), 20 h 30 (9).

LA MISSION. Corbeil-Essonnes. Centre Pablo-Neruda (60-89-00-72), 20 h 45 (9).

ARCANE (43-38-19-70). ◇ Schéhérazade : 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41). ◇ Brassens, Brel : 15 h 30 et 20 h 30.

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire's Folies : 21 h.

COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). ◇ Le Mariage de Figaro : 20 h 30.

COMÉDIE-FRANÇAISE AUDITORIUM DE LA GALERIE COLBERT (40-15-00-15). ◇ La Bigotte : 18 h 30.

DAUNOU (42-61-69-14). ◇ Tu m'as sauvé la vie : 15 h 30 et 21 h.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas-Cadres : 20 h 15. Nous on fait où on nous dit de faire : 22 h.

HUCHETTE (43-26-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. La Leçon : 20 h 30. Les Mystères de la Révolution : 21 h 30.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-93-69-68). L'Héroïque Semaine de Camille Bourreau : 20 h 15. Elles étaient citoyennes : 22 h 15.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Existe en trois tailles : 20 h 15.

MARAIS (42-78-03-53). L'Avare : 20 h 45.

MATHURINS (PETITS) (42-65-90-00). Pour l'amour de Marie Salat : 19 h.

PARC DES EXPOSITIONS FOIRE DE PARIS (BATIMENT 1) (entrée libre). ◇ La Malle-Poste : 11 h 45, 13 h 15 et 15 h 30.

POTINIÈRE (42-61-44-16). La Frousse : 20 h 45.

THÉÂTRE DE LA BELLE DE MAI (43-56-64-37). Nina c'est autre chose Théâtre en appartement : 20 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Les Cravates léopard : 21 h.

LE DOUBLE-FOND (42-71-40-20). C'est magique et ça tache Spectacle renouvelé toutes les heures : 20 h 30.

Cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-35). Devos existe, je l'ai rencontré : 20 h 30. Un partout, la balle au centre : 22 h.

CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Envoyez la purée : 20 h 15. Mangeuses d'hommes : 21 h 30. Jeanine Truchot a disparu : 22 h 30.

EDGAR III (43-20-85-11). My name is Lolita : 20 h 15. Super Mathieu ! : 21 h 30.

Music-Hall

CAVEAU DES OUBLIETTES (43-54-94-97). Cabaret de la chanson française, 21 h. Chansons à la carte tous les soirs.

Jazz, pop, rock

AU DUC DES LOMBARDS (43-36-51-13). Alfredo Rodriguez, 23 h, ven., sam. Salsa : Jean-Philippe Viret Trio, 23 h. Ctb.

BAISER SALÉ (42-33-37-71). Angélique Kidjo, ven., sam., dim. (dernière) ; Maurice John Vaughan, 23 h.

LE BILBOQUET (45-48-81-84). Judy Niemack, 22 h 45, mer., jeu., ven., sam. Chant, H. Meshinet (sax.), O. Hutman (piano), P. Combelle (batt.).

CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-26-65-05). Mad Brass Band, 21 h 30.

TRAMPOLING, 22 h 30, lun. Trois nouveaux groupes chaque lundi.

LA LOUISIANE (42-36-58-98). Boomos Jazz Combo, 21 h, lun.

Concerts

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE (5e). Les Trompettes de Versailles, 21 h. Œuvres de Lully, Purcell, Vivaldi. Téléphone location : 42-62-40-65.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE (4e). Orchestre de chambre Jean-Jacques Wiederker, 17 h. Dir. Jean-Jacques Wiederker, Anne Wiederker (violon). Œuvres d'Albinoni, Bach, Mozart, Pachelbel, Vivaldi. Téléphone location : 45-23-18-25.

ÉGLISE SAINT-ROCH (1er) (42-61-93-26). Orchestre français d'oratorio, 16 h, lun. Dir. François-Marc Roger. Ensemble polyphonique de Versailles. S. Kyriazopoulos (vl), M.-O. Hubière-Detrain (soprano), T. Grégoire (haute-contre), A. Gabriel (ténor), H. Bougerolles (basse). Œuvres de Bach. Téléphone location : 42-61-93-26.

PARIS EN VISITES

MARDI 9 MAI

« Visite de la salle gothique sous l'hôtel de Beauvais » (t.l.j., sauf dimanche), 14 h 15, 15 h 15, et 16 h 15, 68, rue François-Miron (Sauvegarde du Paris historique).

« La Mosquée », 14 h 15, place du Puits-de-l'Ermite (Ars conférences).

« Ruelles et jardins méconnus du vieux Montmartre », 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt (Mme Cazes).

« La cathédrale orthodoxe russe », 14 h 30, 12, rue Daru (E. Romann).

« Evocation des massacres de septembre au couvent des Carmes », 14 h 30, 70, rue de Vaugirard (D. Fleuriot).

« Les bâtiments dix-huitième siècle de l'ex-couvent des dominicains du faubourg Saint-Germain », 14 h 45, métro Rue-du-Bac (M. Banassat).

« Le Père-Lachaise gastronomique », 14 h 45, boulevard de Ménilmontant, face rue de la Roquette (V. de Langlade).

« Le collège des Ecossais et la montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, 65, rue du Cardinal-Lemoine (D. Bouchard).

« Quand Paris dansait avec Marianne », 15 heures, hall du Petit Palais (Tourisme culturel).

PARIS-MUSÉES

« Meubles et objets d'art 1920-1937 », 14 h 30, 11, avenue du Président-Wilson (Musée d'art moderne).

« Le paysage du dix-septième au vingtième siècle », 14 h 30, avenue Winston-Churchill (Petit Palais).

« Souvenirs de George Sand et de son entourage », 14 h 30, 16, rue Chaptal (Maison Renan-Scheffer).

CONFÉRENCES

3, rue Rousselet, 19 heures : « Histoire générale de l'art : le vingtième siècle » (Arcus).

78, boulevard Malesherbes, 19 h 30 : « L'apport des progrès de la génétique à notre regard sur l'homme », par A. Jacquart (L'homme et la connaissance).

107, rue de Reuilly (salle no 1), 19 h 30 : « Ne tirez pas sur le symptôme ! », par J. Barbin (ULP, tél. : 43-43-40-70).

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

AUTOMOBILISME : Le Grand Prix de Monaco

Prost en baisse de régime

Comme à Imola deux semaines plus tôt, les McLaren-Honda ont réussi un doublé, dimanche 7 mai, au Grand Prix de Monaco, où le Brésilien Ayrton Senna a précédé le Français Alain Prost de 52 secondes. L'Italien Stefano Modena a terminé troisième à un tour avec l'étonnante Brabham-Judd, issue des préqualifications.

MONTE-CARLO
de notre envoyé spécial

« *Tout devrait se jouer au départ*, pronostiquait Alain Prost, samedi à l'issue de la dernière séance de qualification. *Sans problème technique ou faute de sa part, je ne peux espérer devancer Ayrton s'il vire en tête à Sainte-Dévote. Surtout avec la circulation.* » A Monaco plus que nulle part ailleurs, passer en tête ce virage, un goulet situé à moins de 300 mètres de la ligne de départ, s'est souvent avéré déterminant pour un candidat à la victoire. Sur ce circuit devenu trop étroit et tortueux pour les formule 1 modernes, les dépassements ne peuvent plus, en effet, se négocier qu'avec la bonne volonté du pilote doublé.

Plus que jamais, les deux équipiers de l'écurie McLaren étaient décidés à se livrer un duel sans merci à Monaco. Depuis le Grand Prix de Saint-Marin à Imola, les deux hommes ont mis fin à leur « *collaboration intelligente* ». Le divorce est même consommé entre eux.

Pour calmer Alain Prost, qui avait quitté le circuit italien dès la fin de la course, après un échange de propos vifs avec son coéquipier, Ron Dennis, directeur de l'écurie McLaren, a même dû faire une mise au point en prélude au Grand Prix de Monaco. En attaquant le Français au freinage du premier virage, Ayrton Senna n'avait pas respecté à Imola l'accord qu'il avait lui-même sollicité. Malgré des excuses obtenues en privé, Alain Prost n'entend plus avoir de rapports avec son coéquipier en dehors des réunions obligatoires d'analyses et de réflexion qui suivent chaque séance de qualification.

Sans le dire, Alain Prost espère sans doute profiter de cette nouvelle situation pour tirer un meilleur profit de son incomparable talent de metteur au point. Ce fut insuffisant à Monaco, où, au prix d'un étonnant numéro de funambule entre les rails de sécurité, Ayrton Senna réussit, avec un moteur atmosphérique de quelque 700 CV, à battre le record du tour établi deux ans plus tôt par Alain Prost avec un moteur turbo développant plus de 1 000 CV.

Le Brésilien Ayrton Senna, vainqueur du Grand Prix de Monaco.

Ayant échoué dans sa quête de la pole position aux essais, il ne restait plus au pilote français qu'à espérer prendre un meilleur départ que le Brésilien. Espoir à nouveau déçu. Dès lors son pronostic sur le déroulement prévisible de la course allait se vérifier. Alain Prost suivait le Brésilien comme son ombre jusqu'au dépassement des premiers attardés.

Alors que le Brésilien semblait, comme à son habitude, se jouer de ces obstacles parsemés sur sa route, le Français perdait plus de 10 secondes dès le vingtième tour pour doubler un petit groupe « bouchonné » par René Arnoux. Comble de malchance, il était brièvement stoppé quinze tours plus tard par un accrochage entre Nelson Piquet et Andrea De Cesaris, qui lui coûtait encore près de vingt secondes. « *Il ne me restait plus qu'à assurer ma deuxième place*, concluait Alain Prost. *Ce fut pour moi l'une des courses les plus ennuyeuses de ma vie.* »

Souffler un peu

Malgré ce nouveau doublé des McLaren-Honda, la joie n'était pas de mise sur le podium, où les deux équipiers se fuyaient même du regard. Habitué à dominer tous ses partenaires d'écurie depuis Niki Lauda, Alain Prost, qui a déjà surclassé les champions du passé dans la plupart des palmarès de la formule 1, vit sans doute de plus en plus mal l'ascendant apparemment irréversible que le jeune Brésilien prend sur lui.

Après trois courses sans succès depuis le début de la saison, le prochain Grand Prix, à Mexico, le 28 mai, pourrait être déterminant pour la suite qu'Alain Prost entend donner à sa carrière, car son contrat avec McLaren expire à la fin de la saison. En cas de nouvel échec, on voit mal le Français, qui doit faire connaître sa décision avant l'été, renouveler son contrat et demeurer avec Ayrton Senna au sein de l'écurie britannique.

S'il devait poursuivre sa carrière en formule 1, seule une équipe susceptible de rivaliser avec McLaren peut l'intéresser. On pense tout de suite à Williams-Renault, qui démontre un bon potentiel. « *Quelle écurie ne rêverait pas d'avoir Alain Prost comme pilote ?* disait à Monaco Patrick Faure, président de Renault-Sport. *On s'est déjà vu. On en discute.* »

Le double champion du monde pourrait aussi décider de mettre un terme à sa carrière de pilote et prendre une ou deux années sabbatiques pour tenter de concrétiser sa grande ambition : revenir en formule 1 à la tête d'une écurie française.

Alain Prost pourrait encore concilier son esprit cocardier, sa passion du pilotage et son souhait de « *souffler un peu* » *en se joignant* à l'aventure Peugeot-Talbot-Sport en sport prototypes. Il n'a jamais caché toute la considération qu'il porte à Jean Todt et à son équipe. Et le programme de la firme de Sochaux semble être fait sur mesure pour lui avec quelques courses de préparation en 1990 avant de viser le titre mondiale en 1991.

Un titre qui, ajouté aux deux déjà obtenus en formule 1, pourrait faire d'Alain Prost un cas unique dans les annales du sport automobile.

GÉRARD ALBOUY.

FOOTBALL : Coupe d'Angleterre

L'après-Sheffield

Trois semaines après la tragédie de Sheffield (*le Monde* du 18 avril) qui avait coûté la vie à quatre-vingt-quinze spectateurs avant le match de Liverpool-Nottingham Forest en demi-finale de la Coupe d'Angleterre, les deux équipes se sont retrouvées, dimanche 7 mai, à Manchester. Liverpool s'est imposé (3-1) à l'issue d'une rencontre chargée d'émotion.

MANCHESTER
de notre envoyé spécial

Les gamins de Liverpool sont arrivés les premiers, comme autant d'éclaireurs, montant au front pour ne pas perdre une minute du spectacle. Ils ont pris place au bas d'une immense tribune d'acier et de béton, au ras du gazon d'Old Trafford, le stade de Manchester United, les mains agrippées aux grilles de protection, le visage placé contre les tiges de fer, ils ont souri aux photographes et agité leurs écharpes rouges devant les caméras de télévision.

Imitant ensuite les « grands » qui, par milliers, venaient s'entasser derrière eux, ils ont célébré à l'avance le succès de Liverpool sur Nottingham Forest, en demi-finale de la Coupe d'Angleterre. Et leurs pères les ont laissé rire et chanter comme si de rien n'était. Ou plutôt comme si c'était bien là le meilleur moyen d'oublier que le 15 avril, sur un autre terrain neutre, mais en présence des mêmes équipes, d'autres enfants avaient péri étouffés devant des photographes, à la suite d'une effroyable bousculade.

Quatre-vingt-quinze supporters sont morts ce jour-là. Des jeunes pour la plupart. Liverpool ne l'oublie pas. Mais le club et la ville veulent réapprendre à vivre. Et vivre dans cette cité portuaire qui a un ballon à la place du cœur, cela passe par un terrain de football.

Dimanche 7 mai, Liverpool et Nottingham se sont donc retrouvés (victoire de Liverpool 3-1). Après deux semaines d'hésitation, les dirigeants ont accepté la décision de la fédération leur demandant de rejouer le match. Tous les bénéfices (recette aux guichets, télévision et publicité) ainsi que ceux de la finale – le 20 mai à Londres au stade de Wembley – seront versés aux familles des victimes.

Cette fois, tout avait été prévu. La rencontre avait été avancée à 13 heures (elle commencera à 13 h 15 en raison d'embouteillage). Les pubs étaient fermés. Les deux camps avaient reçu un contingent de places identiques, soit 26 000 billets pour chaque club. Afin d'éviter une surcharge des tribunes, la capacité du stade avait été rapportée de 56 000 à 52 000 places. Néanmoins, 38 000 spectateurs seulement se sont présentés aux guichets. Sans doute le souvenir de la première édition tragique...

Lorsque les premiers spectateurs arrivent au stade, dimanche matin, ce souvenir est bien omniprésent. Par train spécial, en car ou en voiture, c'est une foule silencieuse et digne qui converge sur Manchester. Des milliers de jeunes types « petits blancs » jusqu'à la caricature. On les croirait tous issus du même moule, celui du prolétariat britannique, façon fin de siècle qui ne pointe plus qu'au chômage, au pub et au stade de foot.

Au cœur de ce peuple des faubourgs, de nombreux rescapés de Sheffield. Ils étaient à Hillsborough. Ils sont à Old Trafford. Pour eux, il s'agit là du plus bel hommage qui soit. « *Nous sommes venus pour eux, pour les copains... Peu importe le vainqueur... Si un jour cela devait m'arriver, je crois que je voudrais que le match soit joué* », dit Trevor, vingt et un ans, venu en train de Liverpool. Sur ses avant-bras, deux tatouages en guise de carte de visite : à gauche, l'emblème du Liverpool football club ; à droite, un bouledogue – l'animal mascotte des nationalistes anglais – vêtu du maillot de l'équipe d'Angleterre.

Le « fair play » des supporters

Mais Trevor, comme ses copains, reste silencieux sur la route du stade. Trop d'émotion. Trop de souvenirs. Trop de détails qui ravivent le proche passé. Il y a ces petites affiches noir et blanc placardées çà et là. Elles invitent tout rescapé encore traumatisé à appeler un numéro d'urgence, une sorte de ligne de détresse. Il y a également ces loges luxueuses et confortables, d'ordinaire réservées aux hommes d'affaires de Manchester, que le club a mis à la disposition des spectateurs encore effrayés par la foule. Il y a ce dispositif policier (plus de 600 hommes, des ambulances, et plusieurs hôpitaux en état d'alerte...) qui paraît aussi efficace que celui d'Hillsborough s'était montré incompétent. Enfin il y a ces grilles séparant le terrain des tribunes : à Sheffield, elles avaient coincé la foule paniquée ; à Manchester, elles resteront ouvertes tout au long de la partie.

Tout invite au recueillement et à la dignité. A travers cette rencontre du souvenir, les spectateurs semblent vouloir prouver qu'ils savent se bien comporter, les policiers qu'ils peuvent être efficaces, et l'Angleterre tout entière qu'elle n'a pas à rougir de son football. Très vite, cette demi-finale prend donc l'allure d'un exorcisme collectif.

Passée une minute de silence scrupuleusement respectée, tout le stade explose en de multiples chants de victoire. Au match des joueurs, s'ajoute celui également pacifique des supporters qui n'ont de cesse de s'affronter à distance à grands renforts de refrains repris en chœur par plusieurs milliers de voix. « *Nous sommes l'armée de Kenny Dalglish* (le manager de Liverpool). *Nous sommes en route pour Wembley* », *scande le camp de Liverpool soucieux de préserver sa réputation de meilleure chorale du pays.*

Quand John Aldridge marque le premier but des « reds », leurs 26 000 voix n'en font plus qu'une pour célébrer ce brusque retour aux choses du football après trois semaines de deuil. Lorsque l'arbitre siffle la fin de la rencontre et que les joueurs viennent saluer une foule qui reprend en chœur l'hymne du club, *Vous ne marcherez jamais seul*, le football a repris ses droits. L'attaquant Johnes Barnes peut déclarer : « *Il fallait disputer cette rencontre. Depuis Hillsborough, on a pris conscience de ce que l'on représente pour ces gens. Personne ne peut imaginer la profondeur du phénomène s'il n'a pas vécu dans cette ville. Nous devions gagner. Pour eux. Pour nous. Et pour retrouver en finale Everton* [l'autre club de la ville] *dans un match qui constituera la plus émouvante des cérémonies* ».

Le 20 mai à Wembley, le souvenir de Sheffield sera sans doute toujours présent, et la même dignité devrait prévaloir dans les deux camps. Pourtant, lorsqu'au lendemain du drame, tout le pays avait prédit que « *rien ne serait plus comme avant* », il se trompait. Certes, les supporters de Liverpool n'oublieront jamais cet après-midi d'avril. Mais au fil des ans et des matchs, le souvenir des 95 victimes se dissoudra dans ce qui constitue pour le football britannique sa légende.

Cela s'était déjà passé ainsi après que, le 6 février 1958, l'avion de l'équipe de Manchester United s'était écrasé au retour d'un match à Munich, faisant une vingtaine de morts (dont huit joueurs). Plus de trente années après, même les plus jeunes supporters d'United savent tout de cet accident. Mais, de Londres à Liverpool, tous leurs rivaux en font un refrain sinistre repris sur un ton moqueur : « *Qui sont ces tupes étalés sur le bitume ? Qui sont ces types étalés sur la neige ? Ce sont Matt, Busby* [l'entraîneur de Manchester à l'époque] *et ses « boys » qui font un boucan d'enfer parce qu'ils ont raté leur avion...* »

La chanson de Hillsborough n'a pas encore été écrite. Pour l'instant, les morts de Sheffield imposent le respect. Mais ils commencent déjà à s'éloigner, et même si le gouvernement britannique souhaite supprimer toutes les tribunes avec des places debout, les plus jeunes supporters continueront à arriver les premiers.

PHILIPPE BROUSSARD.

VOILE : Lorient-Saint-Barthélemy-Lorient

Des espoirs à l'eau

Dans le sillage d'*Elf-Aquitaine 3*, le trimaran de Jean Maurel et Jean-Luc Nélias, six autres multicoques avaient rallié dimanche 7 mai à Saint-Barthélemy, terme de la première étape de la transatlantique Lorient-Saint-Barthélemy-Lorient.

Le dernier d'entre eux, *Jet-Service 5* de Serge Madec qui était donné favori, avait plus de quarante heures de retard. En cinquième position jusqu'à samedi matin, le catamaran *Limeil-Brévannes* de Laurent Bourgnon et Eric Dumont, a chaviré. Les deux hommes, qui ont été récupérés par un cargo français, espéraient pouvoir prendre le départ de la seconde étape le 16 mai.

SAINT-BARTHÉLEMY
de notre envoyé spécial

Florence Arthaud prétend que « *lorsque le vent refuse de souffler, et que le bateau n'avance presque plus, je ne peux m'empêcher de pleurer* ». La jeune femme déteste ces moments « *de grands désespoirs* ». Elle en veut au ciel, à la fatalité, et à Eole, de rester « *planté* », « *scotché* », comme disent volontiers aujourd'hui les navigateurs, alors que les autres coureurs « *taillent la route* ». Elle préfère voir son trimaran « *foncer avec toute la toile dessus* ». Même si cette navigation est à hauts risques.

Le souvenir de la méchante vague qui, l'an dernier à la fin de la transat Québec-Saint-Malo, a fait chavirer son voilier n'est pas effacé. De petites frayeurs au départ de Lorient lui ont rappelé que les formule 1 de la mer aiment le vent, mais restent des engins difficiles à piloter. D'ailleurs lorsque les alizés capricieux se sont enfin penchés sur elle, Florence, qui filait vers l'arrivée de l'étape en essayant de combler son retard, n'a pas eu le temps de voir un navire retourné.

Eric Dumont, l'équipier du catamaran *Limeil-Brévannes*, lui, allongé sur la coque de son bateau, a eu tout loisir d'admirer le mât, peint façon hippie des années 60, de celle que l'on surnomme « la fiancée de l'Atlantique ». « *C'est normal qu'elle n'ait pu nous voir, nous étions trop bas sur l'eau* », raconte le naufragé, « *et puis à ce moment-là, les grandes frayeurs étaient déjà oubliées.* »

Pour Eric et son compagnon d'infortune Laurent Bourgnon, la journée du samedi 6 mai s'annonce plutôt bien. Sur leur vieux catamaran, un navire qui parcourt l'océan depuis quatre ans sous des noms différents mais avec des skippers prestigieux à la barre, ils rivalisent avec les grands. Ils précèdent Florence Arthaud et Serge Madec. Ils se hâtent vers Saint-Barthélemy, où ils peuvent obtenir la cinquième place d'étape. « *Dans le soleil levant nous allions très vite, à 20 nœuds* », précise Laurent Bourgnon, « *la mer semblait correcte et on attaquait pas mal* ». Tout semble parfait jusqu'à ce que la concordance d'une vague un peu plus haute que les autres et d'une risée provoque l'accident.

« *L'étrave a plongé dans la montagne d'eau et le bateau s'est lentement dressé à la verticale* », explique Laurent. Capitaine courageux de vingt-deux ans, le vainqueur de l'édition 1988 de la Course du *Figaro* choque l'écoute de grand-voile en espérant que son catamaran va retrouver sa position habituelle. « *On a eu l'impression qu'il restait ainsi quelques instants, gouvernails pointés vers le ciel, et puis il est retombé, mais du mauvais côté* ». Cet épisode, les deux coureurs ne le vivent pas entièrement, puisqu'ils ont sauté à l'eau alors que le navire est encore en position verticale.

Le plus grand moment de peur pour Eric. « *Tomber de 15 mètres, en se disant qu'il faut plonger le plus profond possible pour éviter de se faire assommer par les coques, provoque l'angoisse mais donne des forces supplémentaires* », reconnaît l'équipier. Mais, habitués des « désalages » en dériveur, ils réussissent leur manoeuvre. « *Après, il n'y avait plus qu'à trouver la balise Argos pour déclencher l'alerte* ». Presque la routine pour ces marins aussi habiles dans l'eau que sur l'eau. Vite repérés par un avion Bréguet Atlantique, ils attendent dix heures, à 450 kilomètres de Saint-Barthélemy, qu'un porte-conteneurs se déroute pour les recueillir.

Les naufragés ne perdent pas leur temps. Ils plongent pour récupérer leurs voiles et sauver le plus possible de matériel. Car les deux amis n'ont qu'un objectif : trouver le moyen de récupérer leur bateau et de le réarmer rapidement, pour prendre le départ de la deuxième étape. Un projet qui les motive pour tenter de convaincre leur bailleur de fonds de financer une expédition vers ce qu'ils refusent d'appeler une « *épave* ».

SERGE BOLLOCH.

Les résultats

Athlétisme

JEUX DE LA GUADELOUPE A POINTE-A-PITRE

Lors de la première journée des douzièmes Jeux de la Guadeloupe, dimanche 7 mai, Marie-Josée Perec (PUC) a amélioré de 31 centièmes de seconde le record de France du 400 mètres qu'elle avait établi le 14 août 1988 à Tours : elle a couru la distance en 51 s 04 contre 51 s 35.

Automobilisme

GRAND PRIX DE MONACO

Classement : 1. Ayrton Senna (McLaren-Honda), 256,256 km en 1 h 53 mn 33 s (135,401 km/h) ; 2. Alain Prost, à 52 s (McLaren-Honda) ; 3. Stefano Modena à 1 tour (Brabham-Judd) ; 4. Caffi à 2 tours (Dallara-Ford) ; 5. Alboreto (Tyrell-Ford)...

Classement du championnat du monde. – 1. Senna et Prost, 18 pts ; 3. Mansel, 9 ; 4. Nannini et Warwick, 5.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Détenteur du titre 1988 l'équipe du CSP Limoges a remporté pour la cinquième fois le titre de champion de France en battant en finale retour, samedi 6 mai à Orthez, l'équipe de l'Elan béarnais d'Orthez par 102 à 96.

Escrime

CHALLENGE MARTEL (épée)

En remportant dimanche 7 mai le challenge Martel, l'épéiste français Eric Srecki s'est adjugé par la même occasion la Coupe du monde épée 1989, cinq ans après Olivier Lenglet.

Football

Division I

(trente-cinquième journée)

*Marseille b. Paris-SG	1-0
*Strasbourg b. Auxerre	1-0
Sochaux b. *Montpellier	2-1
*Lens et Monaco	1-1
*Metz et Nantes	0-0
Lille b. *Nice	1-0
*Bordeaux et Cannes	0-0
*Saint-Etienne b. Toulouse	3-2
*Matra-Racing et Toulon	1-1
*Laval et Caen	1-1

Classement. – 1. Marseille, 67 pts ; 2. Paris-SG, 65 ; 3. Sochaux, 62 ; 4. Auxerre, 61 ; 5. Monaco, 59 ; 6. Nantes, 56 ; 7. Lille, 52 ; 8. Nice, 50 ; 9. Bordeaux, Cannes, Montpellier, 48 ; 12. Toulouse, 47 ; 13. Toulon, 46 ; 14. Metz, 45 ; 15. Saint-Etienne, 44 ; 16. Matra-Racing, Strasbourg, 35 ; 18. Laval, 34 19. Caen, 31 ; 20. Lens, 16.

Gymnastique

CHAMPIONNATS D'EUROPE

(messieurs)

1. Concours général : 1. Igor Korobtchinski (URSS) ; 2. Valentin Moguilny (URSS) ; 3. Holger Behrendt (RDA) ;... 13. Stéphane Cauterman (Fr)... 23. Chevalier.

Appareil : Sol : 1. Igor Korobtchinski (URSS)... ; Cheval d'arçon : 1. Valentin Moguilny (URSS)... ; Anneaux : 1. Holger Behrendt (RDA)... ; Saut de cheval : 1. Valentin Moguilny (URSS)... ; Barres parallèles : 1. Kalofer Hristozov (Bul.)... ; Barre fixe : 1. Andreas Wecker (RDA)...

Handball

COUPE D'EUROPE

Créteil a battu, samedi 6 mai, en finale aller de la Coupe des coupes, l'équipe d'Essen par 17 à 16. La finale retour aura lieu le 21 mai à Essen.

Karaté

CHAMPIONNATS D'EUROPE

L'équipe de France de karaté a remporté dimanche 7 mai à Titograd (Yougoslavie) quatre titres individuels européens sur les cinq mis en jeu. Damien Dovy (– 60 kg), Didier Lupo (– 65 kg), Bruno Pellicier (– 70 kg) et Thierry Masci (open) s'étant imposés dans leur catégorie. Serge Matéo s'est octroyé la médaille d'argent en toutes catégories.

Rugby

Groupe A

(quart de finale)

A Toulouse : Agen b. Tarbes 12-9
A Montferrand : Narbonne b. Grenoble 24-13
A Agen : Toulouse b. Lourdes ...41-15
A Nîmes : Toulon b. Béziers 19-12

ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel
24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS
36.15 LEMONDE

le journal mensuel de documentation politique

après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LE MONDE ASSOCIATIF

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

Économie

ÉTRANGER

La réunion de la Banque asiatique de développement à Pékin

Le Japon renforce sa position dans sa zone d'influence

Le Japon a obtenu le soutien de l'ensemble des pays d'Asie et celui, nuancé, des Etats-Unis et de la France, à la différence des autres pays européens et particulièrement la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale pour ses projets visant à créer une nouvelle entité financière régionale, dont la vocation serait de prendre des participations dans le secteur privé des pays en développement en associant la Banque asiatique de développement (BAD) aux grandes banques commerciales.

Tokyo semble ainsi, à la faveur de la vingt-deuxième réunion annuelle des quarante-sept pays membres de la BAD, qui s'est tenue, pour la première fois, à Pékin du 4 au 6 mai, avoir quelque peu fait progresser son initiative controversée.

PÉKIN
de notre correspondant

Les Japonais ont mis à profit un consensus qui s'est fait jour au sein de la Banque asiatique de développement (BAD) – dont ils détiennent traditionnellement la présidence – sur le besoin de renforcer le rôle du secteur privé dans le développement des pays asiatiques. Cependant, ils ne sont pas encore parvenus à vaincre les réticences de membres non régionaux comme la Grande-Bretagne ou l'Allemagne de l'Ouest qui s'inquiètent du rôle moteur que les banques commerciales japonaises s'arrogeraient dans cette nouvelle institution financière provisoirement intitulée Asian Finance and Investment Corporation (AFIC).

On peut s'attendre à de difficiles marchandages au cours des prochains débats au sein du conseil des gouverneurs de la BAD. Le projet japonais va jusqu'à prévoir que 40 % du capital de l'AFIC sera originaire de banques japonaises. Il restera à déterminer la répartition entre membres régionaux et extérieurs à la région, la définition des pays pouvant bénéficier de son intervention et le nombre des participants privés amenés à s'y joindre.

La lutte contre la pauvreté

L'initiative japonaise vise à élargir l'assise financière de la BAD, dont les investissements dans le secteur privé sont passés de 20 millions de dollars à leurs débuts en 1986 à 95 millions de dollars l'an dernier. Le Japon considère que la poursuite de cette croissance spectaculaire risque d'affaiblir les capacités d'intervention de la BAD si le secteur commercial ne s'y associe pas. Le successeur de M.Masao Fujioka devra en particulier tenter d'arracher l'assentiment des Européens en faisant valoir que l'AFIC n'interviendra pas sur les marchés existants.

La réunion – qui voyait pour la première fois participer côte à côte les représentants de la Chine populaire, membre de la BAD depuis 1985, et ceux de Taiwan, sous le sigle « *Taïpei, Chine* » – a donné lieu à un accord unanime sur la nécessité de s'attaquer plus résolument au problème de la pauvreté dans la région.

Le désaccord reste cependant profond sur l'opportunité de permettre à la Chine et à l'Inde, les deux géants de la pauvreté dans la région, d'accéder aux facilités de crédit à taux privilégié du Fonds asiatique de développement, qui relève de la BAD. Si, pour des raisons principalement politiques, le Japon y est favorable, les États-Unis mais aussi les autres pays pauvres de la région sont d'un avis contraire, faisait valoir que Pékin et New-Delhi risquent de grèver lourdement les ressources limitées de ce Fonds.

Craintes et méfiance

La réunion a vu s'exprimer, enfin, la méfiance d'un certain nombre de pays de la région envers les plans de dialogue multilatéral sous les auspices de la BAD quant aux stratégies de développement, les politiques économiques des pays membres en voie de développement et les nécessités de la protection de l'environnement.

Des délégués comme celui de l'Indonésie se sont déclarés éventuellement favorables à des consultations sur des projets précis de développement mais vivement opposés à un examen international des politiques macro-économiques individuelles. Ils ont émis la crainte que ce dialogue n'instaure un lien entre les choix de chacun des pays bénéficiaires de l'assistance financière de la BAD et le niveau des prêts qu'ils en obtiendraient.

Le symbole que constituait la réunion des responsables de la haute finance asiatique à Pékin, traduisant l'intégration progressive de la Chine populaire à l'économie régionale, ne devrait cependant pas donner lieu à un endettement fortement accru des Chinois envers la BAD dans l'immédiat. Les plans d'austérité de Pékin, à l'heure actuelle, tiennent compte en particulier d'un alourdissement sensible pour les années qui viennent du service de la dette étrangère.

FRANCIS DERON.

Suspension provisoire des négociations entre le Mexique et ses créanciers privés

Le Mexique et ses banques créditrices semblent avoir trébuché sur les modalités d'application du plan Brady, qui prévoit des réductions de dette pour les pays à revenus intermédiaires. Le comité, formé de quinze banques représentant les quelque cinq cents banques créditrices du Mexique, et les négociateurs mexicains de la dette ont en effet décidé, le vendredi 5 mai, de suspendre leurs négociations new-yorkaises pour une semaine. « *Nous travaillons depuis plusieurs semaines avec le Mexique, et nous devons maintenant nous réunir entre nous* [les créditeurs], *tandis que les représentants mexicains vont retourner à Mexico pour des consultations. Notre objectif commun est de faire avancer les choses aussi rapidement et aussi raisonnablement que possible* », a déclaré M. William Rhodes, président du comité des banques et représentant de la Citibank.

Le Mexique, pays test d'application du plan Brady, sollicite un apport extérieur de 4 milliards de dollars (25 milliards de francs environ), en partie sous forme de prêt et de rééchelonnement de dette, en partie sous forme de réduction de dette. Cependant, ses demandes semblent être jugées trop exigeantes par les banques, et ont été qualifiées par le sous-secrétaire au Trésor, M. David Mulford, de « *trop agressives* » au regard des créditeurs. M. Mulford a également indiqué que le Fonds monétaire international souhaite commencer les versements de son nouveau prêt de 3,6 milliards de dollars avant que les négociations avec les banques créditrices soient achevées.

L'articulation entre les prêts consentis par les institutions internationales (la Banque mondiale pourrait, elle aussi, au cours des prochaines semaines, entamer des versements) et les accords sur des réductions de dette avec les créanciers privés sont encore flous. Les deux institutions de Washington doivent procéder cette semaine à des discussions sur ce thème.

CEE

Engouement des investisseurs américains pour l'Europe

Selon un rapport du *Conference Board*, organisme d'études américain indépendant, 54 % des 180 firmes ayant décidé en 1988 un investissement à l'étranger ont choisi l'Europe. Les deux tiers des projets concernent la France, la Grande-Bretagne et la RFA.

L'Asie attire 28 % des investisseurs américains, le Canada, 9 % et l'Amérique latine et les Caraïbes, 9 %. Les experts estiment que cet engouement pour l'Europe s'explique par la préparation du grand marché, qui risque d'élever des barrières douanières entre les Douze et le reste du monde, à partir de 1993. Le rapport du Conference Board évalue à 18 % l'augmentation du nombre d'accords et de rachats d'entreprises effectués à l'étranger par des firmes américaines, en 1988, par rapport à l'année précédente.

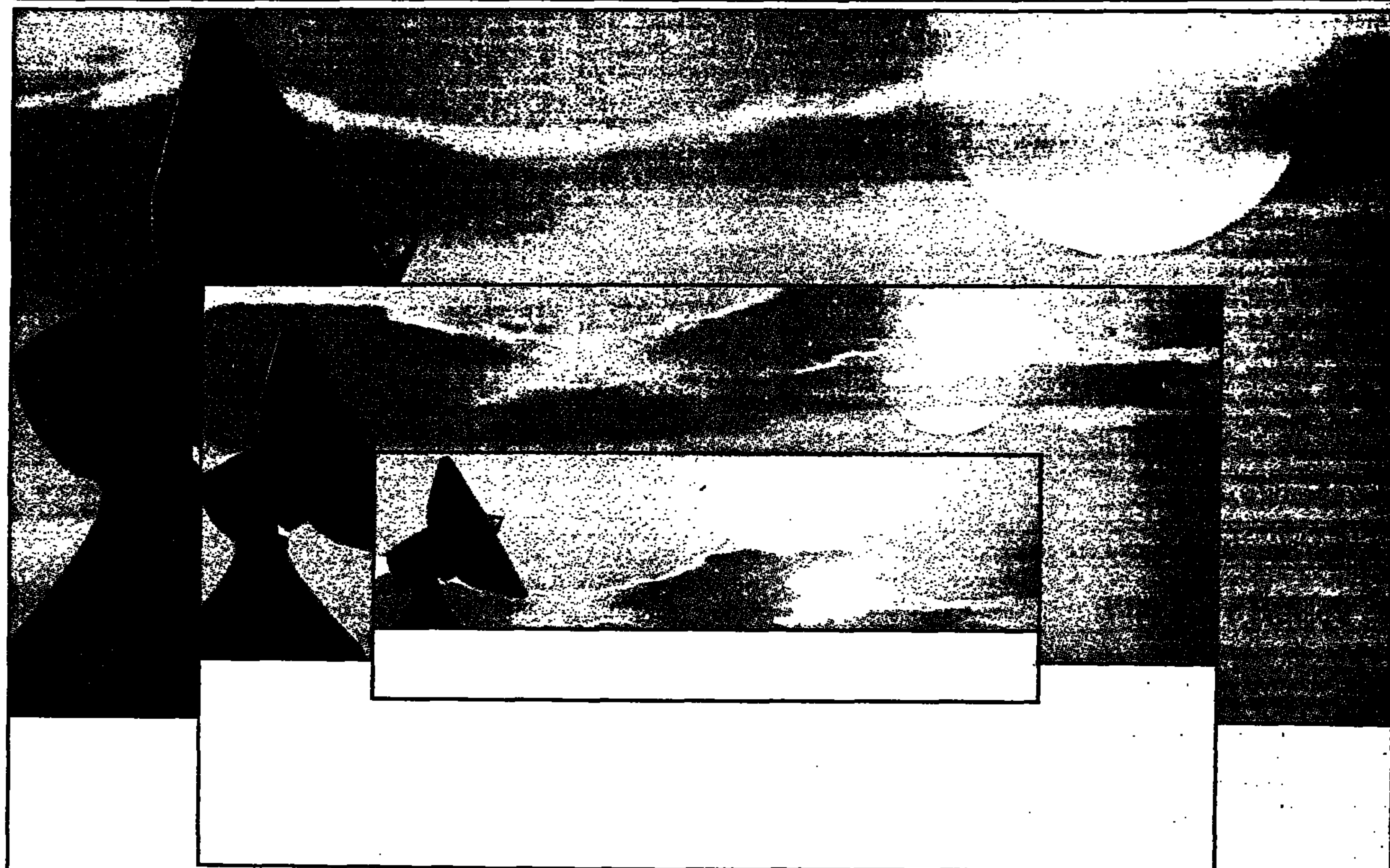
● **La création du marché unique considérée comme positive par les attachés parlementaires américains.** – Une enquête effectuée auprès des équipes parlementaires attachées aux membres du Congrès américain révèle que pour 68 % des sondés, la suppression des barrières commerciales et la création du marché unique sont des mesures « *positives* » ou « *très positives* ». Cependant, 45 % des personnes interrogées pensent que ces mesures limiteront les activités américaines, et 53 % estiment que l'unification européenne créera d'énormes difficultés administratives et réglementaires aux produits américains qui voudront s'implanter sur ce nouveau marché.

★ Enquête effectuée entre le 9 janvier et le 13 février auprès de trois cent soixante-douze attachés parlementaires, soit 70 % de l'effectif global, par la société américaine Fleishman-Hillard Inc.

Photocopieurs : enquête de la CEE sur la filiale française de Ricoh

La Commission européenne a ouvert une enquête sur la filiale française du japonais Ricoh, afin de vérifier qu'elle respecte bien le seuil communautaire limitant à 60 % le contenu nippon de son produit. En septembre dernier, la Commission avait taxé trois autres fabricants japonais de photocopieurs – Konica, Matsushita et Toshiba – qui ne respectaient pas ce seuil contenu dans la « loi tournevis (1) », en vigueur depuis juillet 1987. Les trois entreprises incriminées s'étant engagées à respecter le seuil de 60 %, les taxes les frappant ont été supprimées. Les enquêtes « tournevis » n'ont porté jusqu'ici que sur les fabricants japonais de machines à écrire et de balances électroniques, de roulements à billes et de certaines imprimantes.

(1) Les Japonais sont accusés de n'installer le plus souvent à l'étranger que des usines de montage.



INVESTISSEZ DANS UNE VALEUR SÛRE : L'AVENIR

CNT La Caisse Nationale des Télécommunications finance le développement et l'effort de recherche des Télécommunications françaises par l'émission d'emprunts à long, moyen et court terme sur les principaux marchés financiers français et internationaux.
Elle met ainsi régulièrement à la disposition de l'exploitant public national "France Télécom" les ressources financières nécessaires à ses investissements et à ses besoins de trésorerie.

Soyez les partenaires du progrès
Organisme financier au service d'un secteur d'activité qui présente actuellement les perspectives d'expansion les plus fortes, la CNT associe les souscripteurs de ses emprunts à l'essor de l'une des forces les plus vives de l'économie française. France Télécom a la volonté de développer un réseau de communication capable de transmettre instantanément voix, images, données, écrits ainsi que d'étendre constamment la gamme de produits et services performants adaptés aux exigences du public et des professionnels : ce sont autant de garanties de succès et d'avenir.

Faites confiance au dynamisme
Le dynamisme et la compétence de la Caisse Nationale des Télécommunications sont à l'image de France Télécom. Respect des investisseurs et actions innovatrices mais prudentes sont les fondements de ses opérations. Le professionnalisme de la CNT, son ouverture sur les produits financiers nouveaux, le suivi de ses titres sur les marchés lui permettent de jouer pleinement son rôle d'émetteur tout en étant très attentive aux intérêts légitimes des investisseurs.

Souscrivez à l'avenir
La notoriété de la Caisse Nationale des Télécommunications se vérifie régulièrement par son excellente notation (l'une des meilleures de la place de Paris) et par la qualité de l'accueil réservé à ses émissions par la communauté financière internationale. Label de qualité pour les porteurs institutionnels ou privés, associée aux réussites de France Télécom, la signature de la Caisse Nationale des Télécommunications est une valeur sûre ; une valeur qui s'appelle avenir !

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

OPUS HINTZY - Éléments photographiques PIOTOR

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

هكذا من الأصل

Économie

ÉNERGIE

La stratégie de repli doit être poursuivie au même rythme

estime le président de Charbonnages de France

SYDNEY
de notre envoyée spéciale

« Le charbon européen n'est plus compétitif. C'est un constat sans appel », a déclaré M. Bernard Pache, président de Charbonnages de France (CDF), dimanche 7 mai, en présentant les résultats et les perspectives de l'entreprise au terme d'une visite dans les mines australiennes. Dressant un tableau accablant de la situation internationale, dominée par trois grands exportateurs (Australie, Afrique du Sud, Canada), dont les rendements sont sept fois supérieurs aux meilleurs gisements français et les prix de revient deux fois moins élevés, M. Pache a plaidé pour la poursuite de la politique de repli adoptée par la France et par la plupart des pays du Vieux Continent, depuis une vingtaine d'années. *« Nous ne sommes pas dans le même contexte,* a-t-il expliqué. *La qualité du travail est meilleure chez nous, mais les gisements ne sont malheureusement pas les mêmes (...). Nos exploitations ne peuvent plus être rentables, sauf une situation exceptionnelle dont la probabilité est faible. Il faut en tirer les conséquences... »*

Charbonnages de France doit donc poursuivre sans changement la stratégie définie en 1985 qui a réduit la production de un cinquième (de 16,3 à 13,2 millions de tonnes) et les effectifs de 36 % (de 47 000 à 30 100 personnes), tout en s'efforçant d'aider à la reconversion des hommes et des régions touchées. *« Nous avons un plan d'entreprise, Il doit être poursuivi sans accélération ni freinage. A ceux qui demandent un arrêt brutal, nous répondons : occupez-vous de vos mineurs ! A ceux qui plaident pour le statu quo nous disons : ce n'est pas raisonnable sur le plan économique. La politique actuelle constitue le meilleur équilibre entre l'économique et le social »*, a-t-il dit.

Le repli, bien qu'inévitable, a expliqué le président de CDF, doit être effectué *« dans l'ordre et la dignité, au moindre coût social et humain »*. Depuis 1986, Charbonnages de France a aidé à créer plus d'emplois qu'il n'en supprimait. En 1988, l'entreprise a contribué à la création de 10 665 emplois alors que ses effectifs diminuaient de 6 000 agents. En outre, CDF a permis à un tiers environ des partants (2 000 personnes sur 6 000) de retrouver un emploi valable à l'extérieur. Une politique coûteuse puisque les aides au départ représentent, en moyenne, 314 000 F par agent, soit un peu moins de deux années de salaire et de charges sociales.

Il n'est donc pas surprenant qu'en dépit d'une aide de l'Etat considérable CDF continue d'accumuler les pertes. Aux pertes d'exploitation proprement dites (3,5 milliards de francs) s'ajoutent en effet près de 2 milliards de francs de charges de restructuration alors que l'aide de l'Etat ne s'élève qu'à 3,2 milliards. Il manque donc plus de 2 milliards de francs qui, financés par emprunts, alourdissent l'endettement et les charges financières du groupe (1 milliard de francs par an).

Gagner du temps

Résultat : en 1988, Charbonnages de France a réalisé un déficit d'exploitation de 2,4 milliards de francs, voisin de celui de 1987, cela bien que le rendement des mines ait augmenté depuis trois ans de 37 % et que les prix de revient aient été réduits de 21 %. Un résultat aggravé sur le plan comptable par le jeu des provisions qui, favorable en 1987, avait limité la perte comptable à 200 millions de francs, alors qu'en 1988 il n'a pas permis de masquer le déficit, si bien que le résultat consolidé de CDF est cette année *négatif* de 2,230 milliards de francs. Seul espoir : le redressement récent des cours internationaux du charbon, qui devrait réduire les pertes à la tonne et la nouvelle convention négociée avec EDF, principal client de la houille française.

Appliquée depuis le 1er janvier 1989, cette convention prévoit l'achat — au prix international majoré de 10 % — de quantités fermes pendant cinq ans, ce qui devrait donner aux Charbonnages une capacité de réaction accrue sur le plan commercial. Une éclaircie qui ne doit pas remettre en cause la politique de repli, a assuré M. Pache, sans se prononcer toutefois sur les limites ultimes de la récession. *« Dans les gisements où il y a des possibilités de progrès, comme la Lorraine, nous essayons de gagner du temps pour régler les problèmes sociaux. Aucune décision définitive n'a été prise. Ce sont les résultats que nous obtiendrons en matière de prix de revient qui apporteront la réponse »*, a expliqué le président de CDF, assurant qu'en 1989 le groupe allait supprimer encore quatre mille emplois.

VÉRONIQUE MAURUS.

POINT DE VUE

Chômage et pénurie de main-d'œuvre

par Bernard Brunhes
Consultant

UNE courbe du chômage qui s'incline vers le bas : divine surprise. Les experts et le gouvernement n'en croient pas leurs yeux, eux qui avaient plutôt manié les perspectives pessimistes en la matière.

Deux évolutions devraient pourtant attirer l'attention. Première constatation : comme le montre une étude récente de l'INSEE, les embauches définitives s'adressent massivement aux salariés déjà employés ou aux chômeurs de fraîche date. Dans le même temps, le nombre de personnes au chômage depuis plus de deux ans augmente et dépasse maintenant les quatre cent mille.

L'écart s'accroît entre les « employables » et les délaissés, entre ceux qui peuvent trouver un emploi, au-besoin après une formation, et ceux dont les possibilités d'insertion sont faibles et qu'il faut aider.

Deuxième constatation : des tensions commencent à se faire sentir sur le marché du travail. Les entreprises vont éprouver de plus en plus de difficultés à y trouver des salariés qualifiés. Paradoxe : en ces temps de chômage massif, on rencontre déjà des pénuries de main-d'œuvre qualifiée. Un phénomène encore mal perçu chez nous, mais déjà visible dans d'autres pays européens, ceux où le nombre des jeunes diminue, du fait de l'arrivée de classes creuses à l'âge actif.

Ce paradoxe — beaucoup de chômeurs mais des pénuries de main-d'œuvre, une situation inédite en France — devrait inciter les pouvoirs publics à réorienter leur intervention sur le marché du travail. Il s'agit, à la fois, de faire face à une demande de plus en plus forte en qualifications précises et d'éviter que la masse de ceux qui n'arrivent plus à obtenir un emploi grossisse d'année en année.

Simplifier les dispositifs

Le service public de l'emploi — l'ANPE, les services extérieurs du ministère du travail, les délégations régionales à la formation professionnelle, l'AFPA, les Assedic, les missions locales, etc. — est si compliqué, la répartition des responsabilités entre ses composantes s'est tellement embrouillée au fil des ans qu'il n'est probablement pas en état de remplir la fonction essentielle des années à venir : une fonction de régulation et d'animation du marché du travail.

Il faut simplifier très fortement, par une globalisation financière dans les mains d'un seul opérateur, les dispositifs de formation et d'insertion des jeunes et des chômeurs, qui se sont empilés depuis plus de dix ans, aboutissant à des sédimentations complexes et souvent illisibles. S'il reste indispensable de garder une panoplie diversifiée d'outils d'intervention, elle devrait être modelée localement en fonction de l'évolution du marché du travail.

Le service public de l'emploi doit être déconcentré. Il doit développer des partenariats, aujourd'hui appréciés lorsqu'ils existent, mais encore rares, avec les entreprises et leurs organisations professionnelles, avec les associations à caractère social, avec les formateurs, avec les collectivités locales et les conseils régionaux.

Pour répondre à ces objectifs, on peut penser à la mise en place d'offices régionaux du marché du travail, établissements publics d'Etat, disposant pour mener leur action de l'ensemble des fonds consacrés par l'Etat à la formation et à l'insertion des jeunes et des chômeurs. Ils seraient autorisés à les utiliser en fonction des besoins locaux des demandeurs d'emploi et des employeurs, et non plus de règles définies à Paris. Ils disposeraient d'une souplesse budgétaire qui manque aux services actuels et notamment à l'ANPE. Ils seraient administrés de façon tripartite par l'Etat et les partenaires sociaux, et coiffés par un office national, lui aussi tripartite, chargé d'assurer les cohérences et les missions nationales.

Une politique de l'emploi adulte devrait se libérer de l'obsession du chiffre (celui des demandeurs d'emploi comme celui des stagiaires en formation) et s'adapter au terrain.

Nul, parmi les acteurs du service public de l'emploi, n'a démérité, mais le génie que savent déployer les Français dans le développement de structures bureaucratiques complexes et centralisées doit savoir s'effacer devant la réalité du terrain.

CONJONCTURE

Selon une étude de l'INSEE

Une politique plus favorable aux salariés et à l'emploi retarderait le rétablissement du commerce extérieur

« Les perspectives de croissance mondiale semblent meilleures, et aujourd'hui une vision plus optimiste de l'avenir peut être proposée pour la France », estime l'INSEE dans une étude de Charles Lantieri consacrée à « L'économie française à l'horizon 1992 ».

Pour bien mettre en valeur l'impact de l'environnement international sur l'économie française, l'INSEE a étudié deux hypothèses. Une première dans laquelle la forte conjoncture des années 1987 et 1988 ne refléterait qu'une *« embellie passagère »*. La croissance mondiale se ralentit alors pour n'être que de 2,3 % en 1989 et 1990, puis de 2,7 %-2,8 % en 1991-1992.

Une seconde hypothèse postule que la situation économique mondiale est durablement assainie et dynamique. La croissance se maintient un peu au-dessus de 3 % : 3,1 % en 1989, 2,7 % en 1990, 3 % en 1991 et 3 % en 1992. L'INSEE exclut dans l'un comme dans l'autre scénario de grands spasmes internationaux.

Reste pour la France à faire ses choix, notamment en ce qui concerne la politique salariale et la rentabilité des entreprises.

Les pouvoirs publics en France peuvent mener des politiques différentes du partage de la valeur ajoutée entre salaires et profits des entreprises. Si la progression du pouvoir d'achat est plus lente que la productivité (1,2 % l'an contre 2,7 %) la rentabilité des firmes s'améliore : leur taux de marge augmente de trois points entre 1988 et 1992, et l'investissement progresse de 5,3 % l'an en volume entre 1988 et 1992.

Le commerce extérieur de la France s'améliore, notamment dans le domaine des produits manufacturés qui retrouve l'équilibre en 1992. Prix à payer de cette politique vertueuse menée en cas d'environnement international morose (première hypothèse) : la croissance n'est que de 2,4 % et le chômage progresse de façon importante, atteignant 12,7 % de la population active en 1992 (3,1 millions de chômeurs).

Mais ce scénario inquiétant pour l'emploi n'est pas le seul envisageable. Si l'environnement international reste bon — c'est-à-dire si la croissance chemine à un rythme de 3 % l'an, — le partage de la valeur ajoutée peut être plus favorable aux salariés. C'est en tous les cas l'idée retenue par l'INSEE, qui table sur une croissance plus faible de la productivité : + 2,1 % l'an contre 2,5 %. La situation des ménages est améliorée : leurs revenus croissent de 2 % chaque année et leur consommation de 2,1 %. Le commerce extérieur s'améliore moins vite et les échanges industriels restent déficitaires de 18 milliards en 1992.

Mais l'emploi s'améliore : le chômage progresse de plus en plus lentement et en 1992 le nombre des demandeurs d'emploi est stabilisé à 2,7 millions, soit quatre cent mille de moins que dans le premier scénario.

Mais dans tous les cas la hausse des prix français s'aligne progressivement sur celle de la RFA à 2 %.

AFFAIRES

Renault autorisé à vendre une filiale à une société allemande

Le ministère de l'économie a autorisé Renault à vendre à l'allemande Kolbenschmidt sa filiale, la Société mosellane de mécanique (SMM). Le groupe automobile caressait ce projet depuis plusieurs mois, mais il a dû en passer par les procédures régissant les privatisations. D'où la nécessité de publier un décret donnant le feu vert à l'opération.

La SMM emploie six cent quatre-vingt-deux personnes et a réalisé en 1988 un bénéfice net de 20,2 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 706 millions. Elle fournit à Renault la moitié de ses pistons et est assurée que le groupe automobile maintiendra pendant cinq ans son niveau de commandes.

La cession s'inscrit dans la stratégie de recentrage menée par la Régie, les pouvoirs publics avaient encouragé le développement de la SMM à Thionville, en Moselle, afin d'aider cette région frappée par la crise de l'acier, au début des années 80.

BOURSE

TOKYO, 8 mai ↑

Nouveau record

La Bourse de Tokyo a enregistré un nouveau record pour la sixième séance consécutive. L'indice Nikkei clôturait, lundi 8 mai, à 34 135,24 yens, en hausse de 180,25 yens sur la clôture de mardi 2 mai. Après cinq jours de fermeture pour la « Semaine d'or », le marché était très actif, et les cours nettement orientés à la hausse.

L'indice Nikkei, tout en restant au-dessus de la barre des 34 000, avait cédé un peu de terrain à la mi-journée en raison des craintes suscitées par la fermeté du dollar en dépit des interventions de plusieurs banques centrales vendredi, et de la Banque du Japon lundi. Le dollar a, en effet, grimpé à son plus haut niveau depuis sept mois, clôturant la séance du matin à 134,52 yens, en hausse de 0,67 yen sur la clôture de mardi dernier. Il était, en revanche, en léger repli à l'ouverture du marché des changes de Francfort, où il s'échangeait à 1,8950 DM, contre 1,8990 DM vendredi à la clôture.

VALEURS	Cours du 28 avril	Cours du 8 mai
Akai	732	818
Bridgestone	1 580	1 580
Canon	1 610	1 660
Fuji Bank	3 380	3 380
Honda Motors	1 850	1 930
Matsushita Electric	2 320	2 420
Mitsubishi Heavy	1 120	1 140
Sony Corp.	6 600	7 000
Toyota Motors	2 530	2 660

REPÈRES

Commerce

Exportations record pour l'Inde en 1988-1989

Au cours de l'exercice fiscal 1988-1989 (clos le 31 mars), l'Inde a réalisé 12,7 milliards de dollars d'exportations (80 milliards de francs environ), un niveau jamais atteint, en progression de 29 % par rapport à l'exercice précédent. Cependant, le déficit commercial s'est inscrit en hausse sur un an, atteignant 4,6 milliards de dollars en 1988-1989, contre 4,1 milliards au cours de l'exercice précédent. Le montant des importations s'est élevé à 17,3 milliards de dollars.

Inflation

Hausse des prix de 33,4 % en Argentine en avril...

L'indice des prix à la consommation de l'Argentine a augmenté de 33,4 % en avril par rapport au mois précédent. L'inflation mensuelle retrouve ainsi son plus haut niveau depuis mars 1976. Sur les quatre premiers mois de 1989, la hausse des prix à la consommation a atteint 86,3 %. Le gouvernement argentin a adopté le 30 avril un nouveau plan de lutte contre l'inflation, qui prévoit notamment un gel des prix et des salaires.

...et de 7,3 % au Brésil

Malgré le lancement, le 15 janvier dernier, du plan Verano, destiné à lutter contre l'inflation, la hausse des prix au Brésil a atteint 7,3 % au mois d'avril, ce qui porte la hausse sur les quatre premiers mois de l'année à 100,8 % (dont 70,3 % pour le seul mois de janvier).

(Publicité)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

1er AVIS

M. le préfet de la région de Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime, M. le préfet de la région de Picardie et du département de la Somme, informent le public que par arrêté en date des 31 mars et 7 avril 1989, ils ont prescrit l'ouverture :

— suivant les dispositions du décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement, d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de construction de l'autoroute entre NEUFCHATEL-EN-BRAY et ABBEVILLE touchant les communes de NEUFCHATEL-EN-BRAY, SAINT-GERMAIN-SUR-EAULNE, MENONVAL, LUCY, FESQUES, CALLENGEVILLE, FOUCARMONT, FALLENCOURT, SAINT RIQUIER-EN-RIVIERE et BLANGY-SUR-BRESLE en Seine-Maritime et BOUTTENCOURT, BOUILLANCOURT-EN-SERY, LE TRANSLAY, VISMES AU VAL, MARTAINNEVILLE, TOURS-EN-VIMEU, GREBAULT-MESNIL, HUPPY et BEHEN dans la Somme,

— d'une enquête publique sur les modifications des Plans d'occupation des sols des communes de NEUFCHATEL-EN-BRAY, FOURCARMONT et BLANGY-SUR-BRESLE dans le département de la Seine-Maritime et de BOUTTENCOURT dans le département de la Somme.

Les pièces du dossier principal, ainsi que des registres d'enquêtes, seront déposés à la mairie de BLANGY-SUR-BRESLE pendant 33 jours consécutifs, depuis le lundi 29 mai 1989 jusqu'au vendredi 30 juin 1989 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance tous les jours de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 du lundi au vendredi et de 8 h à 12 h et de 13 h 30 à 15 h 30 le samedi (dimanches et jours fériés exceptés).

Pendant le même délai, des dossiers subsidiaires et des registres d'enquêtes resteront déposés et chacun pourra en prendre connaissance aux lieux jours et heures suivants :

— à la sous-préfecture de Dieppe, de 9 h à 12 h 30 et de 13 h 15 à 16 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés),
— à la mairie de NEUFCHATEL-EN-BRAY, de 8 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 17 h 30 du lundi au vendredi et de 8 h 30 à 12 h le samedi (dimanches et jours fériés exceptés),
— à la mairie de SAINT-GERMAIN-SUR-EAULNE, de 14 h à 19 h les mardis et vendredis et de 14 h à 15 h les lundis, mercredis et jeudis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés),
— à la mairie de MONONVAL, de 11 h à 12 h tous les jours (samedis dimanches et jours fériés exceptés),
— à la mairie de LUCY de 17 h à 18 h les lundis, mercredis, jeudis et de 18 h à 20 h les mardis et vendredis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés),
— à la mairie de FESQUES, de 16 h à 17 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés),
— à la mairie de CALLENGEVILLE, de 11 h à 12 h du lundi au vendredi et de 14 h à 17 h le samedi (dimanches et jours fériés exceptés),
— à la mairie de FOUCARMONT, de 10 h 30 à 12 h et de 16 h à 18 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés),
— à la mairie de SAINT-RIQUIER-EN-RIVIERE, de 18 h à 19 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés),
— à la sous-préfecture d'ABBEVILLE, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30 tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés),
— à la mairie de BOUTTENCOURT, de 14 h 30 à 17 h 30 tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés),
— à la mairie de BOUILLANCOURT-EN-SERY, de 17 h 30 à 18 h 30 tois les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés),
— à la mairie de TRANSLAY, de 15 h à 16 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés),
— à la mairie de VISMES-AU-VAL, de 17 h 30 à 18 h 30 tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés),
— à la mairie de MARTAINNEVILLE, de 11 h à 12 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés),
— à la mairie de TOURS-EN-VIMEU, de 14 h 30 à 18 h 30 les lundis, mardis, jeudis et vendredis et de 14 h 30 à 18 h 30 les lundis, mardis, jeudis et vendredis et de 14 h 30 à 18 h les samedis (mercredis, dimanches et jours fériés exceptés),
— à la mairie de GREBAULT-MESNIL, de 14 h à 15 h tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés),
— à la mairie d'HUPPY, de 16 h à 19 h les lundis, de 16 h à 18 h 30 les mardis, mercredis et vendredis, de 10 h à 12 h et de 16 h à 18 h 30 les jeudis (samedis, dimanches et jours fériés exceptés),
— à la mairie de BEHEN, les mardis de 18 h à 19 h 30, les vendredis de 17 h 30 à 19 h 30, les lundis, mercredis et jeudis de 14 h à 15 h (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).

Un dossier technique sera également déposé à la préfecture de la Seine-Maritime, direction départementale de l'équipement à ROUEN, ainsi qu'à la préfecture de la Somme, direction départementale de l'équipement à AMIENS, de 9 h à 11 h 30 et de 13 h 30 à 16 h 45 tous les jours (samedis, dimanches et jours fériés exceptés).

L'un ou l'autre des membres de la commission d'enquête recevra, en personne, les observations du public :

— le mercredi 28 juin 1989, à la mairie de NEUFCHATEL-EN-BRAY de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30,
— le jeudi 29 juin 1989, à la sous-préfecture d'ABBEVILLE de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30,
— le vendredi 30 juin 1989, à la mairie de BLANGY-SUR-BRESLE de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h 30.

La Commission d'enquête sera présidée par :

— M. Maurice ROY, ingénieur général des Ponts et Chaussées honoraire, demeurant 5, avenue Louise 95230 SOISY-SOUS-MONTMORENCY.

Avec lequel siégeront :

— M. Cléophas TRAMECOURT, directeur honoraire des PTT, demeurant 8, place de l'Hôtel de Ville 80000 AMIENS,
— M. Paul COLLOTTE, ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'Etat, en retraite, demeurant 12, rue des Fonds Thirel 76130 MONT-SAINT-AIGNAN.

Le rapport et les conclusions motivées de la commission d'enquête seront déposés au Tribunal administratif de la Seine-Maritime, dans les sous-préfecture de DIEPPE et d'ABBEVILLE, dans les mairies de NEUFCHATEL-EN-BRAY, SAINT-GERMAIN-SUR-EAULNE, MENONVAL, LUCY, FESQUES, CALLENGEVILLE, FOURCARMONT, FALLENCOURT, SAINT-RIQUIER-EN-RIVIERE, BLANGY-SUR-BRESLE, BOUTTENCOURT, BOUILLANCOURT-EN-SERY, LE TRANSLAY, VISMES-AU-VAL, MARTAINNEVILLE, TOURS-EN-VIMEU, GREBAULT-MESNIL, HUPPY et BEHEN, ainsi qu'à la préfecture de la Seine-Maritime, direction départementale de l'équipement, cité administrative Saint-Sever à ROUEN et à la préfecture de la Somme, direction départementale de l'équipement, centre administratif départemental boulevard du Port à AMIENS.

Les demandes de communication de ces conclusions devront être adressées à M. le préfet de la région de Haute-Normandie, préfet de la Seine-Maritime (adresse ci-dessus).

Pour le préfet, et par délégation.
Le chef du service du budget
des routes et des transports :
B. de ROHOZINSKI

Le Monde

ÉTRANGER
3 Elections en Bolivie et au Panama.
4 Liban : reprise des bombardements aveugles.
— Territoires occupés : regain de tension.
5 Grande-Bretagne : les travaillistes s'apprêtent à renoncer à la doctrine du désarmement unilatéral.

POLITIQUE
6 Le gouvernement et l'application des accords de Matignon.
7 Les obsèques des deux chefs indépendantistes assassinés.
— La préparation des élections européennes.

SOCIÉTÉ
8 Réunion du synode national des protestants à Marseille.

SPORTS
13 Football : la Coupe d'Angleterre ; Automobilisme : le Grand Prix de Monaco ; Voile : Lorient-Saint-Barthélemy-Lorient.

CULTURE
11 Théâtre : La troisième Nuit des Molières.
— *Le Mariage de Figaro*, à Marseille.
— Musiques : le Festival d'Evian.
9 COMMUNICATION.

ÉCONOMIE
14 La réunion de la Banque asiatique de développement à Pékin.
15 La « politique de repli » des Charbonnages de France.
— Point de vue : Chômage et pénurie de main-d'œuvre, par Bernard Brunhes.

SERVICES
Abonnements 2
Carnet 9
Loto, Loto sportif 10
Météorologie 10
Mots croisés 10
Radio-Télévision 10
Spectacles 12

TÉLÉMATIQUE
• *Commandez vos livres et disques par minitel* ..... LIVRES
3615 tapez LM
• *Abonnez-vous au* Monde ..... ABO
3615 tapez LEMONDE

MAURITANIE : après les affrontements avec les Sénégalais

Le président Taya a lancé un appel « à l'unité nationale et à la concorde »

NOUAKCHOTT
de notre envoyé spécial

Le président Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya a lancé un appel *« à l'unité nationale et à la concorde »*, dans un discours télévisé, dimanche 7 mai. L'intervention du chef de l'Etat, annoncée la veille lors d'un bref message de vœux à l'occasion de l'Aïd el Fitr marquant la fin du mois de ramadan, était attendue par tous les Mauritaniens, et plus particulièrement par la communauté négro-africaine soumise à rude épreuve depuis deux semaines.

Assis derrière son bureau, vêtu d'un costume sombre, le colonel s'est exprimé en français, avant que ses propos ne soient traduits en arabe par un interprète. Un geste sans équivoque à destination des Noirs mauritaniens francophones. D'une voix ferme et sur un ton monocorde, il a lu un texte dont chaque mot était soigneusement pesé. Il a tenu à fixer *« les responsabilités, pour l'Histoire »* qu'il a entièrement rejetées sur le Sénégal, prenant toutefois grand soin de rappeler, en préambule, les liens séculaires unissant les deux pays. Avec habileté, il a fait référence à *« d'illustres personnalités, Cheikh Saadbou, Cheikh Ibrahima Niasse, Cheikh Ahmed Oumbamba »*, trois chefs spirituels dont l'influence est réelle dans les deux pays.

Mise en garde

En traçant un rapide historique de la crise, le chef de l'Etat mauritanien a fustigé la presse sénégalaise, indépendante et officielle logées à la même enseigne, dont *« les déclarations et les commentaires, en même temps qu'ils aggravaient la situation et dénaturaient les faits, appelaient en termes à peine voilés à l'affrontement entre les populations »*, a-t-il estimé. Il a déploré, à l'adresse des dirigeants sénégalais, qu'*« à un certain niveau de responsabilités on accorde foi aux rumeurs, même si elles parviennent d'agences de presse »*, avant d'affirmer qu'*« aucun cas de mutilation ni d'atrocité tel que certains se plaisent à le répandre n'a été enregistré à Nouakchott et à Nouadhibou, à la suite des troubles des 24 et 25 avril »*.

Le président de la République a présenté ses *« condoléances à toutes les familles mauritaniennes et sénégalaises touchées par cette rude épreuve »*. Il a exprimé ses regrets et la solidarité de la nation aux *« compatriotes revenant du Sénégal »* dans le même temps qu'il se déclarait *« honoré »* d'accueillir ceux de *« nationalité sénégalaise »*. Il a remercié *« les Sénégalais qui, en refusant de céder à la manipulation, ont tenu par leur comportement à manifester leur solidarité au peuple mauritanien »*. Après avoir également remercié les pays qui participent au pont aérien entre le Sénégal et la Mauritanie, il a dit sa *« reconnaissance aux pays qui ont fraternellement accueilli et sécurisé certains de nos concitoyens »*, citant nommément *« la Gambie et la Guinée-Bissau »*.

M. Taya a estimé que *« dans tous les cas la lumière devra être faite sur ces graves événements »*. D'ores et déjà, et *« conformément aux conventions internationales et aux traités de la CEAO et de la CDEAO (1)*, a-t-il affirmé, *les autorités sénégalaises se doivent de restituer immédiatement les sommes importantes d'argent liquide qu'elles ont elles-mêmes saisies ou confisquées alors qu'elles étaient détenues honnêtement par nos ressortissants »* à leur départ de Dakar. Il a ajouté que les autorités sénégalaises se devaient d'indemniser justement les Mauritaniens spoliés de leurs biens mobiliers et immobiliers.

Le chef de l'Etat, président du Comité militaire de salut national, a conclu son discours par une stricte mise en garde. *« En tout état de cause, toute tentative de trouble de l'ordre public, d'où qu'elle vienne, sera considérée comme une haute trahison et traitée en conséquence »*, a-t-il annoncé, en souhaitant que *« chacun »* apprécie *« la situation à sa juste valeur. »*

Le colonel Taya ne s'est montré menaçant qu'avec les extrémistes arabes et négro-africains qui s'opposent et fragilisent la stabilité de son régime en Mauritanie. Les uns — nassériens et baasistes d'obédience irakienne — veulent une Mauritanie blanche, arabophone et tournée exclusivement vers le Maghreb et le monde arabe, repoussant les Négro-Africains sur la rive gauche du fleuve Sénégal. Les autres, s'exprimant de l'étranger à travers le Front de libération africain de Mauritanie (FLAM) prônent l'instauration d'un régime noir à Nouakchott. La jonction conjoncturelle, pour des raisons de crise économique aiguë, entre des nationalistes arabes coalisés et le sous-prolétariat maure roi des bidonvilles de la capitale, ont eu raison du « subtil » équilibre social et ethnique maintenu avec vigilance par les autorités, cette fois dépassées. Les Négro-Africains s'en vont. S'ils quittent la capitale pour le Sud, voire le Sénégal, c'est qu'ils ne s'estiment plus en sécurité. Si les Maures ont pu manifester leur agressivité, c'est, en effet, qu'ils savaient devoir jouir de l'impunité.

Dans ce contexte, le président a manifestement destiné son discours à l'Afrique noire. D'abord, en prononçant son allocution dans une langue — le français — compréhensible par tous les Négro-Africains, puis en remerciant nommément la Gambie et la Guinée-Bissau, deux pays d'Afrique noire, alors qu'il n'a cité aucun pays maghrébin, et bien que le Maroc lui fournisse, en ce moment, une aide substantielle. Ensuite en se référant à deux organisations de l'Afrique de l'Ouest (la CEAO et la CDEAO), après s'être réclamé de chefs spirituels d'origine sénégalaise. Le message est clair : la Mauritanie est un pays tourné vers l'Afrique noire et non pas exclusivement vers le Nord et sa toute nouvelle Union du Maghreb arabe.

Cela suffira-t-il à faire renaître un sentiment de confiance au sein de la communauté négro-africaine ? Rien n'est moins sûr. L'exode est réel. Les Hal Pular, des Peuls de la région du fleuve, ont presque tous déserté Nouakchott. Leur départ ajouté à celui des Sénégalais risque de rendre la vie extrêmement difficile dans la capitale où ils exerçaient de nombreux métiers techniques que les beïdanes (Maures blancs) ne veulent pas faire.

Des contrôles policiers systématiques

Aux rapatriements de Sénégalais se sont ajoutés des expulsions de Mauritaniens d'origine sénégalaise (*le Monde* du 6 mai). C'est ainsi que plus d'une centaines de fonctionnaires de l'Etat mauritanien ont été renvoyés, dont soixante-quinze travaillaient dans la police et une bonne cinquantaine dans l'administration. Mais d'autres — sans l'ombre d'un doute mauritaniens — partent volontairement, poussés par l'inquiétude. C'est le cas de ce fonctionnaire rencontré dans l'enceinte du PNUD où les réfugiés sont régroupés. En dépit de sa nationalité mauritanienne sans équivoque, il a choisi de quitter son pays pour le Sénégal où son épouse de nationalité sénégalaise était contrainte de partir.

La police continue de mener des contrôles systématiques, enquêtant maison par maison sur la nationalité des occupants, ainsi que dans les baraques des gigantesques bidonvilles des quartiers périphériques. Les Sénégalais et les Mauritaniens d'origine sénégalaise sont systématiquement dirigés sur les centres de regroupement, à moins qu'ils ne soient blancs. De nombreux Maures sont effectivement nés au Sénégal, ne serait-ce qu'avant les indépendances, à l'époque où la capitale de la Mauritanie était... Saint-Louis du Sénégal. Pour eux, la question de l'expulsion n'est même pas soulevée, attestant, si besoin était, la différence de traitement réservé aux Blancs et aux Noirs en Mauritanie.

A Nouakchott, tous les Noirs en instance de départ, qui étaient rassemblés sur le site de la Foire internationale, ont été transférés à l'aéroport dans la nuit de samedi à dimanche. Une bonne partie d'entre eux ont passé la journée sur le tarmac chauffé inexorablement par un soleil de printemps, alors qu'un vent chaud chargé de sable a soufflé une bonne partie de l'après-midi. Il ne reste plus en ville qu'un seul point de regroupement, dans l'enceinte du PNUD.

Au cours de la semaine écoulée, quarante et un mille Sénégalais ont regagné leur pays, tandis que trente et un mille Mauritaniens sont rentrés du Sénégal, dans les avions qui continuent de faire la navette entre Dakar et Nouakchott. Ce pont aérien devrait durer encore quelques jours : il reste des Mauritaniens en Gambie et en Guinée-Bissau ; et, comme nous le confiait le pilote d'un C-130, *« tous les matins, les Mauritaniens nous annoncent qu'il n'en reste que trois mille, on se demande d'où ils sortent »*.

Dimanche en fin d'après-midi, M. Jean-Christophe Mitterrand, conseiller aux affaires africaines de l'Elysée, a été reçu par le président Taya, tandis que M. Gilles Vidal, conseiller diplomatique à l'Elysée, était reçu à Dakar par le président sénégalais, M. Abdou Diouf. La mission de bons offices est plus délicate à Nouakchott qu'à Dakar. Une déclaration du Parti socialiste français incriminant le gouvernement mauritanien pour *« une répression organisée à caractère raciste »* a, en effet, passablement irrité à Nouakchott.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

(1) Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest et Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest.

LIBAN : la nouvelle prise d'otage

Les ravisseurs de M. Quint réclament un geste de clémence à l'égard de Mohammed Hamadé

Le gouvernement de Bonn, après s'être déclaré la veille sceptique sur les informations concernant l'enlèvement d'un allemand au Liban, a annoncé, samedi 6 mai, la création d'une cellule de crise sur cette affaire. On apprenait, de source proche des services de sécurité, que les ravisseurs de l'Allemand de l'Ouest Makus Quint, avaient adressé un ultimatum à Bonn, précisant que la vie de l'otage sera mise en danger si la justice ouest-allemande ne fait pas preuve de clémence à l'égard du chiite libanais Mohammed Hamadé, dont le procès devant un tribunal de Francfort devait reprendre lundi.

Les ravisseurs réclament également l'envoi d'un émissaire de Bonn au Liban sud qui doit leur rendre compte des derniers développements du procès Hamadé, jugé depuis juillet dernier à Francfort pour le détournement d'un avion de ligne américain à Beyrouth en juin 1985, et sa participation au meurtre d'un passager. Ce procès entre dans sa phase finale lundi avec la plaidoirie de la défense. Le ministère public a réclamé la réclusion à perpétuité, et le verdict est attendu le 17 mai.

Au troisième jour de sa disparition, cependant, le chef de la milice qui contrôle Saïda, M. Moustapha Saad, a affirmé dimanche qu'il *« doutait »* de la réalité du rapt de Marcus Quint. Les zones d'ombre qui planent sur cette disparition ont été également évoquées durant le week-end par le mouvement chiite Amal et les formations palestiniennes qui mènent des enquêtes séparées sur le rapt de M. Quint. — *(AFP., AP.)*

Une élection cantonale

CORSE-DU-SUD : canton d'Ajaccio-II (2e tour).

Inscr., 2 561 ; vot., 1 670 ; abst., 34,75 % ; suffr. expr., 1 566. M. Dominique Ornano, bon., 806 voix (51,46 %), ELU ; Mme Marie-Paule Mancini-Nerri, sans étiq., 760 (48,53 %).

[M. Dominique Ornano succède à son père Charles, sénateur, qui, réélu maire d'Ajaccio, a renoncé à son siège de conseiller général (qu'il détenait depuis 1976) pour respecter la loi limitant le cumul des mandats.

Les résultats du premier tour ont été les suivants : Inscr., 2 561 ; vot., 1 551 ; abst., 39,43 % ; suffr. expr., 1 474 ; M. Ornano, 587 voix (39,82 %) ; Mme Mancini-Nerri, 378 (25,64 %) ; MM. Bernard Merly, sans étiq., 279 (18,92 %) ; Antoine Nivaggioni, nat., 127 (8,61 %) ; Serge Gori, PC, 63 (4,27 %) ; Philippe Istria, 40 (2,71 %).

Le 25 septembre dernier, M. Charles Ornano avait été réélu au premier tour en obtenant 810 suffrages (77,80 %) ; contre 122 (11,71 %) à M. Gori, PC, et 109 (10,47 %), à M. Pasqualini, rég., sur 1 041 suffrages exprimés, 1 149 votants (abst., 56,77 %) et 2 658 électeurs inscrits.]

Les derniers « tours » de la navette Atlantis

Le vol de la navette spatiale américaine Atlantis s'achève. Les cinq membres d'équipage s'apprêtaient dans la matinée du lundi 8 mai à plonger dans les hautes couches de l'atmosphère pour les dernières manœuvres qui devaient se terminer lundi soir vers 21 h 45, sur les pistes de la base aérienne d'Edwards (Californie). Un incident a cependant marqué le déroulement de cette mission prévue pour quatre jours et cinquante-six minutes au cours de laquelle l'équipage a lancé une sonde de 18 tonnes, Magellan, en direction de la planète Vénus.

Dans la soirée de dimanche, les cinq membres d'équipage ont en effet constaté un mauvais fonctionnement des ordinateurs de bord. Cet incident est en principe mineur puisque chaque navette dispose de cinq ordinateurs « redondants ». Il suffit même qu'un seul d'entre eux soit en état de fonctionner pour que le retour sur Terre de l'engin soit assuré. Mais jamais, heureusement, la NASA n'a enregistré une telle cascade de défaillances, bien que, en 1983 deux ordinateurs de la navette Columbia aient cessé de fonctionner le jour du retour sur Terre.

Cette fois-ci, rien de tel. Depuis l'accident de Challenger en janvier 1986, la NASA embarque un ordinateur de secours dans chacun de ses engins et l'équipage d'Atlantis a passé quatre heures et demi dans la nuit de dimanche à lundi à installer cette unité de rechange. Un travail un peu long, mais qui, selon les contrôleurs de la mission, n'offre pas plus de difficulté que l'*« installation d'une chaîne haute fidélité »*. A cela près qu'en apesanteur tout flotte et se déplace. Les câbles de connexion comme les boulons, les vis et les outils de montage, ce qui ne simplifie guère la tâche.

J.-F. A.

GRÈCE

M. Georges Petsos ancien ministre de l'ordre public blessé dans un attentat

Le député grec George Petsos, ministre de l'ordre public dans le gouvernement Papandréou jusqu'en mars dernier, et son chauffeur ont été blessés lundi matin 8 mai dans un attentat.

Un engin d'une très grande puissance, qui a brisé des vitres dans un rayon de 200 mètres, a explosé dans une voiture qui se trouvait à la hauteur de celle de M. Petsos, alors qu'il circulait dans le quartier de Philotei, dans la banlieue nord d'Athènes. Les deux hommes ont été transférés d'urgence dans deux hôpitaux d'Athènes. L'ancien ministre, dont l'état est qualifié de *« grave »*, a été blessé par plusieurs éclats. Son chauffeur est moins touché.

Gravement impliqué dans le scandale politico-financier qui a ébranlé la Grèce et au centre duquel se trouve l'homme d'affaires Georges Koskotas, M. Petsos n'avait pas été reconduit dans ses fonctions lors du dernier remaniement ministériel le 17 mars dernier. — *(AFP.)*

EN BREF

● **CORSE : grève des pompistes.** — Le syndicat des distributeurs de carburants de Corse a lancé, samedi soir 6 mai, un mot d'ordre de grève illimitée pour protester contre la décision du Conseil de la concurrence, qui a condamné, mercredi 3 mai, à 2,71 millions de francs plusieurs gérants de stations-service de l'île, accusés d'entente illicite sur les prix.

D'autre part, le personnel au sol d'Air France de Haute-Corse a mis fin samedi 6 mai à la grève qui perturbait depuis plusieurs semaines le trafic aérien, et notamment postal, entre l'île et le continent. Les salariés d'Air France n'ont pas obtenu le paiement de leurs journées de grève, mais une revalorisation de leur prime d'insularité, avec effet rétroactif.

● **Extrême droite : la deuxième fête de Jeanne-d'Arc.** — Une semaine après le Front national, les royalistes de la Restauration nationale, plusieurs autres groupes d'extrême droite et les catholiques traditionalistes ont défilé, dimanche 7 mai à Paris, pour la fête de Jeanne-d'Arc. Un millier de personnes environ parmi lesquelles des militants monarchistes scandant *« le roi à Paris, à bas la République »*, des membres de l'Association nationale Pétain-Verdun regroupés derrière un grand portrait de l'ancien chef *« de l'Etat français »* et des militants du GUP (Groupe union défense) arborant la croix celtique. Au terme de cette manifestation, des incidents se sont produits entre royaliste et skinheads, entraînant l'interpellation par la police de vingt-huit personnes.

● **Réactions après la vente de deux Boeing à l'Afrique du Sud.** — Plusieurs membres du Congrès américain ont critiqué, le 6 mai, la vente ferme de deux Boeing-747, deux autres étant en option, à la compagnie South African Airways pour un montant de plus de 500 millions de dollars (3,2 milliards de francs). Le sénateur Brock Adams (démocrate), de l'Etat de Washington où sont fabriqués les avions, a estimé que cette vente était *« inadéquate »*, même si elle ne contrevient pas à la loi anti-apartheid. Le constructeur a déclaré qu'il livre ses *« avions sans considération de politique étrangère tant que la vente est légale »*.

● **M. Espieu président de l'ARRCO.** — M. Yves Espieu a été élu président de l'Association des régimes de retraite complémentaire (ARRCO) par le conseil d'administration de celle-ci. Représentant employeur, il succède, en vertu de la règle de l'alternance, à M. Antoine Faesch (FO). M. Espieu, attaché à la direction générale de Renault, a été directeur du personnel à la Régie, directeur de la Société nationale des roulements. Président d'Entreprise et personnel, il préside aussi la commission technique de l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC).

● **Résultat décevant pour Majorette en 1988.** — Année décevante pour Majorette, le fabricant de petites voitures : son chiffre d'affaires n'a que très faiblement progressé en 1988, à 518,4 millions de francs, alors que son bénéfice baissait de moitié à 16,9 millions. Dans un communiqué, l'entreprise met ce mauvais résultat sur le compte de l'envolée du prix de l'un de ses alliages d'aluminium et plomb, en hausse de 70 % entre le 1er janvier et le 31 décembre 1988. Néanmoins, au vu de ses bonnes performances au cours des premiers mois de 1989, Majorette prévoit une hausse de 20 % environ de ses résultats cette année.

● **PÉTROLE : la raffinerie d'Abadan a repris ses exportations.** — Abadan, la raffinerie la plus importante d'Iran, qui avait été endommagée au début du conflit Iran-Irak, a repris samedi 6 mai ses exportations, selon des informations rapportées par l'agence iranienne IRNA. Le premier chargement de 10 000 tonnes a été effectué au port de Bandar-e-ma'shur, indique l'IRNA, sans en préciser la destination. Il y a un mois (*le Monde* daté 2-3 avril), l'Opecna (agence de presse de l'OPEP) annonçait que la raffinerie devait être à nouveau opérationnelle le 1er avril.

M. Soustelle dément les accusations portées contre lui au Paraguay

M. Jacques Soustelle, ancien ministre du général de Gaulle, a opposé, dimanche 7 mai, *« un démenti formel aux accusations calomnieuses diffusées »* contre lui au Paraguay en se *« réservant d'y répondre par toutes les voies de droit »* (*le Monde* daté 7-8 mai). Ce démenti intervient au lendemain de l'ouverture d'une information judiciaire par un magistrat d'Asuncion chargé d'enquêter sur des détournements de fonds publics après la découverte de documents compromettants dans les dossiers d'un ancien ministre du général Stroessner.

Dans un communiqué, M. Soustelle *« s'étonne d'être mis en cause à propos de règlements de compte partisans »* faisant suite au récent coup d'Etat contre le général Stroessner. La justice paraguayenne reproche à l'ancien ministre français d'avoir agi comme intermédiaire pour la construction d'une cimenterie au Paraguay. Le contrat clés en main avait été attribué à une entreprise publique française, le Bureau central d'études pour l'équipement d'outre-mer (BCEOM). L'ex-ministre paraguayen du commerce, M. Delein Ugarte Centurion, est actuellement incarcéré pour diverses accusations de corruption. M. Soustelle a affirmé, dimanche, au micro de France-Inter, qu'il avait *« facilité l'introduction du BCEOM, un organisme d'Etat français, au Paraguay,* [parce qu'il connaissait] *beaucoup de monde dans ce pays. Un point, c'est tout ». « Je n'ai pas touché d'argent, j'ai fait des voyages, des séjours. (...) Etre accusé de détournement est de la folie furieuse »*, a-t-il ajouté.

Le numéro du « Monde » daté 7-8 mai 1989 a été tiré à 480 984 exemplaires

A B C D E F G

Le Monde

MARDI 9 MAI 1989 (NUMÉRO DATÉ DU 10)

SUPPLÉMENT SPÉCIAL

avec
● Le Monde économie
● Le Monde Campus
● 30 pages d'offres d'emplois pour les cadres.

PILE SEPAREE

ATTENTION : ce numéro gratuit est publié avec *le Monde Economie* en cahier séparé. N'oubliez pas de le demander à votre marchand de journaux.

هكذا من الأصل